PROGRAMME

DU MANIDEM

PROGRAMME GENERAL DU MANIDEM POUR LA TRANSITION AU SOCIALISME

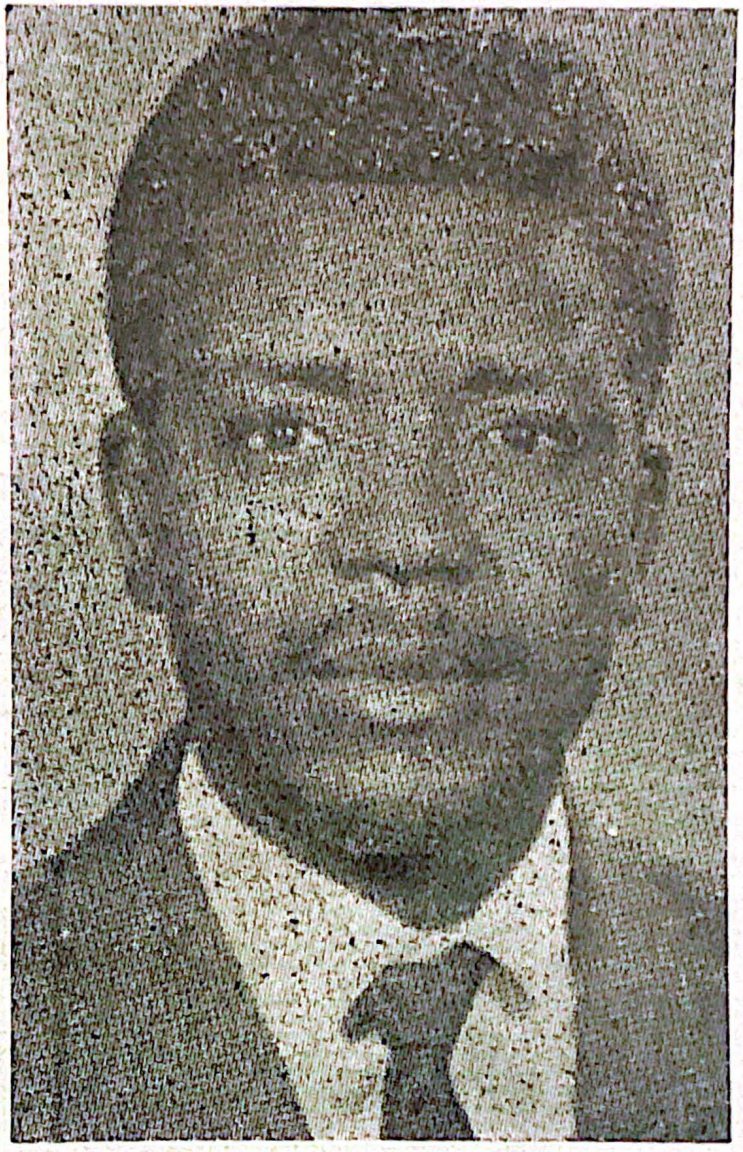
Kamerun :
- — Ouvriers, Paysans, Soldats, Elèves et Etudiants : 100 F CFA.
- — Autres : 1 000 F CFA.

Extérieur : 20 FF.

Imprimerie Spéciale de l'UPC
Mai 1980

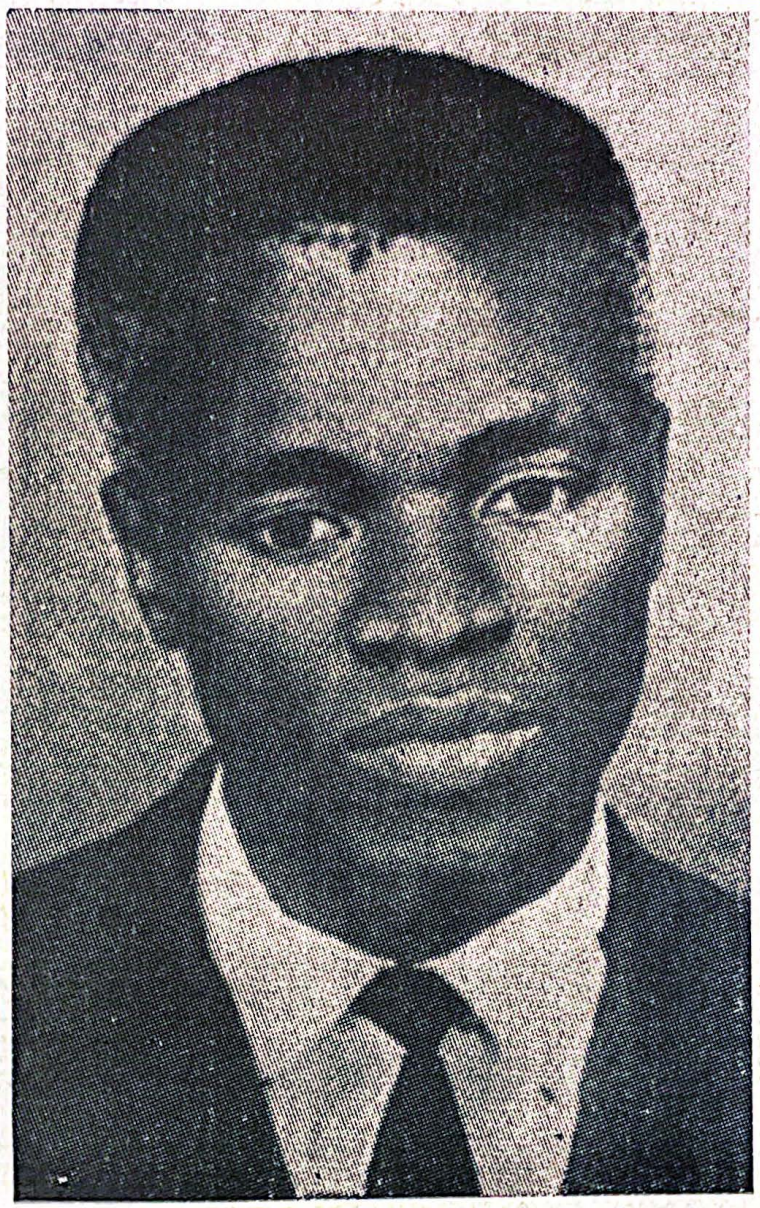
RUBEN UM NYOBE (1913-1958)

- *Fondateur et Secrétaire Général de l'Union des Populations du Cameroun (UPC). Initiateur de la lutte du Peuple Kamerunais pour la Réunification et l'Indépendance Nationales. Appelé aussi le « MPODOL » par les masses populaires.*
- *Vice-Président du Rassemblement Démocratique Africain (RDA) que le traître Houphouët-Boigny vendit ensuite aux colonialistes français.*
- *Assassiné le* 13 *septembre* 1958 *par les colonialistes français et leur marionnette Ahidjo Birawandu Kaado.*



FELIX-ROLAND MOUMIE (1925-1960)

- *L'un des grands bâtisseurs de l'UPC, dont il fut Président de 1952 à sa mort. Militant émérite du Panafricanisme Révolutionnaire et de la libération de l'Afrique.*
- *Assassiné par les néo-colonialistes français et leur marionnette Ahidjo Birawandu Kaado le 3 novembre 1960.*



ERNEST OUANDIE (1924-1971)

- *L'un des grands bâtisseurs de l'UPC et pionniers de la lutte du Peuple Kamerunais pour la liberté. Vice-Président de l'UPC puis, après l'assassinat du Président Moumié, il est élu, le 13 septembre 1962, Président du Comité Révolutionnaire de l'UPC.*
- *Assassiné le 15 janvier 1971 par la clique d'Ahidjo Birawandu Kaado avec l'aval des néo-colonialistes français.*

ABREVIATIONS DE BASE

UPC : Union des Populations du Cameroun. C'est le Parti des travailleurs Kamerunais. Ses membres s'appellent les **upécistes.**

MANIDEM : abréviation pour **MA**nifeste **N**ational pour l'**I**nstauration de la **DEM**ocratie. C'est le Front-Uni populaire autour de l'UPC pour combattre le néo-colonialisme et la dictature bourgeoise anti-peuple.

UNC : soi-disant « Union Nationale Camerounaise », mais en réalité **Union Néo-Coloniale.** C'est le parti de la bourgeoisie néo-coloniale kamerunaise. Il est soutenu par les impérialistes français, anglais, américains, allemands et autres. C'est un parti fasciste, le parti unique de l'éternel candidat unique Ahidjo Birawandu Kaado et sa bande.

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS
du Conseil National de la Révolution (CNR) 5

INTRODUCTION :

PHASE NOUVELLE, PROGRAMME NOUVEAU ! 10

PREMIERE PARTIE :

POUR BIEN COMPRENDRE LA TRANSITION AU SOCIALISME DANS NOTRE PAYS 22

DEUXIEME PARTIE :

CE QUE VEUT LE PEUPLE KAMERUNAIS 40

I. — CHASSER LES IMPERIALISTES ET BATTRE LA BOURGEOISIE NEO-COLONIALE KAMERUNAISE 49

a) **Briser la domination étrangère sur l'Etat** .. 49
b) **Briser la machine d'Etat bourgeoise actuelle** 50
c) **Rétablir les libertés fondamentales des citoyens et les garantir** 51

II. — EDIFIER UN ETAT POPULAIRE : METTRE LE POUVOIR AUX MAINS DES OUVRIERS, DES PAYSANS PAUVRES ET DES AUTRES TRAVAILLEURS 55

a) **Principes généraux** 55
b) **Organisation générale du Pouvoir Populaire** 57
c) **Forces armées, Police, ...** 60
d) **Système judiciaire, Prisons** 62
e) **Unité Nationale, Régionalisme** 65

III. — EDIFIER UNE ECONOMIE NATIONALE INDEPENDANTE POUR UNE TRANSITION AU SOCIALISME 67

a) **Principes généraux** 67

b) **La terre, l'agriculture, l'élevage, la pêche** 69

c) **Moyens de production industriels et d'échange, Commerce** 74

IV. — MENER UNE POLITIQUE SOCIALE VISANT A SATISFAIRE LES INTERETS ET ASPIRATIONS DES TRAVAILLEURS KAMERUNAIS 76

a) **Travail, Revenus, Impôts** 76

b) **La santé** 80

c) **Logement et Transports** 82

d) **Loisirs et Sport de masse** 83

V. — LIBERER REELLEMENT LA FEMME KAMERUNAISE 86

a) **Problèmes généraux des femmes** 86

b) **Famille et Population** 87

VI. — CULTURES ET LANGUES NATIONALES 88

VII. — MENER UNE POLITIQUE POPULAIRE ET NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE L'EDUCATION 91

a) **Principes généraux** 91

b) **Les Moyens de la politique populaire de l'Enseignement** 94

VIII. — LUTTER SANS RELACHE POUR L'UNITE AFRICAINE 96

IX. — MENER UNE POLITIQUE EXTERIEURE INDÉPENDANTE, CONFORME AUX INTERETS DES PEUPLES AFRICAINS, DU SOCIALISME ET DE LA PAIX DANS LE MONDE 97

TROISIEME PARTIE :

REVENDICATIONS IMMEDIATES POUR LES TRAVAILLEURS ET LE PEUPLE 99

I. — ASSEZ D'INGERENCE ETRANGERE DANS L'ARMEE ! 100

II. — HALTE A LA CORRUPTION ET AU FAVORITISME !
ASSEZ DE DICTATURE ET D'ARBITRAIRE ! .. 100

III. — UNE AUTRE POLITIQUE SOCIALE EST IMMEDIATEMENT NECESSAIRE ET POSSIBLE ! 102

a) **Revendications pour toute la population** .. 102

b) **Revendications pour les travailleurs salariés** 105

c) **Revendications pour les paysans** 107

d) **Revendications spécifiques pour les femmes** 109

LEXIQUE 111

AVANT-PROPOS DU CONSEIL NATIONAL DE LA RÉVOLUTION

(Direction Centrale du MANIDEM) (1)

PEUPLE KAMERUNAIS !

Voici le PROGRAMME GENERAL DU MANIDEM POUR LA TRANSITION AU SOCIALISME ! C'est le programme, mis à jour, de la lutte contre le régime de sang et de misère qui sévit dans notre pays depuis plus de vingt ans. C'est aussi le programme de la construction d'un KAMERUN NOUVEAU, DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE, en marche vers le SOCIALISME.

Ce PROGRAMME DE LA REVOLUTION POPULAIRE a été discuté et amélioré au cours d'un débat public qui a duré plus d'un an. Il a ensuite été adopté démocratiquement par la quasi-unanimité des membres actifs du MANIDEM (ou Activistes).

Le Programme Général du MANIDEM pour la Transition au Socialisme exprime ce que veulent les masses kamerunaises aujourd'hui. Il trace la voie qui mènera à la solution radicale des graves difficultés qui accablent la

---

(1) Cet avant-propos, différent de celui du projet de programme, a été jugé nécessaire pour respecter le souci de simplicité et de concision qui caractérise le Programme du MANIDEM.

classe ouvrière, les paysans pauvres, les petits employés et petits fonctionnaires (policiers, militaires, gendarmes hommes de troupe compris), les petits artisans et tous les travailleurs manuels et intellectuels, et tout particulièrement la Jeunesse et les femmes de notre pays. Il explique avec clarté comment notre pays engagera la marche vers le SOCIALISME pour sortir du sous-développement et des impasses où le régime pourri de l'UNC l'a enfoncé depuis vingt ans.

Toute Kamerunaise, tout Kamerunais qui se veut responsable et soucieux des intérêts du pays doit donc lire et étudier à fond le Programme Général du MANIDEM pour la Transition au Socialisme. Ainsi, il pourra comparer ce Programme avec les tromperies des valets de l'étranger et se faire une opinion saine sur les affaires du pays. Ainsi, il pourra mieux comprendre, grâce aux explications claires et simples de ce Programme du MANIDEM, les grands problèmes politiques, économiques, sociaux et culturels qui se posent non seulement au Kamerun néo-colonial, mais à toute l'Afrique victime du néo-colonialisme.

Dans son « APPEL SOLENNEL AU PEUPLE KAMERUNAIS » du 15 janvier 1980, publié dans « La Voix du Kamerun » n° 14 de janvier 1980, le COMITE REVOLUTIONNAIRE DE L'U.P.C. a souligné que la tâche de diffuser et d'expliquer le Programme du MANIDEM dans les masses populaires est une tâche de première importance pour tous les Kamerunais réellement patriotes. Certes, les valets de l'étranger qui sont au pouvoir tenteront farouchement d'empêcher les Kamerunais de prendre connaissance du Programme du MANIDEM. **Ces gens-là ont besoin de maintenir les masses dans l'obscurité et l'ignorance pour mieux continuer à les tromper.** Le Programme du MANIDEM est un danger pour eux parce qu'il éclaire pratiquement tous les problèmes politiques essentiels du Kamerun et de l'Afrique et met à nu tous les aspects de la

sale politique anti-nationale et anti-populaire de l'UNC et des autres bourgeoisies néocoloniales africaines. Mais toutes les tentatives des fantoches du néo-colonialisme pour empêcher la diffusion du Programme Général du MANIDEM pour la Transition au Socialisme ne pourront qu'échouer lamentablement. « LA VERITE VOYAGE SANS PASSEPORT », disait le Héros National Ernest OUANDIE assassiné le 15 janvier 1971 par la bande criminelle d'Ahidjo Birawandu et ses maîtres impérialistes français.

Le Programme du MANIDEM est le flambeau de la lutte des travailleurs kamerunais des villes et des campagnes pour la justice sociale et le bien-être. C'est l'arme de combat de toute la jeunesse du Kamerun pour la démocratie, le progrès et le socialisme.

Tel qu'il se présente aujourd'hui, le Programme du MANIDEM ne se prétend pas parfait. Le mouvement révolutionnaire Kamerunais entend plus que jamais affirmer son caractère véritablement démocratique. Les Kamerunais en ont assez des brigands qui parlent de « démocratie » mais qui appliquent le fascisme et le terrorisme d'Etat. C'est pourquoi l'UPC et le MANIDEM resteront attentifs à toutes les critiques constructives, à toutes les propositions de bonne foi visant à améliorer ce Programme et à contribuer à construire un Kamerun Nouveau. Comme l'a assuré le Comité Révolutionnaire de l'UPC, le Programme du MANIDEM pourra être amendé et enrichi après la victoire des masses kamerunaises sur le régime pourri de l'UNC. Mais dès le renversement de ce régime anti-national et anti-populaire, et sans attendre d'éventuelles corrections, LE PROGRAMME GENERAL DU MANIDEM POUR LA TRANSITION AU SOCIALISME ORIENTERA IMMEDIATEMENT ET DANS TOUS LES DOMAINES LE TRAVAIL DE L'ENSEMBLE DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE CONDUIT PAR L'U.P.C. ET L'ACTION DU NOUVEL ETAT DEMOCRATIQUE POPULAIRE DE TRANSITION AU SOCIALISME.

PEUPLE KAMERUNAIS !

Ta victoire a été retardée, mais elle est absolument inévitable. Ni ton bonheur, ni ta fierté légitime ne se trouvent dans ce Cameroun néo-colonial plongé dans la terreur et la misère par les valets des impérialistes et de la réaction arabe. Tu ne peux rien attendre de bon de la clique criminelle qui sévit à la tête du pays par la violence et la tromperie depuis vingt ans et qui n'a fait que se remplir les poches, livrer le pays au pillage de l'étranger en sacrifiant ta jeunesse. Tous tes fils et toutes tes filles qui ont à cœur tes intérêts et ton honneur, doivent se mobiliser dans le MANIDEM pour abattre le régime esclavagiste de l'UNC, pour l'avènement d'un KAMERUN NOUVEAU, DEMOCRATIQUE, POPULAIRE, en marche vers le SOCIALISME.

Le MANIDEM est le train du changement démocratique pour la Transition au Socialisme.

L'U.P.C., Ame Immortelle du Peuple Kamerunais, est la locomotive du MANIDEM.

EN AVANT AVEC LE MANIDEM !
LE MANIDEM VAINCRA !

Le Conseil National de la Révolution
(Direction Centrale du MANIDEM)

Février 1980

PROGRAMME GÉNÉRAL DU MANIDEM POUR LA TRANSITION AU SOCIALISME (1)

(1) Les chiffres tels que celui-là, dans le texte, renvoient au petit Lexique annexé à ce Programme, à la fin. Ce Lexique done une explication des termes ou expressions concernés.

INTRODUCTION

PHASE NOUVELLE, PROGRAMME NOUVEAU !

L'AFRIQUE est à l'heure du Néo-Colonialisme (2) **et des luttes populaires contre cette nouvelle forme de la domination impérialiste** (3).

Certes, sa partie australe (Namibie, Afrique du Sud) est encore aux mains de régimes coloniaux nazis (4) des minorités blanches. Mais même là-bas, l'impérialisme cherche déjà à instaurer des régimes aux mains de nègres fantoches. Ceux-ci seraient alors manipulés par le capital financier international (5). Malgré les apparences, le problème de la libération de l'Afrique Australe des régimes des colons racistes est déjà en train de changer de fond. Il devient un problème de néo-colonialisme. En Namibie, cela est absolument évident. Et en Afrique du Sud même, cet aspect est désormais l'essentiel du problème de la libération. Et seuls ceux qui n'ont pas une vision historique des choses ne voient pas cette vérité fondamentale.

Les conditions dans lesquelles se développe le néo-colonialisme sont principalement au nombre de deux. La première est le développement du capitalisme (6). La deuxième, qui résulte de la première, est la division de plus en plus accentuée de la société africaine en classes sociales (7). Ces classes ont des intérêts et des aspirations de plus en plus opposés. Une bourgeoisie néo-coloniale (8), bureaucratique (9) et compradore (10), est tota-

lement liée à l'impérialisme. Elle écrase d'exploitation, d'oppression et de répression les travailleurs. Par conséquent, contrairement à l'époque de la lutte contre le colonialisme ancien, cette bourgeoisie ne peut mener aucune lutte de libération réelle, c'est-à-dire populaire, de l'Afrique. Au contraire, elle contribue à asservir notre Continent.

La Révolution Africaine est entrée dans une phase nouvelle, dans laquelle ne s'offrent que deux voies : le néo-colonialisme ou le socialisme (11).

Sous le colonialisme ancien, l'aspect dominant du combat populaire résidait dans la lutte pour chasser d'Afrique les impérialistes. Il s'agissait avant tout de mettre fin à la domination directe de notre Continent par les colonialistes étrangers. Toutes les classes sociales pouvaient s'unir dans ce combat. Mais depuis l'indépendance formelle (12) des années 1960, le système du Néo-colonialisme a été installé par les impérialistes. Dans cette phase, la bourgeoisie africaine mène une politique d'exploitation du travail des ouvriers et paysans. Elle partage le fruit de cette exploitation avec l'impérialisme étranger, tandis que le Peuple n'a rien pour vivre. Pour continuer sans fin cette politique anti-populaire, ces exploiteurs ont instauré presque partout en Afrique des dictatures policières et sanglantes. Ces régimes ne reconnaissent aucun droit aux Peuples Africains. C'est pourquoi, sous le néo-colonialisme, l'aspect dominant du combat populaire en Afrique est maintenant **la lutte des classes** (13). L'impérialisme étranger reste l'allié principal et le soutien de la bourgeoisie africaine, et il continue d'exploiter l'Afrique. Mais les ouvriers et paysans pauvres doivent désormais diriger la pointe de leur combat, avant tout, contre la bourgeoisie africaine. Car leur victoire contre la domination néo-coloniale de l'impérialisme est désormais impossible sans leur victoire sur cette bourgeoisie africaine. Toutes les classes de la société africaine ne peuvent plus

s'unir sérieusement contre la domination étrangère. Leurs intérêts fondamentaux sont plus opposés que jamais. Prétendre le contraire, c'est vouloir tromper les travailleurs.

A l'époque actuelle, les ouvriers et les paysaans pauvres constituent les forces sociales fondamentales de la Révolution africaine. Leurs compagnons de lutte sont les éléments radicalisés de la petite bourgeoisie (14) **des villes qui ont renoncé à imiter les gros bourgeois.**

La raison pour laquelle la classe ouvrière africaine est la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, c'est que le capitalisme se développe en Afrique. Or, dans la société capitaliste, seule la classe ouvrière ne possède rien d'autre que sa force de travail tout en subissant la plus grosse exploitation de la part des capitalistes. Comme ils n'ont rien, sinon leur force de travail, alors qu'ils produisent sans cesse des richesses, les ouvriers n'ont rien à perdre dans un changement révolutionnaire. Ils ne peuvent que gagner à un tel changement. Mieux encore, cette position objective (15) de la classe ouvrière fait qu'elle est la classe qui a le plus intérêt au changement. Elle désigne la classe ouvrière comme la force dirigeante de la Révolution.

Bien qu'elle possède un peu de terre, la paysannerie pauvre est la force fondamentale pour tout changement révolutionnaire en Afrique. Elle est l'alliée principale de la classe ouvrière dans la Révolution contre le Néo-colonialisme. Il y a au moins quatre raisons à cela. La première, c'est que la paysannerie pauvre est encore la classe la plus nombreuse en Afrique : 80 % environ de la population totale. La deuxième raison, c'est que, plus le capitalisme se développe, plus il frappe les paysans pauvres et les ruine. Il les transforme de plus en plus en ouvriers. Cela pousse les paysans pauvres à se rapprocher de plus en plus du point de vue des ouvriers. La troisième raison, c'est qu'en Afrique, sauf quelques rares

exceptions, il n'y a pas eu de grosse propriété féodale de la terre (16). Il s'est produit un passage direct de la propriété communautaire de la terre (par le village ou le clan), à la propriété privée individuelle. Une conséquence de ce phénomène, parmi d'autres, est que très souvent les ouvriers gardent encore de solides attaches sociales avec la paysannerie des villages. La quatrième raison est que les paysans pauvres africains sont placés de force dans une économie marchande (17). Et pourtant, ils n'ont pas de revenus monétaires dignes de ce nom. La conséquence en est qu'ils sont plongés dans une misère quotidienne, parfois bien plus profonde que celle des ouvriers. La vie des ouvriers est pourtant déjà peu enviable.

Il y a donc d'un côté la bourgeoisie néo-coloniale africaine au pouvoir, avec le soutien de l'impérialisme étranger. De l'autre côté, la classe ouvrière et la paysannerie pauvre. Entre ces deux camps fondamentaux, se trouvent des millions de gens de la petite bourgeoisie. Ce sont les paysans moyens, les petits commerçants, les petits fonctionnaires, les petits employés du privé, les étudiants et intellectuels. Ce sont aussi les soldats, les sous-officiers, officiers subalternes et assimilés des services du gouvernement, etc...

Le comportement d'ensemble de cette petite-bourgeoisie est analogue dans tous les pays du Monde, et aussi en Afrique. Ce comportement présente une nature double, contradictoire. D'une part, la petite bourgeoisie sympathise aux douleurs du Peuple ; mais d'autre part elle est éblouie par la vie luxueuse de la grande bourgeoisie. Elle rêve de ressembler à la grande bourgeoisie. Cependant, selon les couches et les circonstances, son comportement est variable.

La petite bourgeoisie intellectuelle sortie des Universités et des Grandes Ecoles trouve des emplois de cadres. Pour cette raison, elle a une forte tendance à se ranger

aux côtés de la bourgeoisie, tout en proclamant ses sympathies pour le Peuple. En général, elle méprise le Peuple qu'elle ne croit pas capable de se libérer lui-même. Les éléments démocrates de cette couche pensent souvent que le Peuple n'a qu'à se confier à eux, et que ce sont eux qui libèreront les ouvriers et les paysans. Mais tout compte fait, à part quelques exceptions, cette couche se met au service du plus fort du moment.

Les autres couches de la petite bourgeoisie sont dans une position sociale bien plus difficile. Cela fait que leur haine de la dictature de la bourgeoisie peut l'emporter (et l'emporte souvent) sur leurs hésitations. De ce fait, leur tendance à la lutte est généralement plus forte. Cependant, cette tendance à la lutte reste souvent assez velléitaire. Pour qu'elle se transforme en lutte révolutionnaire effective, il faut que le Mouvement Révolutionnaire entraîne ces couches. Pour cela, le Mouvement Révolutionnaire doit définir une juste politique d'alliances de classes (18). Il doit aussi définir une stratégie (19) adaptée, cohérente et applicable. Il doit ensuite mener une action dynamique, cohérente et permanente de sensibilisation, d'organisation et de mobilisation politiques dans tous ces groupes sociaux.

A l'échelle mondiale, à notre époque, la lutte des classes oppose fondamentalement les forces du capitalisme d'un côté, à celles du socialisme de l'autre côté.

La bourgeoisie néo-coloniale africaine a ses amis et alliés à l'échelle mondiale. Ce sont les forces impérialistes et capitalistes en général. Ces forces interviennent sans cesse en Afrique, parfois militairement. Leurs interventions ont pour but de sauver des régimes bourgeois africains haïs et menacés par les Peuples Africains. La raison fondamentale de ce soutien impérialiste aux gouvernements bourgeois africains est la suivante. C'est que ces gouvernements livrent aux impérialistes les richesses

de l'Afrique : matières premières (20) et autres. En effet, les impérialistes ont un besoin vital de ces richesses, et les pays impérialistes n'en possèdent pas suffisamment ou pas du tout. Ils doivent donc aller les piller chez autrui, et ils viennent notamment en Afrique.

D'autres alliés et amis des bourgeoisies néo-coloniales africaines, sont certains faux socialistes, qui hésitent constamment entre le capitalisme et le socialisme. Ils s'appellent eux-mêmes les social-démocrates (21), et forment la social-démocratie internationale (22). En réalité, ils sont plus près de l'impérialisme et de la bourgeoisie, que du socialisme et des travailleurs africains. Ils participent en effet avec plaisir à la politique réactionnaire (23) des impérialistes de leurs pays contre les Peuples Africains. Leur tactique hypocrite consiste désormais à tenter de créer en Afrique même une social-démocratie africaine (24), bien soumise à la social-démocratie internationale.

Le but fondamental de toutes ces forces (impérialistes, capitalistes en général, social-démocrates, ...) est clair. C'est le maintien du capitalisme. C'est la continuation à perpétuité de l'exploitation des Peuples Africains, des richesses de l'Afrique, sous une forme ou sous une autre.

Les ouvriers et paysans pauvres africains ont aussi leurs amis et alliés à l'échelle mondiale. Ce sont d'abord les pays socialistes (25), les partis communistes (26) et les autres forces du socialisme dans les pays capitalistes. Ce sont aussi les vrais démocrates du Monde entier. Ce sont également les Peuples du Monde entier qui luttent pour leur propre libération nationale contre la domination néo-colonialiste ou colonialiste.

Le but fondamental de toutes ces forces, c'est la justice sociale, le bien-être du Peuple et la paix. Cela n'est possible qu'avec la fin de l'impérialisme, le renversement du capitalisme et son remplacement par le socialisme. Il s'agit de mettre fin à toute exploitation de l'homme par

l'homme. Il s'agit de parvenir à une libération authentique de chaque Peuple et de chaque pays. Il s'agit d'instaurer une véritable amitié entre les Peuples du Monde entier.

Dans une telle situation nouvelle, il est absolument nécessaire que les principes fondamentaux et les buts de la Révolution Kamerunaise, à sa phase actuelle, soient toujours mieux précisés.

C'est pourquoi, avec les upécistes, les Activistes regroupés dans le MANIDEM sous sa forme de Mouvement Révolutionnaire de masse lié à l'UPC, adoptent le présent **PROGRAMME DE TRANSITION AU SOCIALISME.** Une fois que le régime bourgeois néo-colonial de l'UNC aura été renversé, ce programme permettra de s'engager vers un authentique POUVOIR DES OUVRIERS ET PAYSANS PAUVRES. Ce sera un Pouvoir de tous ceux qui travaillent sans exploiter personne : un Pouvoir conduisant notre pays au socialisme.

Avec les upécistes, les Activistes du MANIDEM avancent ce PROGRAMME à tous les ouvriers et paysans pauvres et aux autres travailleurs kamerunais. Toutes les classes laborieuses doivent se mobiliser en vue de la libération complète du pays. Pour cela les ouvriers et les paysans pauvres doivent prendre la tête d'un puissant MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE. Ce Mouvement est dirigé contre la bourgeoisie kamerunaise et ses alliés, que représente actuellement le régime de l'Union Nationale Camerounaise (UNC) d'AHIDJO Birawandu.

Dans toute lutte politique, la question du PROGRAMME est fondamentale. Toute lutte révolutionnaire est censée se faire pour la défense des intérêts et aspirations des masses populaires. Pour une telle lutte, le PROGRAMME est essentiel. Pourquoi luttons-nous ? Telle est la question

fondamentale à laquelle doit clairement répondre le PROGRAMME.

Dans tous les pays du Monde, et aussi au Kamerun, la société évolue sous l'action des forces sociales (27). Ces forces sociales agissent en particulier au niveau politique, à travers des organisations et des individus. Les Organisations qui représentent les diverses forces sociales défendent leurs intérêts ; elles tentent de satisfaire leurs aspirations. **Comme dans tous les pays du Monde, au Kamerun, les diverses forces sociales et leurs organisations politiques (quand il y en a), ont des attitudes différentes très caractéristiques au sujet de leur Programme.**

La bourgeoisie néo-coloniale kamerunaise n'a pas de Programme déclaré. Mais en fait, elle a un « DOUBLE PROGRAMME » voilé, caché.

D'une part, elle a un Programme réel, qui est de défendre les intérêts des impérialistes et les siens propres. A travers ce Programme, elle livre aux impérialistes nos richesses, et elle s'enrichit grâce aux miettes de ce pillage néo-colonial. **Ce Programme réel, la bourgeoisie ne le proclame jamais. Elle ne l'avoue jamais.** Au contraire, elle s'efforce de le masquer en jurant ses grands dieux qu'elle travaille pour le bien de toute « la Nation ». Mais chacun peut constater les résultats. Une poignée de gens s'enrichissent avec frénésie, et en même temps, la misère de la presque totalité du Peuple est toujours plus grave. L'Economie Nationale et tout le pays sont toujours largement sous la domination étrangère. Ainsi, quand les bourgeois disent que « le pays avance », que « la Nation s'enrichit », cela veut dire que les bourgeois s'enrichissent et que le Peuple s'appauvrit.

D'autre part, la bourgeoisie a un Programme fictif. Ce programme-là se résume à des déclarations démagogiques générales, à une phraséologie vide de sens, avec des mots confus. Souvent, tout cela tourne à un charabia pur

et simple. On parle alors de « libéralisme planifié, développement auto-centré en cercles concentriques de solidarité, civilisation de l'universel, philosophie du dialogue, réformisme révolutionnaire du Grand Camarade, envoyé au Peuple par Dieu, etc., etc... ». Ce Programme fictif bourgeois, ces slogans ronflants mais creux, ont un but précis. Ce but est de désorienter les masses populaires, par des mensonges et des tromperies. Parfois, on tente d'épater le Peuple par des « grands mots » et des « mots savants ».

Ainsi font les bourgeois en ce qui concerne la question du Programme.

La petite-bourgeoisie kamerunaise, de son côté, a toujours été incapable de s'organiser en un parti politique propre face à la répression néo-coloniale. Dans son écrasante majorité, cette classe subit passivement, sans rien faire, la dictature bourgeoise fasciste de l'UNC d'AHIDJO Birawandu et sa clique. Ou alors, elle participe tout simplement à cette dictature, notamment les couches intellectuelles sorties des Universités et des Grandes Ecoles.

Cependant, il y a des éléments de cette petite-bourgeoisie qui, en francs-tireurs, s'opposent de manière déclarée au régime bourgeois, et de manière plus hypocrite à l'UPC. Mais ils sont incapables de s'organiser en parti digne de ce nom. **Cela se traduit par une incapacité à avancer un Programme politique cohérent.** Leur attitude sur la question fondamentale du PROGRAMME est donc la suivante : ne jamais être clair, et faire de la démagogie. La démagogie s'exprime souvent dans une phraséologie qui se veut « nationaliste ». Elle utilise de VAGUES proclamations parfois purement sentimentales. Mais quand il est question de définir précisément le Nouveau Régime qu'on veut instaurer, c'est l'ambiguité dans toute la mesure du possible. On parle de « rupture avec le néo-colonialisme », mais sans jamais se référer au socialisme. On se contente

de glisser par ci par là, comme à la dérobée, une phrase sur « la nécessité d'une propriété sociale des moyens de production ».

En somme, les francs-tireurs intellectuels petits-bourgeois « jouent à la politique ». Ce qui est le moteur de leur « action politique », c'est une croyance. Chacun d'eux croit à son charisme (28), et se prend pour un « leader charismatique ». Cette croyance au charisme provient de quelques diplômes ou titres parfois laborieusement obtenus. Ces petits diplômes et titres montent à la tête des intellectuels opportunistes, un peu comme s'ils avaient bu trop de vin de palme. Ils croient que les masses populaires sont trop bêtes et trop incultes. Et qu'elles ne sauront pas faire la différence entre le vrai et le faux, entre ce qui est clair et ce qui n'est pas clair. Ils ont donc, vis-à-vis des masses populaires, la même mentalité de mépris que la bourgeoisie et les colons. C'est une mentalité coloniale.

Ainsi font les petits-bourgeois opportunistes sur la question fondamentale du PROGRAMME.

Pour sa part, depuis sa fondation, l'UPC a toujours eu une position claire et nette sur la question du Programme. Car elle a toujours été l'Organisation politique qui défend les intérêts et exprime les aspirations des ouvriers, des paysans pauvres et de tous les travailleurs kamerunais. Ainsi, en 1948, les bourgeois actuels étaient déjà dans les bras des colons. Ils luttaient déjà contre notre pays. L'UPC a dit : il faut la Réunification et l'Indépendance immédiates du pays. En 1960, beaucoup d'intellectuels petits-bourgeois opportunistes se sont fatigués de la lutte. Ils ont proclamé : on a lutté pour que les colons s'en aillent ; ils sont partis ; alors pourquoi continuer la lutte ? Mais l'UPC a dit : ce n'est pas une indépendance réelle ; le Peuple va connaître des souffrances et une grande misère ; il faut donc continuer la lutte. Tout ce que l'UPC avait prévu s'est produit.

Aujourd'hui, près de vingt ans ont passé depuis l'indépendance néo-coloniale de 1960. Tout va mal et même très mal pour le Peuple. Les patriotes qui veulent lutter pour un véritable changement populaire, sont organisés dans le MANIDEM conduit par l'UPC. Le PROGRAMME DU MANIDEM doit donc se fonder sur les vrais problèmes et les aspirations réelles des travailleurs kamerunais. Ce PROGRAMME doit être un instrument de mobilisation et de lutte des masses populaires. C'est pourquoi il doit être clair et simple. C'est pourquoi il doit expliquer le plus clairement possible les choses.

Voilà les raisons pour lesquelles le PROGRAMME DU MANIDEM comprend une **Introduction** et trois Parties.

Dans une **Première Partie**, le PROGRAMME rappelle les origines de la situation actuelle en AFRIQUE, et au Kamerun en particulier. Il expose comment évolue en général notre société, en particulier depuis « l'indépendance » de 1960. Il dit clairement quelles sont les diverses forces sociales qui, en profondeur et en surface, font que le pays va vers telle ou telle direction. Il révèle les mécanismes qui font que la situation actuelle existe dans notre pays. Il montre que cette situation risque de durer si les travailleurs se contentent de dire « tout va mal », sans rien faire pour le changement. Il montre en effet comment la bourgeoisie kamerunaise et ses amis étrangers font pour maintenir le Peuple dans la misère. Le PROGRAMME montre enfin, dans cette Première Partie, comment les travailleurs et l'ensemble du Peuple Kamerunais doivent renverser, et renverseront inévitablement la bourgeoisie et son mauvais régime. Une fois ce mauvais régime renversé, il faudra que le Nouveau Régime des travailleurs donne satisfaction aux ouvriers, aux paysans pauvres et à la masse de tout le Peuple.

Dans la **Deuxième Partie**, le PROGRAMME DU MANIDEM rappelle les besoins fondamentaux du Peuple, qui doivent absolument être satisfaits. Il expose dans tout le

détail possible, les décisions qui devront être prises par le Nouveau Régime. Il expose la politique nouvelle qui sera appliquée à tout prix. Car c'est la seule politique qui peut permettre que la situation des ouvriers, des paysans et des autres travailleurs change en bien. C'est la seule politique qui peut permettre que les besoins de l'ensemble de notre Peuple soient satisfaits. Le PROGRAMME du MANIDEM expose clairement comment le Pouvoir d'Etat pourra être organisé pour rester vraiment aux mains des travailleurs. Il dit sans détour les conditions nécessaires pour que les Peuples Africains retrouvent leur véritable Indépendance et leur dignité bafouées.

Dans la **Troisième Partie**, le PROGRAMME DU MANIDEM expose les mesures à prendre immédiatement pour satisfaire les besoins les plus urgents du Peuple. Le gouvernement UNC d'AHIDJO Birawandu et ses complices doit satisfaire ces besoins les plus urgents de notre Peuple. Les moyens financiers existent pour cela, produits par le dur labeur des travailleurs kamerunais. Et notre Peuple a droit à une vie meilleure, tout de suite, dès maintenant.

En effet, les mesures populaires exposées dans la Deuxième Partie ne peuvent être satisfaites par un gouvernement de voleurs et de bandits comme celui de l'UNC. Ni par aucun gouvernement bourgeois. Pourtant, la situation de notre Peuple est si catastrophique, qu'il est impossible de tout renvoyer à plus tard, en attendant le gouvernement populaire.

Et enfin, annexé au PROGRAMME, un petit **Lexique** explique tous les termes, toutes les expressions dont chaque patriote a besoin de connaître la signification pour bien comprendre le PROGRAMME.

Ainsi, le PROGRAMME DU MANIDEM pourra être un instrument complet pour une bonne initiation politique et révolutionnaire des travailleurs et de la jeunesse de notre pays.

PREMIERE PARTIE

POUR BIEN COMPRENDRE LA TRANSITION AU SOCIALISME DANS NOTRE PAYS

1. - La première rencontre de l'Afrique avec le capitalisme fut la Traite des Nègres (29). Cette Traite des Nègres a duré toute la période de naissance du capitalisme en Europe et en Amérique. Pendant cette période, elle a servi de manière fondamentale à l'accumulation primitive du capital (30). Puis elle a continué une bonne partie de la période du capitalisme de libre concurrence (31). Au total, cette Traite a duré du 15e siècle jusqu'à la fin du 19e siècle. L'Afrique fut alors malmenée, pillée, et ses meilleures forces productives humaines (32) presque complètement vidées. Aujourd'hui encore, dans le dernier quart du 20e siècle, la Traite des Nègres, sous certaines formes, continue dans plusieurs pays réactionnaires du Moyen-Orient. Mais les Peuples Africains ont toujours vaillamment résisté aux négriers.

2. - A la fin du 19e siècle et au début du 20e, le capitalisme atteint le stade impérialiste en Europe. L'impérialisme, c'est le stade du capitalisme où les monopoles (33) dominent désormais l'économie. A ce stade, le capital bancaire (34) et le capital industriel (35) ont réalisé leur fusion en capital financier (36). Ce dernier est alors aux mains d'une oligarchie (37) qui s'asservit l'économie et toute la vie sociale. A l'époque impérialiste, une vive concurrence se développe entre les monopoles des divers

pays d'Europe et d'Amérique. Cette concurrence pousse ces pays à exporter massivement des capitaux vers des pays étrangers. Cette exportation vise à réaliser des profits énormes et scandaleux sur le dos des Peuples. Mais les impérialistes cachent cette vérité derrière une hypocrite « politique d'investissements », puis une soi-disant « aide aux pays en voie de développement ». L'impérialisme, c'est l'époque où les monopoles de ces pays pilleurs s'unissent dans des sociétés multinationales géantes (38). Ces sociétés s'entendent largement, tout en se disputant quand aucun risque n'existe pour leurs intérêts communs. Elles se répartissent le Monde entier en diverses « chasses gardées » (39). C'est l'époque où les divers pays impérialistes procèdent aux actes de brigandage que sont les partages et repartages territoriaux du Monde. Ils étendent ainsi leur domination sur des colonies, semi-colonies et « zones d'influence » (40).

Les impérialistes ont ainsi, à la fin du 19e siècle, envahi directement l'Afrique. Ils étaient à la recherche de matières premières et de marchés. Ils se sont partagé par la force le Continent entre divers pays d'Europe Occidentale : ce fut le colonialisme. Les Peuples Africains ont vaillamment résisté au colonialisme. En particulier, le Peuple Kamerunais, dès le début de l'invasion allemande en 1884. L'implantation colonialiste au Kamerun commence notamment par le pillage de vastes terres kamerunaises par les Allemands. Le Peuple Kamerunais s'opposa à ce pillage les armes à la main.

3. - La période de domination et d'oppression colonialistes sur l'Afrique dure en gros jusqu'au début des années 60. Elle est marquée par des souffrances terribles pour les Peuples Africains. L'exploitation et le pillage de l'AFRIQUE, tant matériels qu'humains, sont féroces. Jamais aucun Continent n'a subi une telle exploitation, un tel pillage et une telle oppression dans l'Histoire de l'Humanité.

— **Mai 1955 :** le Peuple Kamerunais, conduit depuis 1948 par son parti, l'Union des Populations du Cameroun (UPC), manifeste sa détermination à obtenir la REUNIFICATION et l'INDEPENDANCE immédiates du pays. En réponse à cette détermination pacifique, les colonialistes français déclenchent des massacres criminels qui font plus de 5 000 morts dans le pays.

— **13 juillet 1955 :** le gouvernement colonialiste français décide l'interdiction de l'UPC et de ses Organisations de masse: l'Union Démocratique des Femmes Camerounaises (UDEFEC) et la Jeunesse Démocratique du Cameroun (JDC). Il a été aidé dans sa manœuvre par les réactionnaires africains du groupe de Houphouët-Boigny qui se trouve alors à la tête du Rassemblement Démocratique Africain (RDA). La voie est désormais ouverte pour « combler le vide politique légal » provoqué par l'interdiction de l'UPC.

— **1956-1957 :** apparition subite, au devant de la scène politique kamerunaise, de personnages jusqu'alors inexistants. Ils ont été fabriqués de toutes pièces par les colonialistes français. Ce sont : André-Marie MBIDA et Ahmadou AHIDJO.

— **20 février 1958 :** les Français imposent AHIDJO comme « Premier Ministre de l'Etat sous tutelle du Cameroun ».

— **13 septembre 1958 :** avec la complicité d'AHIDJO et ses amis, les colonialistes français assassinent **Ruben UM NYOBE**, Fondateur et Secrétaire Général de l'UPC, Pionnier de la lutte du Peuple Kamerunais pour l'Indépendance et la Réunification Nationales, Père de la Nation Kamerunaise. A partir de ce moment, les colonialistes français proclament hypocritement qu'ils se rallient à l'idée d'indépendance du KAMERUN. Mais elle a été complètement vidée de son contenu populaire.

événements marquent le début de l'écroulement total du système-colonial de l'impérialisme.

7.- Mais l'impérialisme prend conscience de l'évolution nécessairement anti-capitaliste à la longue, des luttes de libération nationale des Peuples colonisés. C'est pourquoi il essaie de sauvegarder ce qu'il y a de fondamental dans son système d'exploitation et de domination. Il aide alors sous son contrôle, à la montée de classes bourgeoises africaines. Et en même temps il provoque un morcellement encore plus grand de l'Afrique. Il met ainsi en place une nouvelle forme de son système : le néo-colonialisme.

Dans cette nouvelle forme du colonialisme, les bourgeoisies africaines se voient confier l'appareil d'Etat (43) des pays qui reconquièrent leur indépendance juridique. La mission fondamentale de ces bourgeoisies néo-coloniales africaines est simple. C'est de garder l'AFRIQUE « solidement attachée au monde occidental », c'est-à-dire à l'exploitation impérialiste. Pour cela et dans ce cadre, elles développent un « capitalisme de sous-développement », en écrasant d'exploitation et d'oppression les travailleurs africains.

La bourgeoisie néo-coloniale africaine est donc, avant tout, la classe qui sert d'agent historique (44) à la nouvelle forme de la domination impérialiste en Afrique. C'est pourquoi **ce qui distingue fondamentalement le colonialisme ancien du néo-colonialisme, est la chose suivante : Sous le néo-colonialisme, la lutte des classes passe au premier plan par rapport à l'aspect de libération nationale dans le combat des Peuples Africains. La lutte pour l'émancipation sociale des travailleurs devient le MOTEUR de la Révolution Africaine.**

8.- Au KAMERUN, ce système néo-colonial trouve sa genèse dans les principaux événements politiques suivants :

— **Mai 1955 :** le Peuple Kamerunais, conduit depuis 1948 par son parti, l'Union des Populations du Cameroun (UPC), manifeste sa détermination à obtenir la REUNIFICATION et l'INDEPENDANCE immédiates du pays. En réponse à cette détermination pacifique, les colonialistes français déclenchent des massacres criminels qui font plus de 5 000 morts dans le pays.

— **13 juillet 1955 :** le gouvernement colonialiste français décide l'interdiction de l'UPC et de ses Organisations de masse: l'Union Démocratique des Femmes Camerounaises (UDEFEC) et la Jeunesse Démocratique du Cameroun (JDC). Il a été aidé dans sa manœuvre par les réactionnaires africains du groupe de Houphouët-Boigny qui se trouve alors à la tête du Rassemblement Démocratique Africain (RDA). La voie est désormais ouverte pour « combler le vide politique légal » provoqué par l'interdiction de l'UPC.

— **1956-1957 :** apparition subite, au devant de la scène politique kamerunaise, de personnages jusqu'alors inexistants. Ils ont été fabriqués de toutes pièces par les colonialistes français. Ce sont : André-Marie MBIDA et Ahmadou AHIDJO.

— **20 février 1958 :** les Français imposent AHIDJO comme « Premier Ministre de l'Etat sous tutelle du Cameroun ».

— **13 septembre 1958 :** avec la complicité d'AHIDJO et ses amis, les colonialistes français assassinent **Ruben UM NYOBE**, Fondateur et Secrétaire Général de l'UPC, Pionnier de la lutte du Peuple Kamerunais pour l'Indépendance et la Réunification Nationales, Père de la Nation Kamerunaise. A partir de ce moment, les colonialistes français proclament hypocritement qu'ils se rallient à l'idée d'indépendance du KAMERUN. Mais elle a été complètement vidée de son contenu populaire.

— **1er janvier 1960 :** une indépendance factice est proclamée. Pendant ce temps, les troupes coloniales françaises, avec l'aval d'AHIDJO, mènent au Kamerun une guerre d'extermination des patriotes avec des aspects racistes notoires. Avant cette proclamation, la bourgeoisie française a signé avec AHIDJO et la réaction kamerunaise, dès 1959, toute une série de Traités Inégaux (45). Ces Traités, appelés « Accords de coopération et d'assistance technique », réduisent par avance à rien du tout l'indépendance du pays.

9.- Malgré l'indépendance proclamée en 1960, le KAMERUN reste un pays dominé par l'impérialisme, principalement l'impérialisme français et britannique.

Le capitalisme, introduit par les colonialistes, se développe à un rythme régulier. Il est d'ores et déjà le mode de production (46) dominant. La production devient de plus en plus une production de marchandises, une production pour vendre. Cette production met de plus en plus en opposition deux classes sociales : la classe des capitalistes et la classe des ouvriers (prolétaires et semi-prolétaires) (47). La classe des capitalistes est celle des bourgeois, kamerunais et étrangers alliés des premiers. La classe des ouvriers comprend les ouvriers des usines et des fabriques, des mines et des chantiers. Elle comprend aussi les ouvriers des transports (cheminots, dockers, ...), les ouvriers agricoles, ceux des exploitations forestières et autres...

L'opposition des capitalistes et des ouvriers se fonde sur un fait essentiel qui est le suivant. Les capitalistes possèdent la plus grosse part des moyens de production (48) et d'échange (49) : toutes les usines et fabriques, une partie de la terre, les banques, etc... Les ouvriers se servent de ces moyens pour produire les richesses avec lesquelles vivent les bourgeois. Mais les ouvriers ne possèdent essentiellement que leur force de travail (50) qu'ils vendent aux capitalistes contre de maigres salaires.

Ces salaires leur permettent à peine de survivre dans une misère de plus en plus effroyable. Pendant ce temps, les bourgeois mènent avec insolence une vie de plus en plus luxueuse.

10. - Mais le mode capitaliste de production n'est encore qu'au début de son développement au KAMERUN. Pour cette raison, il subsiste encore une grande masse de la population qui est paysanne. Cette masse constitue pour les capitalistes un grand réservoir de main-d'œuvre bon marché. La paysannerie kamerunaise représente encore près de 80 % de la population du pays. Cette masse de gens se trouve dans une situation catastrophique. Car la moyenne de leurs terres ne dépasse pas 3 hectares. Au nom de la prétendue « Révolution Verte », cette situation a été aggravée ces dernières années par l'expropriation de terres de paysans. Ceux-ci deviennent ainsi de simples ouvriers agricoles, avec des salaires de misère quand ils trouvent du travail. Et, même quand ils ont un lopin de terre d'assez grande dimension, beaucoup de paysans ne possèdent pas les moyens financiers nécessaires pour le mettre en valeur. Ceci réduit considérablement leurs possibilités d'en tirer les ressources nécessaires pour vivre correctement. Ce sont pour la plupart des paysans pauvres. Seule une infime minorité de la paysannerie sont de vrais paysans riches ou des propriétaires fonciers (51) qui « vivent bien ». Ce sont les féodaux du Nord et de l'Ouest, les chefs traditionnels, les gros notables et les nouveaux bourgeois dans le Sud. Et seule une faible proportion peut être classée dans une couche de paysans moyens qui réussissent tout juste à « joindre les deux bouts ».

De vastes terres sont encore aux mains des colons, des Eglises, des féodaux ou de notables. Et de grandes entreprises agro-industrielles (52) d'Etat sont aux mains des nouveaux bourgeois kamerunais. Dans ces terres et ces entreprises, les ouvriers agricoles vendent leur force de

travail pour une « vie de chien ». Tout comme ceux des usines, ils ne possèdent aucun lopin de terre ou presque. Et pourtant, ces ouvriers agricoles créent des richesses avec lesquelles vivent les bourgeois, véritables NOUVEAUX COLONS A LA PEAU NOIRE.

11.- A cause du développement du capitalisme, les systèmes économiques qui existaient avant, tendent de plus en plus à disparaître. La vitesse de ce changement est cependant inégale suivant les régions. Mais le développement du capitalisme est fortement déterminé par la domination impérialiste, et il se fait à un rythme relativement lent. Pour ces raisons, cette disparition présente les caractères suivants. Une grande masse de paysans, d'artisans et de jeunes, sont progressivement ruinés et par conséquent prolétarisés (53). Ils ne disposent plus ou pas de terre. Ils doivent donc quitter la campagne pour aller chercher du travail en ville, dans les usines, sur les chantiers, dans les entreprises agro-industrielles d'Etat qui sont aux mains des bourgeois. Certains vont dans les plantations des paysans riches ou des propriétaires fonciers. Ou alors, ils doivent devenir des salariés des bureaux, du commerce, etc... Or, la domination impérialiste sur le pays impose des déformations au développement du capitalisme au KAMERUN. Tout cela conduit à une politique qui n'est pas populaire. Cette politique est caractérisée notamment par la création limitée d'un nombre insignifiant et relativement décroissant d'emplois dans l'ensemble des secteurs d'activité. La conséquence est que des centaines de milliers de paysans et jeunes ruraux se retrouvent sans emploi. Chaque année, ils augmentent l'armée des chômeurs et des misérables des villes, grandes et petites : c'est l'exode rural. Son importance est variable selon les régions, à cause du développement capitaliste inégal de celles-ci. Cet exode crée ainsi une véritable « Armée industrielle de réserve » (54). Les capitalistes se servent de cette « armée » pour exer-

cer un chantage au chômage sur les ouvriers des usines, chantiers, mines, transports, plantations, etc... et sur les salariés en général. Ce chantage a pour but de freiner l'élan de tous les travailleurs vers la lutte pour de meilleures conditions de vie.

12. - En raison du caractère récent du développement du capitalisme au KAMERUN, le problème paysan y occupe encore une place centrale. Si on le pose dans le cadre de la Révolution Kamerunaise, le problème paysan doit être abordé et résolu essentiellement à partir des faits suivants :

1°/ Quoique récente, la tendance dominante en cours, c'est le développement des rapports capitalistes (55) à la campagne.

2°/ D'ores et déjà, dans la plus grande partie du pays, et bien que cela soit assez récent, la terre est propriété privée individuelle.

3°/ Le système précis de propriété de la terre reste relativement variable selon les régions. Il y a une propriété terrienne de type féodal des lamibé du Nord (56), des sultans du Nord-Ouest et des chefs traditionnels appelés « Fons » de la région Bamiléké. Puis une propriété capitaliste de vastes terres riches par des chefs traditionnels et de gros bourgeois au Sud. Il y a une propriété également capitaliste de vastes terres riches par des colons et des Eglises dans diverses régions.

Le gouvernement bourgeois a « nationalisé » des terres, souvent par simple expropriation inavouée des paysans dans certaines régions. Et enfin, il y a les petites exploitations familiales des paysans pauvres et moyens.

4°/ A cause du développement du capitalisme, la terre est aussi devenue une marchandise. La conséquence en est qu'une fraction de plus en plus importante de la popu-

lation est sans terre. Et de plus, la spéculation foncière (57) autour des villes même petites, mais aussi à la campagne, fait de plus en plus partie de la vie sociale. Le développement de cette situation est inégal selon les régions. Mieux même, dans certaines régions, il ne se pose encore aucun problème de possession de la terre. Mais la tendance dominante et qui se développe est bien celle décrite ici.

5°/ La politique agraire du régime de l'UNC vise clairement à tromper cyniquement les petits paysans. Elle consiste à créer une bourgeoisie terrienne possédant en privé de vastes terres, à côté de propriétés nationalisées également aux mains de la bourgeoisie d'Etat.

13. - Le capitalisme naît et se développe au KAMERUN en pleine époque impérialiste. C'est un capitalisme néo-colonial. Mais cette naissance et ce développement ont aussi lieu en pleine époque de la Révolution de Libération Nationale et Sociale à l'échelle Africaine. Pour toutes ces raisons, la bourgeoisie néo-coloniale africaine est, dès sa naissance, disqualifiée en tant que force de libération contre le néo-colonialisme. CONTRAIREMENT à la bourgeoisie d'Europe au 19e siècle, la bourgeoisie néo-coloniale africaine EST INCAPABLE de mener une politique réellement nationale. La seule politique dont elle soit capable consiste à s'allier en bloc en se soumettant à l'impérialisme étranger. Et elle opprime la classe ouvrière, la paysannerie pauvre et les autres classes laborieuses d'Afrique.

C'est pourquoi **une solide alliance politique est nécessaire et possible entre la classe ouvrière et les paysans pauvres, dans leur lutte pour leur complète émancipation sociale.** Et c'est aussi pourquoi, **seule cette lutte des ouvriers et des paysans pauvres, apportera une solution véritable au problème de la libération nationale réelle en Afrique et, en particulier, au KAMERUN.**

14.- La Traite, et plus généralement l'esclavage des Nègres, ont touché toute l'Afrique au Sud du Sahara sans distinction de région. Le colonialisme s'est abattu sur l'Afrique entière sans discrimination. Les frontières actuelles des pays africains ne sont nullement le fait des Peuples Africains, mais de l'impérialisme. Ces frontières n'ont tenu aucun compte des aspirations des Peuples Africains.

A l'exception des pays socialistes, l'impérialisme a intégré de plus en plus le monde entier dans un seul et unique marché capitaliste mondial (58). Il a donc fait de l'Afrique une partie intégrante de ce marché. A mesure qu'il se développe, le capitalisme néo-colonial développe aussi l'intégration et l'interpénétration (59) des Economies de tous les pays africains d'une part, et avec tous les pays impérialistes d'autre part. Ce faisant, il crée, développe et renforce les conditions objectives (60) d'une Panafricanisation (61) de la classe ouvrière des divers pays du Continent. Il développe la similitude des conditions de production et d'existence du prolétariat, de la paysannerie pauvre et de l'ensemble des populations de toute l'AFRIQUE. Il renforce ainsi les conditions de base pour une prise de conscience panafricaine des Peuples de tout le Continent. Cela permet la mise sur pied, à l'échelle de toute l'Afrique et dans l'action, d'une stratégie de lutte de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre : **le Panafricanisme Révolutionnaire** (62).

La classe ouvrière et la paysannerie pauvre du Kamerun mènent leur lutte contre la bourgeoisie kamerunaise et contre l'impérialisme. Dans cette lutte, elles se considèrent comme une partie intégrante et un détachement de l'ensemble des ouvriers et paysans pauvres de toute l'AFRIQUE, de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre du monde entier.

Elles rejettent aussi clairement toutes les déformations réactionnaires de la solidarité panafricaine et internatio-

nale des ouvriers et de tous les travailleurs, que ces déformations se fondent sur la race ou sur la religion.

Elles considèrent enfin que la solution du problème de l'exploitation, de l'oppression et de l'humiliation des Nègres, vieilles de près de 500 ans, est une urgente nécessité. Cette solution peut et doit être trouvée, nécessairement dans le cadre de la Révolution Socialiste Internationale. Elle doit être trouvée sur les bases suivantes, énoncées dès 1922 dans les « Thèses sur la Question Nègre » du 4e Congrès de l'Internationale Communiste (63), à savoir que :

> 1°/ « L'ennemi de la race nègre est aussi celui des travailleurs blancs. Cet ennemi, c'est le capitalisme, c'est l'impérialisme ».
>
> 2°/ « Le devoir du Mouvement Communiste et Ouvrier International est d'encourager et d'aider l'organisation internationale du Peuple Nègre dans sa lutte contre l'ennemi commun ».
>
> 3°/ Le problème nègre est devenu une question vitale de la Révolution Mondiale ».

15.- La lutte actuelle des ouvriers et paysans pauvres kamerunais a un objectif triple. Elle vise à briser et détruire radicalement toute domination étrangère sur notre pays et sur l'AFRIQUE. Elle veut atteindre la défaite politique complète de la bourgeoisie néo-coloniale kamerunaise et africaine et leurs alliés. Elle veut atteindre la suppression définitive de la division de la société kamerunaise, en classes exploiteuses et classes exploitées, en classes dominantes et classes dominées, en minorités de riches et majorités de pauvres. **Cet objectif, c'est le socialisme.**

Cette lutte, qui vise donc à libérer les travailleurs kamerunais et africains de l'exploitation et de l'oppression,

doit être menée par ces travailleurs eux-mêmes. **La libération des ouvriers et paysans pauvres kamerunais et africains doit être et sera l'œuvre des ouvriers et paysans pauvres kamerunais et africains eux-mêmes.**

16. - La victoire de la lutte des ouvriers et paysans pauvres kamerunais contre la bourgeoisie et pour le socialisme EST POSSIBLE. Et elle n'est possible qu'à travers l'union la plus large de la grande masse des ouvriers et de la grande masse des paysans pauvres. Elle exige l'union de centaines de milliers de travailleurs des villes et des campagnes aux côtés des ouvriers et des paysans pauvres.

Cette lutte ne peut atteindre la victoire sans une solide ORGANISATION DES TRAVAILLEURS, **un solide Parti des ouvriers et paysans pauvres.** Un tel parti ne doit pas admettre n'importe qui dans ses rangs. Ses membres doivent être des éléments qui acceptent au moins trois conditions. La première est qu'ils soient fermement acquis aux intérêts et aspirations de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre révolutionnaire. La deuxième est qu'ils s'arment de la théorie révolutionnaire du prolétariat : le SOCIALISME SCIENTIFIQUE ou MARXISME-LENINISME (64). La troisième est qu'ils luttent à partir des positions de combat des ouvriers et paysans pauvres révolutionnaires.

Cette victoire suppose nécessairement que, une fois le pouvoir politique conquis, **les ouvriers et paysans pauvres exproprient intégralement les bourgeois.** Par cette expropriation, ils doivent transformer les moyens de production et d'échange, jusque là propriété privée bourgeoise (65), en propriété collective du Peuple tout entier (66). Car c'est là une condition absolument indispensable à toute transition véritable au socialisme.

En plus, cette victoire doit nécessairement conduire à

une transformation radicale des rapports sociaux (67) **et notamment du pouvoir d'Etat.** Dans un premier temps, cette transformation du pouvoir d'Etat doit signifier sa transformation en un Etat aux mains des travailleurs (68). **Un tel Etat ne saurait être autre chose qu'un Etat de dictature démocratique révolutionnaire.** Cette dictature est exercée conjointement par la classe ouvrière et la paysannerie pauvre sur les classes réactionnaires et exploiteuses renversées. Démocratique pour les masses populaires, cet Etat des travailleurs sera dictatorial pour la petite poignée de bourgeois actuellement dominants. Car ces quelques centaines de bourgeois se battent et se battront PAR TOUS LES MOYENS pour conserver leurs privilèges. Ils se battent et se battront pour maintenir le système d'oppression et d'exploitation actuel, ou pour le remettre sur pied après son renversement. Dans un deuxième temps, du fait du développement du prolétariat sur tous les plans, s'instaurera la **dictature du prolétariat** (69). Et, dans une perspective historique, il s'agira de la suppression de tout pouvoir d'Etat.

17.- C'est pour atteindre cette victoire de la lutte des ouvriers et paysans pauvres kamerunais, que l'UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN (UPC) mène son combat. L'UPC se bat pour que les ouvriers et paysans pauvres se regroupent dans leur parti à eux. Car les travailleurs doivent s'organiser en dehors du parti de la bourgeoisie néo-coloniale, en dehors de l'UNC, et contre ce parti bourgeois et tout autre parti de la même classe bourgeoise qui pourrait remplacer l'U.N.C.

Le parti des ouvriers et des paysans pauvres kamerunais, c'est l'UPC. L'UPC est le parti fondé le 10 avril 1948 par l'immortel Mpodol Ruben UM NYOBE, et conduit après l'assassinat du Mpodol, par les Présidents Félix-Roland MOUMIE puis Ernest OUANDIE, avec leur compagnon Abel KINGUE.

Et c'est dans le même but que le Courant du MAnifeste National pour l'Instauration de la DEMocratie (MANIDEM), sous sa forme de Mouvement Révolutionnaire de masse lié à l'UPC, vise à rassembler des centaines de milliers de militants du socialisme : les ACTIVISTES du MANIDEM. Il faut rassembler tous ces militants, autour de l'UPC, en une puissante organisation révolutionnaire, pour assurer les conditions de la victoire.

18. - Le régime néo-colonial bourgeois de l'Union Nationale Camerounaise (UNC) est **anti-populaire, fasciste** (70) **et autocratique** (71). Il représente actuellement le principal obstacle sur le chemin des ouvriers et paysans pauvres kamerunais. Il est leur premier ennemi dans leur combat pour la réalisation de leurs objectifs de classe, la satisfaction de leurs besoins fondamentaux.

Ce régime représente le principal obstacle qui empêche la réalisation des légitimes aspirations démocratiques de diverses autres couches de la population kamerunaise : paysans moyens, employés, petits fonctionnaires, petits commerçants, femmes, étudiants et jeunes, etc...

Il faut donc, avant toute chose, RENVERSER ce régime anti-populaire.

C'est pourquoi l'ensemble du Courant du MANIDEM, sous sa forme de Mouvement Révolutionnaire lié à l'UPC, et sous sa forme de Mouvement Autonome des masses, a avancé à tout le Peuple Kamerunais un PROGRAMME MINIMUM EN SIX POINTS. Ce programme Minimum en Six Points réunit les revendications essentielles autour desquelles notre Peuple peut et doit se mobiliser pour mettre fin au mauvais régime néo-colonial, autocratique, fasciste et anti-populaire de l'UNC, et instaurer un Nouveau Régime, Démocratique et Populaire. Voici ce Programme :

PREMIER POINT

Proclamation de la déchéance de la dictature néo-coloniale et suspension de la Constitution autocratique et annexionniste de mai 1972.

DEUXIEME POINT

Formation d'un Gouvernement Provisoire d'Union Nationale, pour la démocratie, le progrès et la paix, par une table ronde de toutes les forces initiatrices, « signataires » ou sympathisantes du Courant du MANIDEM.

TROISIEME POINT

Amnistie Générale et Inconditionnelle, avec toutes les mesures qui en découlent :

— Libération des détenus et prisonniers politiques ;

— Cessation des poursuites judiciaires relevant de la répression ;

— Libre retour dans leur foyer des exilés et des combattants du maquis avec assistance de l'Etat, ... ;

— Adoption immédiate de dispositions d'emploi assurant la réintégration de toutes ces catégories de citoyens à la vie sociale et économique de la Nation ;
Etc...

QUATRIEME POINT

Rétablissement des libertés politiques et syndicales, avec retour de l'UPC et de ses organisations de masse à la vie légale, ce qui implique l'abroga-

tion de toute la législation contraire à ces dispositions, la suppression des juridictions spéciales, ainsi que la liquidation de la tutelle de l'UNC sur le Mouvement Syndical.

CINQUIEME POINT

L'organisation d'élections libres dans un délai de dix-huit mois à deux ans à partir de l'entrée en fonction du Gouvernement Provisoire issu du Courant Politique du Manifeste National pour l'Instauration de la Démocratie (MANIDEM), élections destinées à désigner une Assemblée Constituante chargée de définir les Institutions Fondamentales du nouveau régime démocratique et leur fonctionnement, en apportant des solutions adéquates aux questions suivantes :

a) — Meilleure concrétisation de la Réunification sur la base des vœux des élus du Kamerun Occidental ;

b) — Harmonisation de l'épanouissement culturel et politique des régions, de la décentralisation administrative et politique d'une part, avec le développement dynamique de l'Etat unitaire Kamerunais d'autre part ;

c) — Institutionalisation des garanties de participation des ouvriers et des paysans à la gestion et au contrôle de l'Economie et de l'appareil étatique ;

d) — Garanties constitutionnelles explicites assurant la liquidation immédiate et le bannissement de toute forme d'esclavage et de traite esclavagiste, l'égalité effective de tous les citoyens de toutes les ethnies, races, et des deux sexes.

SIXIEME POINT

La mise en œuvre d'une politique extérieure d'indépendance nationale effective, avec, au plan africain, un processus d'UNIFICATION de l'Afrique Centrale dans le cadre d'une politique africaine dynamique et conséquente.

19.- Mais, en raison du caractère de classe (72) de la société actuelle, même l'instauration d'un régime démocratique ne ferait pas sortir le pays du capitalisme. Et par conséquent, les travailleurs ne sortiraient pas non plus de l'exploitation capitaliste. La seule réalisation du Programme Minimum ne suffirait pas pour briser le cadre de la domination économique et politique de la société par la bourgeoisie. Ce programme, une fois réalisé, permet simplement d'élargir le cadre politique dans lequel la classe ouvrière, la paysannerie pauvre et les larges masses populaires peuvent défendre plus efficacement leurs intérêts et aspirations. Ce Programme Minimum permet simplement aux ouvriers et paysans de mener leurs luttes dans de meilleures conditions, plus librement, plus largement. Il permet seulement à la lutte politique d'être plus franche et plus claire pour les millions de Kamerunais. Il permet seulement que la lutte que les diverses classes de la société kamerunaise mènent plus ou moins consciemment entre elles, se déroule enfin clairement autour des véritables questions fondamentales. Ces questions, ce sont celles qui touchent à tous les aspects de la vie de millions d'hommes et de femmes, de garçons et de filles du KAMERUN.

LA TRANSITION AU SOCIALISME exigera donc du Pouvoir Ouvrier et Paysan instauré par le MANIDEM conduit par l'UPC, l'exécution d'autres mesures. Ces mesures, qui vont bien au delà du PROGRAMME MINIMUM précédent, sont inscrites dans la DEUXIEME PARTIE suivante du présent PROGRAMME DE TRANSITION AU SOCIALISME.

DEUXIEME PARTIE

CE QUE VEUT LE PEUPLE KAMERUNAIS

1.- Les impérialistes et la bourgeoisie néo-coloniale kamerunaise présentent la politique comme une affaire des « grands types » et des « gens très forts ». En réalité, c'est parce que cette présentation leur est très utile, et obscurantiste (73). Elle est obscurantiste parce qu'elle leur permet de maintenir les travailleurs dans l'ignorance pour que ces derniers supportent passivement l'exploitation. Ainsi il peuvent continuer d'enrichir les riches par tous les moyens, alors que les pauvres s'enfoncent toujours dans la misère.

Au contraire, pour le MANIDEM conduit par l'UPC, la politique, l'action politique, la Révolution, ont un but unique : **satisfaire les aspirations et les besoins du Peuple.** Là est la différence fondamentale entre la politique réactionnaire des bourgeois de l'UNC d'une part, et la politique révolutionnaire du MANIDEM conduit par l'UPC d'autre part. Là est la raison profonde qui fait que le PROGRAMME DU MANIDEM n'a rien à voir avec celui de l'UNC. D'ailleurs l'UNC n'a pas de Programme publié. Elle se contente des discours creux d'AHIDJO BIRAWANDU. Comme ça, elle peut tromper les travailleurs et mentir au Peuple sans arrêt.

2.- Tant que la bourgeoisie néo-coloniale impose sa dictature au Peuple Kamerunais, les besoins des travailleurs

ne seront pas satisfaits. Sinon, en vingt ans, on n'en serait pas où l'on est actuellement. Pourtant, les besoins du Peuple sont aujourd'hui plus urgents et plus graves que jamais. Les plus fondamentaux et immédiats des besoins du Peuple Kamerunais sont :

— trouver du travail ;

— manger à sa faim, boire quand on a soif ;

— avoir un logement convenable et s'habiller correctement ;

— se soigner quand on est malade ;

— pouvoir trouver une école pour ses enfants, afin qu'ils puissent faire correctement leurs études, apprendre un métier et, à la fin, trouver du travail ;

— vivre libre, c'est-à-dire avoir le droit d'exprimer ce qu'on pense, sans être arbitrairement arrêté, jeté en prison sans aucun jugement, puis torturé sans arrêt ;

— ne pas être écrasé d'impôts ;

— avoir des loisirs et se reposer quand on est fatigué.

3. - La satisfaction de tous ces besoins ne dépend pas de la bonté de telle ou telle personne, de tel ou tel Président ou de tel ou tel groupe de personnes. Elle dépend avant tout de la façon dont la société est organisée : **c'est une question d'organisation sociale.** Comment notre société est-elle organisée ? Entre les mains de quelle classe se trouve le pouvoir dans la société ? Ceux qui ont le pouvoir, que font-ils de ce pouvoir ? A quoi l'utilisent-ils ? Telles sont les questions importantes qu'il faut se poser. On ne peut pas comprendre pourquoi les besoins du Peuple ne sont pas satisfaits, si on n'a pas compris ces questions. On ne peut pas comprendre pourquoi un petit groupe vit dans un luxe insolent, alors que les masses sont dans la misère, tant que ces questions n'ont pas reçu de réponse juste.

4. - Pour que les besoins du Peuple soient satisfaits, il faut, pour commencer, que la société soit organisée de manière à assurer au moins les conditions suivantes :

— chacun a du travail et travaille effectivement ;

— chacun vit uniquement de son travail, et nul ne vit du travail d'autrui ;

— chacun perçoit un revenu convenable, est logé convenablement, mange convenablement et s'habille comme il faut ;

— chacun a le droit de se faire soigner s'il est malade, et reçoit effectivement les soins qu'il faut ;

— chacun peut s'instruire, à commencer par les jeunes, garçons et filles sans discrimination ;

— chacun peut librement exprimer ses opinions politiques, sans risquer ni avoir peur d'être arbitrairement arrêté, jeté en prison sans jugement et torturé.

Aucune de ces conditions n'est actuellement remplie sous le régime de l'UNC. Pourtant, elles sont la plus petite chose que doit faire tout régime soucieux des intérêts de son Peuple.

5. - La satisfaction des besoins fondamentaux du Peuple est une condition indispensable pour qu'on puisse parler d'un POUVOIR POPULAIRE. A plus forte raison, aussi longtemps que ces besoins ne sont pas satisfaits, parler de socialisme ou même simplement de démocratie réelle, devient une honteuse démagogie.

Pour pouvoir produire tout ce qui est nécessaire à la satisfaction des besoins du Peuple, certaines conditions doivent également être remplies.

1°/ La première de ces conditions est la libération et le développement des forces qui produisent ce qu'il faut au

Peuple. Il existe deux catégories de ces forces. Il y a les **forces productives humaines :** ce sont les Kamerunaises et les Kamerunais qui peuvent travailler. Et il y a les **forces productives matérielles :** elles comprennent des objets produits par le travail de l'homme, tels les machines dans les usines, les barrages hydro-électriques, etc... ; et des objets naturels comme la terre, les rivières, les fleuves, etc...

Une grande capacité de travail (une force productive) dort dans les cerveaux et les bras des Kamerunais que la politique de l'UNC réduit au chômage. Même ceux qui travaillent actuellement ne produisent pas autant qu'ils le pourraient. Car ils sont très souvent mal employés. Ainsi, des ingénieurs, des techniciens, des médecins sont placés dans des bureaux, ou passent leur temps à faire des discours. Beaucoup d'enseignants sont dans les ministères ou les ambassades, où ils ne font pas grand chose, etc... Les recensements ont prouvé que les femmes sont majoritaires dans notre pays. Elles représentent donc une grande force productive dans notre société. Sans la libération réelle des femmes, jamais nous ne réussirons à transformer sérieusement notre pays. Tant que les femmes restent écrasées par toutes sortes de coutumes et pratiques dépassées, la société dans son ensemble restera aussi bloquée. La question n'est pas seulement celle des injustices sociales que subissent les femmes et qui doivent être radicalement éliminées. Il y a plus. Car le blocage des femmes empêche la société tout entière de tirer profit de tout ce que des femmes réellement libres pourraient lui apporter. Ce sont là des raisons pour lesquelles le MANIDEM et sa locomotive l'UPC, doivent mener une politique libérant réellement les femmes kamerunaises.

Quant à la jeunesse, la formation à l'école devrait la transformer en producteurs de demain, pour satisfaire les besoins de tout le Peuple. Malheureusement, elle est négli-

kamerunaise est totalement liée aux néo-colonialistes, il sera donc indispensable de mettre ces gens hors d'état de nuire. Il faudra empêcher politiquement la bourgeoisie kamerunaise d'utiliser sa force économique (née du pillage des ouvriers et paysans) pour continuer d'exploiter les travailleurs.

7.- Mais la bourgeoisie impose sa domination et son exploitation en se servant de l'appareil d'Etat : armée, gendarmerie, polices, fonctionnaires, etc... Le régime révolutionnaire des travailleurs, pendant la période de transition, doit donc d'abord détruire cet appareil d'Etat bourgeois. Cet appareil n'est pas neutre : il a été construit uniquement et exprès, pour servir la bourgeoisie. Le MANIDEM conduit par l'UPC devra remplacer cet appareil d'Etat bourgeois par un appareil d'Etat populaire. Celui-ci devra être aux mains et au service des ouvriers, des paysans pauvres et autres travailleurs. **Un tel résultat ne peut pas du tout être obtenu sans des décisions extrêmement énergiques et hardies. Car la bourgeoisie combattra inévitablement la Révolution, puisque celle-ci lui arrachera tous les privilèges énormes qu'elle a actuellement. Les réactionnaires bourgeois feront même appel à des mercenaires pour tenter de reprendre le pouvoir, et replonger les travailleurs kamerunais dans l'exploitation et la misère comme sous l'UNC. Dans ces conditions, les travailleurs n'auront pas d'autre choix que d'imposer par la force les nouvelles décisions à la bourgeoisie. A ce moment-là, les impérialistes et leurs valets, qui se taisent maintenant que notre Peuple subit l'UNC, commenceront à crier à la dictature et à la violation des droits de l'homme. Les travailleurs kamerunais ne pourront alors que rire de l'hypocrisie des impérialistes et continuer tranquillement leur Révolution.**

8.- Un moyen essentiel utilisé par la bourgeoisie pour maintenir les travailleurs dans l'exploitation et la misère,

est l'oppression culturelle. Aujourd'hui, un des instruments de cette oppression culturelle est l'utilisation des langues étrangères : le FRANÇAIS et l'ANGLAIS. Ces langues sont en effet les langues officielles et elles sont les langues de la politique. Nos langues nationales sont méprisées par les bourgeois ventrus qui, en même temps, en ont honte. Aujourd'hui, sauf quelques députés analphabètes de l'UNC, seuls des gens qui parlent français ou anglais peuvent faire partie des organes du pouvoir politique. **Cela exclut carrément les masses populaires de la politique. On ne les appelle que pour les faire voter à 100 % sur des choses déjà décidées.** Une telle situation est SCANDALEUSE. Car, il est impossible de faire participer la masse des gens à la direction des affaires du pays, à la politique, si la politique est faite dans une langue que les gens ne comprennent pas, ne parlent pas, ne maîtrisent pas.

Le problème de la langue est donc fondamental. **Aucune libération réelle n'est possible pour les Peuples Africains sans libération culturelle. Et aucune libération culturelle ne sera réelle sans l'utilisation systématique de nos langues, sans le retour radical à nos langues à nous.** Aucun mensonge néo-colonial ne doit tromper le Peuple Kamerunais à ce sujet. Les bourgeois et quelques petits-bourgeois africains, surtout intellectuels, prétendent le contraire. Certains disent que, désormais, « le français (et l'anglais) sont le bien commun de la France (et de l'Angleterre) et des Peuples Africains ». D'autres, parfois même patriotes, racontent que « le français et l'anglais sont des langues en soi », que « ce n'est pas la langue en tant que telle qui est impérialiste ». Mais alors, pourquoi le bambara, le foufouldé, le bassa, le haussa, le fê-fê, le yambassa, le duala, le bulu, le lingala, le kiswahili (74), etc. etc..., ne seraient-ils pas aussi « le bien commun des Peuples Africains, de la France et de l'Angleterre » ? La vérité est que ces bourgeois et petits-bourgeois savent bien que **le français et l'anglais sont pour**

eux des armes politiques contre les masses populaires africaines. Car les masses populaires ne maîtrisent pas ces langues-là. Ainsi, même sur ce problème de la langue, apparaissent les intérêts de classe et la lutte des classes. Chaque classe exprime des positions conformes à ses intérêts de classe.

9. - Lorsque les négriers et les impérialistes ont envahi l'AFRIQUE, les pays actuels n'existaient pas dans leurs frontières actuelles. Ces frontières ont été tracées par les impérialistes pour leurs propres intérêts. Ces frontières n'ont donc rien à voir avec les intérêts véritables des Peuples Africains.

De plus, 20 ans d'indépendance néo-coloniale ont largement prouvé que la division politique des Peuples Africains ne profite qu'à l'impérialisme et à la bourgeoisie. C'est pourquoi « L'AFRIQUE DOIT S'UNIR ». Elle doit s'unir politiquement, car c'est la seule façon pour les Peuples Africains de mettre ensemble, réellement, leurs forces, pour sortir de la domination et de la misère.

Le problème de l'Unité Africaine doit donc être posé maintenant de façon claire et nette. Il ne doit plus se poser en termes de simple « solidarité » plus ou moins sentimentale : « chacun pour soi, mais on se sent solidaires ».

L'ORGANISATION de l'UNITE AFRICAINE (O.U.A.) avait promis de faire l'Unité de l'AFRIQUE sans unification politique. Quinze années après la fondation de l'OUA, jamais il n'y a eu autant de conflits et de guerres entre pays africains.

LA SEULE UNITE REELLE, c'est l'Unité Politique, en un grand Etat Africain unique. Seul un tel Etat peut permettre aux Peuples Africains d'être vraiment indépendants et de retrouver leur dignité.

10. - LE PROGRAMME GENERAL du MANIDEM POUR LA TRANSITION AU SOCIALISME a donc pour but, avant tout, de satisfaire les besoins du Peuple Kamerunais.

C'est pourquoi il comporte les mesures suivantes, sans lesquelles ce but ne peut être atteint.

I. - CHASSER DEFINITIVEMENT LES IMPERIALISTES ET BATTRE LA BOURGEOISIE NEO-COLONIALE KAMERUNAISE

A - BRISER LA DOMINATION ETRANGERE SUR L'ETAT

1. - Tous les Traités Inégaux signés par le régime d'AHIDJO avec ses maîtres franco-anglais et autres, seront dénoncés. Car ces traités réduisent à presque rien l'Indépendance de notre pays.

Le Nouveau Régime pourra engager des négociations pour conclure de nouveaux traités avec des pays étrangers amis qui ne visent pas à dominer notre patrie. Le Kamerun Populaire pourra de même négocier et signer de nouveaux Accords avec des pays capitalistes, sur la base de l'indépendance, de la souveraineté, de l'égalité et de l'intérêt de chaque partie.

2. - Il n'y aura plus aucun « conseiller technique », ni aucun « coopérant » aux postes de commandement ou de décision : dans l'administration, dans l'armée, la gendarmerie, les ministères, ni nulle part ailleurs.

B - BRISER LA MACHINE D'ETAT BOURGEOISE ACTUELLE

3. - Le parti fasciste bourgeois UNC ou toute autre organisation de même nature, sera dissout. De même, les appendices de l'UNC (OFUNC, JUNC, UNTC) seront dissouts. Tous leurs biens seront confisqués par l'Etat pour servir à des œuvres populaires.

4. - L'armée, la gendarmerie et les polices actuelles seront profondément épurées. On chassera de là tous les éléments anti-patriotes, les mouchards et tous les criminels. De tels éléments seront affectés à la rééducation civique et au travail productif (75).

La police politique (SEDOC) et toutes les bandes qu'elle entretient dans le pays seront dissoutes, et leurs chefs devront payer pour leurs crimes. Les BMM seront supprimées et leurs chefs sévèrement punis pour leurs méfaits.

5. - Les éléments patriotes de l'armée, de la gendarmerie et des polices actuelles, seront rééduqués selon les principes révolutionnaires. Ils pourront ainsi participer, à part entière et sans discrimination, à l'édification populaire du pays.

6. - Tous les fonctionnaires qui auront été repérés comme particulièrement zélés pour l'UNC ou autre, tous les mouchards et tous ceux qui auront été méchants vis-à-vis du Peuple seront jugés par des tribunaux populaires et seront sévèrement châtiés pour leurs méfaits.

7. - Tous les biens mal acquis avant et même après la Révolution, seront confisqués par l'Etat pour servir aux besoins des travailleurs et du Peuple. Ainsi, les villas pourront devenir des crèches et « jardins d'enfants », les immeubles pourront devenir des écoles, dispensaires, maisons de repos pour les travailleurs, etc...

Le problème de la récupération, par le Peuple, des biens mal acquis par les bourgeois et autres satrapes (76) **actuels, est d'une importance considérable. C'est pourquoi, une Commission Nationale des Biens Mal Acquis (CONABIMA) sera instituée par le Gouvernement Révolutionnaire dès la chute du mauvais régime actuel.** Des Commissions seront également instituées dans les circonscriptions administratives, du département au plus petit village, pour faire le même travail. La Commission Nationale dirigera et coordonnera l'activité de toutes les Commissions locales. Elle veillera à ce que tout abus soit sévèrement sanctionné. Toutes les enquêtes, conclusions et décisions de ces Commisions, à tous les niveaux, seront intégralement portées à la connaissance du Peuple.

C - RETABLIR LES LIBERTES FONDAMENTALES DES CITOYENS ET LES GARANTIR

8. - Contrairement au système actuel de dictature fasciste de l'UNC, les libertés fondamentales seront d'abord rétablies, puis garanties par l'Etat des travailleurs.

Pour chaque citoyen, ce sont : la liberté d'opinion, d'expression, de circulation, de publication. Ce sont également la liberté d'association, de réunion, d'organisation

et de presse. C'est encore la liberté, pour quiconque est accusé, de choisir ses défenseurs.

Il est scandaleux d'arrêter, de torturer et d'emprisonner des honnêtes gens uniquement à cause de leurs opinions. Il est scandaleux que, uniquement pour leurs opinions, des honnêtes gens soient emprisonnés sans accusation précise, sans jugement et sans droit à la défense. **Aucun citoyen ne sera plus inquiété, arrêté, jeté en prison, torturé, pour ses opinions ou dans l'exercice des droits ci-dessus énumérés.**

Mais naturellement, les éléments réactionnaires irrécupérables tenteront de profiter de cette large démocratie pour fomenter la contre-révolution. La réaction internationale aidera ces éléments dans leurs complots et manœuvres contre-révolutionnaires. Dans ces conditions, le régime révolutionnaire ne pourra pas faire autrement que d'utiliser tous les moyens qu'il aura pour briser ces complots et ces manœuvres.

9. - Pendant toute la période de transition, subsistent les classes sociales et par conséquent la lutte des classes. Le système de parti unique est donc IMPOSSIBLE à établir, à moins d'adopter des mesures policières comme le fait actuellement l'UNC. Si l'on empêche les réactionnaires de s'organiser dans leur propre parti réactionnaire, ils vont inévitablement s'infiltrer dans le parti des travailleurs. Ils tenteront alors, avec ruse, de « changer de l'intérieur » le parti révolutionnaire des ouvriers et paysans pauvres, en un parti réactionnaire. **Le Nouveau Régime laissera donc aux diverses classes sociales le droit de s'organiser en partis indépendants non fascistes. Car notre Peuple ne saurait supporter l'UNC fasciste une seule minute après avoir renversé le régime actuel.** La liberté de s'organiser en partis indépendants exclut donc le main-

tien de l'UNC. Elle exclut aussi la moindre tolérance à l'égard de partis fascistes. Cette liberté sera reconnue et garantie à chacun et à tous, pourvu que les partis mènent leur lutte dans le cadre de la légalité démocratique du pouvoir des travailleurs et de leur nouveau régime.

10. - Les travailleurs de toutes les branches d'activité retrouveront **un droit fondamental que l'UNC leur a ravi : le droit de s'organiser librement en syndicats.** Ces syndicats seront indépendants de tout parti politique. Il faut que prenne fin la tromperie actuelle de l'UNC qui a soumis les syndicats à sa botte. **Les travailleurs doivent avoir la liberté de défendre leurs intérêts, y compris contre des dégénérescences éventuelles de certains éléments du nouveau régime.** Cette défense exige une liberté d'organisation des travailleurs, sans qu'ils se trouvent sous la botte de quelque parti que ce soit.

Les syndicats auront le droit de critique, de proposition, de négociation, de manifestation, de grève, pour faire connaître et aboutir leurs revendications.

D'un autre côté, les travailleurs seront encouragés et aidés dans l'étude, afin de bien comprendre tous les problèmes que pose la transition au socialisme. Il est en effet nécesaire que les travailleurs, et notamment les syndicats qui les représentent, maîtrisent ces problèmes. Car sinon, ils risquent de tomber dans les pièges des réactionnaires qui ne manqueront pas des occasions pour fomenter des mensonges. Ils risquent aussi de se laisser séduire par les sirènes infantiles du gauchisme (77).

Toutefois, l'éducation des travailleurs aura alors une signification différente de la pseudo-éducation syndicale de l'UNTC. L'UNTC vise à faire des travailleurs des esclaves passifs de la bourgeoisie, incapables de défendre leurs intérêts les plus élémentaires. L'éducation des

travailleurs sous un régime démocratique et populaire élèvera au contraire la combativité des travailleurs contre toute forme d'exploitation et d'humiliation. Elle leur inculquera le sens des responsabilités, non seulement comme producteurs mais aussi comme force politique dirigeante du nouvel ordre social.

11. - On ne peut pas obliger, par des décrets, les gens à croire ou à ne pas croire en un dieu. De même, on ne peut pas les obliger à accepter ou à renoncer à une religion par une décision d'un gouvernement. C'est pourtant cette politique stupide que suit l'UNC inspirée par son maître Ahidjo, en interdisant des groupes religieux, et en faisant de la religion d'Ahidjo presqu'une religion d'Etat.

Sous le nouveau régime que mettra sur pied le MANIDEM conduit par l'UPC, tout cela changera.

L'Etat démocratique sera laïc.

Il reconnaîtra et garantira la liberté de croyance religieuse et de non-croyance religieuse, ainsi que la liberté des cultes.

Comme toute liberté, celle des cultes ne peut vraiment être garantie sans moyens adéquats. C'est pourquoi l'Etat assurera un revenu convenable aux ministres des divers cultes, ainsi que des ressources pour leurs activités religieuses. Dans ces conditions, il n'y aura plus aucune raison d'admettre des financements de l'étranger, sous quelque forme et quelque prétexte que ce soit. De même, cette prise en charge par l'Etat des dépenses des cultes rendra inacceptable toute forme de quête au nom de la religion. Les ministres des cultes pourront participer à la production à temps partiel. Le revenu que leur assurera l'Etat populaire dépendra de l'ensemble de leurs activités.

II. - EDIFIER UN ETAT POPULAIRE : METTRE LE POUVOIR AUX MAINS DES OUVRIERS, DES PAYSANS PAUVRES ET AUTRES TRAVAILLEURS

A - PRINCIPES GENERAUX

1. - Le régime politique que le MANIDEM conduit par l'UPC mettra sur pied après avoir renversé l'UPC sera un régime d'un Etat Populaire. **Le Pouvoir politique et économique sera aux mains des travailleurs. Et avant tout, aux mains des plus exploités d'entre eux : les ouvriers et paysans pauvres.** Le contenu politique essentiel de ce régime présentera deux aspects. Il sera totalement démocratique pour les travailleurs. Mais, comme les bourgeois renversés feront TOUT pour reprendre le pouvoir, les travailleurs ne pourront évidemment pas les laisser faire. **Le régime sera donc dictatorial vis-à-vis des bourgeois qui ne se tiendront pas tranquilles. Il faudra bien leur apprendre à se tenir tranquilles. Le régime politique sera donc une DICTATURE DEMOCRATIQUE REVOLUTIONNAIRE.**

DEMOCRATIE pour les travailleurs, DICTATURE contre les bourgeois réactionnaires et comploteurs. Tel sera le Pouvoir Populaire instauré par le MANIDEM conduit par l'UPC de UM NYOBE.

2. - Le pouvoir ne peut pas être réellement et pour longtemps aux mains des travailleurs, si on laisse se développer une bureaucratie. Les méfaits de la bureaucratie bourgeoise UNC sont bien connus. Les fonctionnaires se considèrent comme au-dessus des ouvriers et paysans pauvres. Et pourtant, c'est le travail des ouvriers, des paysans et des autres travailleurs qui entretient les fonc-

tionnaires. Les richesses qui leur permettent de vivre ne tombent pas du ciel. Le bureaucratisation est un mal général dans les pays africains actuels. C'est un mal qui ronge inévitablement les fonctionnaires, qui n'ont pourtant pu faire leurs études que grâce au travail du Peuple. Les intellectuels ont été contaminés par le mal de la bureaucratie en Europe ou au contact de la bourgeoisie africaine. Ils ont ainsi acquis le mode de vie, de pensée et de comportement des fonctionnaires d'Europe capitaliste. Ces modes consistent notamment en ceci : arrogance et mépris total à l'égard du Peuple ; coupure entre les fonctionnaires et les travailleurs, désir sans borne de la « belle vie ». Une lutte radicale contre ce phénomène doit être engagée.

C'est pourquoi, dans le Nouveau Régime, les fonctionnaires administratifs devront, suivant les circonstances, effectuer des travaux productifs. Les organes locaux du Pouvoir, ou le Gouvernement Révolutionnaire Central, définiront les conditions éventuelles de ces travaux.

Tous les fonctionnaires seront révocables à tout moment. Cette révocation pourra se faire à la demande des masses populaires, par les organes locaux du Pouvoir ou par le Gouvernement Révolutionnaire Central.

3. - Les masses auront un droit intégral de critique à l'égard des fonctionnaires.

Les postes de fonctionnaires, quels qu'ils soient, cesseront d'être des endroits pour s'enrichir. Pour atteindre ce but, dans tout le pays et pour commencer, les salaires les plus élevés ne devront pas dépasser 5 fois les salaires les moins élevés. Et cette marge devra diminuer au fur et à mesure que la transition au socialisme avancera.

4. - La majorité civile sera fixée à 16 ans.

5.- A chaque niveau, la représentation des partis politiques aux divers organes du pouvoir sera proportionnelle à leur représentativité réelle.

6.- La petite bourgeoisie opportuniste kamerunaise n'a jamais réussi à organiser son parti politique. Le risque existe donc que, après le renversement de la dictature fasciste de l'UNC, l'UPC et le MANIDEM qu'elle conduit. se retrouvent comme seules organisations politiques dignes de ce nom dans le pays.

Beaucoup d'opportunistes petits-bourgeois passent déjà leur temps à rêver de faire carrière sur les dépouilles de l'UPC et du MANIDEM. Il est prévisible que ces gens pourront alors se livrer à toutes sortes de manœuvres et facéties que l'impérialisme sera tenté de soutenir. Même dans ce cas, le MANIDEM conduit par l'UPC devra s'efforcer de garantir les libertés démocratiques en restant vigilant.

Il apportera constamment une attention spéciale au problème de la nécessaire distinction entre le Parti et l'Etat. La honteuse confusion que l'UNC entretient à ce sujet est dangereuse et inacceptable.

B - ORGANISATION GENERALE DU POUVOIR POPULAIRE

7.- Dans chaque agglomération (village ou ville), grande ou petite, le Pouvoir politique et administratif d'Etat sera aux mains d'une **Assemblée Populaire Municipale.** Cette Assemblée sera librement élue par la population de l'agglomération. L'Assemblée désignera parmi ses mem-

bres, un **Conseil Municipal des Commissaires du Peuple.** Ce Conseil sera l'organe exécutif du pouvoir au niveau de l'agglomération.

8. - Au niveau d'un arrondissement (ou de la division administrative qui le remplacera), le pouvoir d'Etat sera aux mains d'une **Assemblée Populaire d'Arrondissement.** Les membres de cette Assemblée seront élus par les Assemblées Populaires Municipales de l'arrondissement, parmi leurs propres membres. Chaque Assemblée Populaire d'Arrondissement élira parmi ses membres, un **Conseil d'Arrondissement des Commissaires du Peuple.** Celui-ci sera l'organe exécutif du pouvoir au niveau de l'arrondissement.

9. - Dans chaque département (ou ce qui le remplacera), le pouvoir d'Etat sera aux mains d'une **Assemblée Populaire Départementale.** Les membres de celle-ci seront élus par les Assemblées Populaires d'Arrondissement du département, parmi leurs propres membres. Chaque Asemblée Populaire Départementale élira parmi ses membres un **Conseil Départemental des Commissaires du Peuple.** L'élection du Président de ce Conseil Départemental se fera sur une proposition du CONSEIL REVOLUTIONNAIRE DEPARTEMENTAL DU MANIDEM. Le Conseil Départemental des Commissaires du Peuple sera l'organe exécutif du pouvoir populaire d'Etat dans tout le département.

10. - A l'échelle de tout le pays, le Pouvoir Suprême d'Etat appartiendra à l'**Assemblée Populaire Nationale**, qui sera élue au suffrage universel par tout le Peuple. L'Assemblée Populaire Nationale désignera le **Conseil National des Commissaires du Peuple,** qui sera le Gouvernement Révolutionnaire Central. La désignation du Conseil National des

Commissaires du Peuple se fera sur proposition du CONSEIL NATIONAL DE LA REVOLUTION, qui est la Direction Nationale du MANIDEM.

11. - Mis à part le Gouvernement Révolutionnaire Central, tous les Conseils des Commissaires du Peuple seront doublement responsables. Ils seront responsables devant les Assemblées Populaires qui les auront élus d'une part, et d'autre part devant le Conseil des Commissaires du Peuple de l'échelon supérieur.

Le Conseil National des Commissaires du Peuple sera responsable devant l'Assemblée Populaire Nationale. Il aura autorité sur tous les Conseils locaux, depuis le département jusqu'à l'agglomération.

12. - A chaque niveau, les membres des Assemblées Populaires pourront être révoqués et remplacés à tout moment par ceux qui les auront élus.

De même, tout Conseil des Commissaires du Peuple, ou tout membre d'un tel Conseil, pourra être révoqué à tout moment, soit par l'Assemblée Populaire qui l'a élu, soit par le Conseil de l'échelon supérieur. Son remplacement se fera par l'organe qui l'a élu.

13. - En règle générale, le Pouvoir Populaire mènera une lutte de tous les instants contre la bureaucratisation et l'enrichissement à tous les niveaux de l'appareil d'Etat.

En particulier, les responsables, à tous les niveaux, ne pourront pas tirer prétexte du seul fait de leur désignation dans l'appareil d'Etat pour se donner ou avoir des salaires autres que ceux correspondants à leur fonction antérieure.

C - FORCES ARMEES, POLICE, ...

14. - L'Etat Populaire construira de puissantes forces armées et une police populaires. Elles seront au service des travailleurs. Leurs fonctions ne seront donc plus de brimer et terroriser les gens. Elles seront construites selon le principe : **le Peuple en armes.**

Pour tout citoyen, et à plus forte raison pour l'Armée Populaire Nationale, le devoir suprême sera :

— la défense du pays et de la Révolution contre tous leurs ennemis intérieurs et extérieurs ;

— la participation à la lutte pour la libération totale et l'Unification de l'AFRIQUE.

15. - Dans l'Armée Populaire Nationale, aucune indiscipline ne sera tolérée. Mais les droits politiques seront reconnus et garantis à chacun et à tous. Les femmes auront les mêmes droits que les hommes.

Il faut mettre fin à l'hypocrisie bourgeoise selon laquelle « l'armée ne fait pas de politique ». En réalité, toute armée fait la politique de la classe sociale qui détient le pouvoir. L'armée est simplement un des éléments essentiels de l'appareil d'Etat. Par conséquent, elle fait la politique de la classe qui contrôle cet appareil d'Etat. La politique est donc de tout temps dans l'armée, et elle ne peut pas ne pas y être. L'armée bourgeoise fait la politique de la bourgeoisie et combat la politique des travailleurs. L'armée populaire fera la politique des travailleurs, de plus de 99 % de notre Peuple, et combattra la politique de la bourgeoisie.

16. - Les soldats, sous-officiers et officiers de tous grades devront, selon des normes fixées par la loi et par des

décisions du Conseil National des Commissaires du Peuple, participer au travail productif.

17. - Les soldats, sous-officiers et officiers auront le droit de s'organiser en Conseils Révolutionnaires des officiers, sous-officiers et soldats. Les Conseils ainsi formés démocratiquement pourront demander la révocation de sous-officiers ou d'officiers coupables d'actes graves.

A tous les échelons, des Commissaires Politiques seront nommés sur proposition de ces Conseils en vue d'une tâche fondamentale. Il s'agira pour eux de veiller à ce que les forces armées demeurent à tout moment politiquement saines, c'est-à-dire au service des travailleurs et du Peuple. Ils devront maintenir aussi une combativité révolutionnaire de haut niveau dans les forces armées populaires.

18. - Une milice populaire composée de travailleurs élus par leurs camarades de travail sera formée et armée. Sa mission en temps de paix sera de défendre les acquis de la Révolution Populaire contre ses ennemis intérieurs. Le temps nécessaire à l'entraînement des miliciens sera compté dans leur temps normal de travail. Les membres de la milice populaire pourront être révoqués et remplacés à tout moment par leurs électeurs. Ils pourront aussi être révoqués par l'un des Conseils des Commissaires du Peuple dont ils relèvent, et remplacés par leurs électeurs. Toute brutalité par un membre de la milice sera sévèrement punie.

Le Conseil National des Commissaires du Peuple organisera la milice à l'échelon national. Cette organisation se fera en cohérence avec les structures de l'Armée Populaire Nationale. Les missions respectives de l'Armée et de la Milice seront harmonisées.

19. - Dans chaque cité (ville ou village), grande ou petite, une Police Populaire Municipale sera désignée par la population, par voie d'élections par quartier. L'Assemblée Populaire Municipale désignera ensuite les Responsables de la police municipale parmi les policiers élus. Chaque policier, Responsable compris, pourra être révoqué et remplacé à tout moment par ses électeurs. En cas d'acte grave commis par un policier (Responsable ou non), sa révocation pourra aussi être prononcée par l'Assemblée Populaire Municipale qui demandera aux électeurs du fautif de le remplacer.

L'Assemblée Populaire Nationale édictera des lois portant création d'une Police Nationale d'Etat et définissant la mission de celle-ci.

Il faut en finir avec les pratiques de la police bourgeoise. C'est pourquoi, en particulier, aucune brutalité ne sera tolérée de la part d'un policier. De tels actes devront être sévèrement punis, la révocation pouvant ici être doublée d'une autre peine.

20. - La torture est dégradante, et d'abord pour celui qui l'exerce. En conséquence, toute torture sera abolie dans le Kamerun Populaire, à quelque niveau que ce soit, Y COMPRIS CONTRE LES ENNEMIS DE LA REVOLUTION. Toute infraction à ce principe devra être sévèrement punie.

D - SYSTEME JUDICIAIRE, PRISONS

21. - La Justice doit être effectivement populaire. Elle doit cesser d'être uniquement « rendue au nom du Peuple Kamerunais », alors que le Peuple ne participe à rien de ce qui se décide.

Pour cela, les juges des tribunaux populaires de base (village ou ville) seront élus par les travailleurs en leur

propre sein. Les juges ne devront pas être en même temps membres ni des Conseils des Commissaires du Peuple, ni de l'armée, de la milice ou de la police. Les juges seront révocables et remplaçables à tout moment par leurs électeurs.

22. - Aux échelons administratifs intermédiaires, des tribunaux populaires seront désignés par les Assemblées Populaires des échelons correspondants, après de larges consultations démocratiques des masses à la base pour recueillir leurs avis. Ces tribunaux seront responsables devant les organes qui les auront désignés, et ils pourront être révoqués et remplacés par ces organes à tout moment.

23. - Une Cour Populaire Nationale de Justice sera créée, et sera l'organe suprême en matière judiciaire. La Cour Populaire Nationale de Justice sera désignée par l'Assemblée Populaire Nationale et sera responsable devant elle. Les membres de la Cour pourront être révoqués et remplacés à tout moment par l'Assemblée.

La Cour Populaire Nationale de Justice veille à ce que les jugements, à tous les niveaux, soient rendus conformément à la loi.

L'organisation détaillée du système judiciaire sera décrite dans la Constitution de l'Etat Populaire conformément aux dispositions générales du présent PROGRAMME-

24. - Dans tous les tribunaux, la langue utilisée sera la langue des intéressés, ou en tous cas une langue qu'ils parlent tous. La justice ne peut pas être populaire alors qu'elle est rendue dans des langues que le Peuple ne comprend pas ou ne maîtrise pas.

25. - Tous les jugements seront publics. Le droit à une défense librement choisie par l'accusé est reconnu et

garanti à chaque citoyen. Les citoyens qui assurent la défense juridique des accusés seront eux-mêmes des travailleurs. Pour que ces défenseurs juridiques puissent se consacrer chaque fois que nécessaire à cette tâche le temps utile leur sera laissé.

26. - Les juges, avocats et assimilés actuels, qui ne se seront pas signalés comme des instruments serviles et zélés du terrorisme d'Etat de l'UNC ou, a fortiori, qui auront lutté pour l'avènement d'un régime démocratique, exerceront leurs fonctions conformément aux nouvelles normes qui règlementeront ces professions. Celles-ci joueront un rôle important pour l'essor d'une authentique démocratie socialiste.

27. - Comme toute forme de violence sociale, la peine de mort a un caractère de classe. La bourgeoisie l'exerce contre le Peuple. Il est donc hors de question que le pouvoir révolutionnaire des travailleurs continue cette politique bourgeoise.

Seules les grandes transformations que le régime révolutionnaire conduira, créeront les conditions de l'abolition totale de la peine de mort.

En attendant ces conditions, la peine de mort sera strictement limitée aux cas suivants :

1°/ Mercenaires

2°/ Criminels politiques ou au service de l'étranger

3°/ Espions étrangers ou au service de l'étranger

4°/ Auteurs d'actes de violence contre-révolutionnaire graves, au service de l'impérialisme et de la réaction

5°/ Personnes coupables d'introduction et de trafics de drogue dans notre pays. La liste des drogues incriminées sera fixée par la loi

6°/ Faussaires et contrebandiers en matière monétaire et autres saboteurs dangereux de l'Economie

7°/ Personnes se livrant à la Traite esclavagiste, sous quelque forme que ce soit, ouverte ou déguisée

8°/ Personnes coupables d'atteinte grave à la lutte pour l'Unification de l'Afrique, ou à l'Union des Républiques Socialistes d'Afrique.

28. - Le rôle des prisons sera essentiellement éducatif. Il s'agira de réussir une rééducation du prisonnier afin de le réinsérer dans la vie sociale nouvelle. Aucune brutalité sur les prisonniers ne sera tolérée.

Les jeunes mineurs ne pourront faire l'objet que de mesures de rééducation dans des centres assurant les conditions satisfaisantes de leur épanouisement.

E - UNITE NATIONALE, REGIONALISME

29. - La lutte contre tout chauvinisme ethnique, tout régionalisme, contre la démagogie des équilibres tribaux et des dosages régionaux, doit dépasser le stade des discours creux de l'UNC. Cette lutte devra être menée avec esprit de suite, selon une véritable politique d'intégration de notre pays dans tous les domaines.

Une telle politique consistera en les mesures suivantes :

1°/ Développement économique harmonieux des diverses régions du pays sur la seule base de l'intérêt général des travailleurs.

2°/ Développement toujours plus poussé de la démocratie pour les masses laborieuses dans toutes les régions

et tout le pays. Il faudra démasquer et combattre toute tentative de constituer des fiefs politiques par ethnie ou région sous quelque forme que ce soit.

3°/ Développement des langues des diverses nationalités (ethnies). Chaque nationalité doit, à travers sa propre langue à la base, contribuer au développement culturel de l'ensemble du pays.

4°/ Porter une attention spéciale à la dénonciation, dans les moyens d'information et d'éducation, de tout ce qui favorise le tribalisme.

5°/ Eduquer la jeunesse dans un esprit anti-tribaliste systématique par les moyens les plus divers et en tous lieux : dans les écoles, les internats, les camps de vacances, les associations diverses, nationales ou locales. Le principe devra être : **la seule façon conséquente de ne pas être tribaliste, c'est d'être rigoureusement anti-tribaliste, et d'abord dans sa propre tribu.**

6°/ Supprimer la chefferie traditionnelle. En effet, dans la situation actuelle, elle est devenue un support du tribalisme et du régionalisme, et surtout, un instrument des réactionnaires de l'UNC.

Cet instrument leur permet de maintenir asservies et exploitées les masses populaires. Les « chefs supérieurs » sont en effet payés à ne rien faire de bon, par le gouvernement bourgeois de l'UNC, avec l'argent produit par les travailleurs kamerunais.

30. - Accorder une attention spéciale à « la question Pygmée » et au « Problème Kirdi ». Une solution à ces problèmes devra être conforme à deux exigences : la satisfaction des aspirations des Pygmées et des Kirdis, et leur nécessaire intégration à la vie de l'ensemble du pays.

III. - EDIFIER UNE ECONOMIE NATIONALE INDEPENDANTE POUR UNE TRANSITION AU SOCIALISME

A - PRINCIPES GENERAUX

1.- Les principes généraux suivants guideront la politique économique du Pouvoir de transition :

1°/ Construire une Economie Nationale, indépendante par rapport à l'impérialisme, au néo-colonialisme et à la bourgeoisie réactionnaire kamerunaise ;

2°/ Propriété collective, par les travailleurs kamerunais et tout le Peuple, des principaux moyens de production et d'échange ;

3°/ S'engager résolument et hardiment dans la voie qui mène à la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme au Kamerun ;

4°/ Gestion démocratique et planifiée (78) de l'Economie Nationale. Cette gestion sera largement décentralisée. Elle se fera directement par les travailleurs chaque fois que ce sera possible. Ils la feront indirectement chaque fois que nécessaire, à travers leurs représentants élus ou désignés ;

5°/ Compter avant tout sur nos propres forces et nos richesses. Ne pas compter sur l'aide extérieure. L'aide extérieure ne peut, ne pourra et ne devra, au mieux, être qu'un appoint ;

6°/ Eviter d'imiter qui que ce soit. Mais savoir apprendre, en réfléchissant, auprès des autres Peuples.

7°/ L'alliance des ouvriers et paysans est la base de la

Révolution pendant toute la période de Transition. La politique économique devra donc satisfaire les intérêts de ces classes et les intérêts de l'ensemble du Peuple. En particulier, le développement harmonieux de l'industrie et de l'agriculture devra être un des impératifs de base.

2. - Toutes les mesures néo-coloniales prises par la clique bourgeoise UNC seront annulées. En particulier les prétendus « Codes des Investissements du Cameroun » seront annulés. Ces Codes ne font que permettre le pillage de notre pays, et l'exploitation des travailleurs kamerunais par l'étranger et la bourgeoisie kamerunaise.

3. - Révision, par la voie de négociations ou par décision souveraine, de tous les Accords internationaux signés par la clique bourgeoise UNC, et qui sont contraires à l'intérêt populaire et national.

4. - Procéder à un recensement systématique de toutes les richesses du sol, du sous-sol et autres, de notre pays.

5. - La gestion des entreprises nationalisées (industrielles, agricoles ou autres) devra poursuivre un double but : ces entreprises doivent devenir effectivement propriété sociale, et socialement rentables.

Pour cela, la gestion obéira à 2 règles. La première sera la planification (78) démocratiquement définie au niveau national. La deuxième sera que les intérêts de l'ensemble des travailleurs kamerunais et du Peuple passent avant les intérêts d'une fraction quelle qu'elle soit.

Le statut exact de chaque entreprise nationalisée dépendra évidemment de son importance par rapport à l'ensemble. **Mais, dans tous les cas, la règle générale suivante sera appliquée. Chaque entreprise nationalisée (usi-**

ne, fabrique, mine, plantation, port, ...) sera dirigée par un Conseil de Direction. Les membres de ce Conseil, sauf le Directeur, seront désignés par les travailleurs de l'entreprise, par élection à la base. Le Directeur, Président du Conseil de Direction, sera nommé par l'Etat. Tout membre d'un Conseil de Direction d'une entreprise sera révocable à tout moment par ceux qui l'auront élu ou nommé. Les membres révoqués seront remplacés par ceux qui les auront élus ou nommés.

B - LA TERRE, L'AGRICULTURE L'ELEVAGE, LA PECHE, ...

6. - Du moment que la terre est devenue une marchandise, elle revient et reviendra de plus en plus à ceux qui peuvent l'acheter. C'est-à-dire à ceux qui ont de l'argent, donc en priorité aux bourgeois. Dans ces conditions, **la propriété privée de la terre est condamnée à signifier désormais une seule chose. Elle signifiera de plus en plus : propriété bourgeoise de la terre. Ou encore : la terre aux bourgeois, aux capitalistes.**

Il en découle que, pour remettre réellement la terre à ceux qui la cultivent, il faut carrément arrêter le phénomène de privatisation de la terre. Ce phénomène est en train de gagner tout le pays, et il triomphera partout, inévitablement, s'il n'est pas arrêté.

La propriété privée de la terre sera donc abolie.

Plus personne, ni aucune partie du Peuple, au Kamerun, ne pourra plus vendre ni acheter la terre.

Plus personne ne pourra plus céder ni recevoir la terre en héritage.

Plus personne ne pourra plus hypothéquer ni prendre en hypothèque la terre.

Ceci quelle que soit la dimension du terrain.

La terre redeviendra ainsi propriété collective. Elle sera désormais propriété collective du Peuple Kamerunais tout entier.

7. - Le système de jouissance de la terre sera cependant encore varié pendant la période de transition. Il obéira aux principes suivants :

1°/ LES PAYSANS PAUVRES ET MOYENS

Ils pourront, s'ils le désirent, continuer à jouir librement des terres qui leur appartenaient avant l'abolition de la propriété privée de la terre. Aucune mesure, ni de force ni administrative, ne devra être utilisée contre eux pour les amener à renoncer à la jouissance de leur terre. Seul un choix absolument libre de la part de chaque paysan pourra faire intégrer sa terre dans un domaine collectif : fermes ou coopératives d'Etat, ou coopératives paysannes indépendantes.

Les paysans pauvres et moyens, même individuels, pourront obtenir l'aide de l'Etat.

2°/ LES BOURGEOIS ET FEODAUX UNC

Ils seront intégralement expropriés sans aucune indemnisation. Leurs terres ainsi nationalisées seront gérées par les ouvriers agricoles qui travaillent dessus et par l'Etat au niveau central.

Toutefois, les bourgeois terriens qui auront fait preuve d'attitudes patriotiques pendant la Révolution populaire contre le régime bourgeois néo-colonial, pourront bénéficier d'un régime spécial. Ces attitudes patriotiques devront

être dûment constatées par les organismes révolutionnaides du MANDEM et de l'UPC. Le régime spécial de cette catégorie de bourgeois consistera en ce qui suit. Ils pourront, avec leur famille, continuer à jouir d'une partie de leurs terres, dans la limite d'une superficie de 25 hectares au maximum ; et à condition qu'ils n'exploitent plus personne et que ces hectares soient effectivement cultivés.

3°/ LES COLONS ETRANGERS

Ils seront intégralement expropriés sans aucune indemnisation. Ces gens se sont suffisamment super-indemnisés depuis des années sur le dos du Peuple Kamerunais. Les terres ainsi nationalisées seront gérées par les ouvriers agricoles qui y travaillent et par l'Etat au niveau central.

4°/ LES EGLISES ET AUTRES GROUPES RELIGIEUX

Le Conseil National des Commissaires du Peuple pourra, selon les cas, autoriser une Eglise ou un Groupe religieux à jouir de terres déterminées. Pour cela, ce sera à chaque Eglise et à chaque Groupe Religieux de formuler sa demande au Conseil National des Commissaires du Peuple.

8.- L'Etat populaire encouragera les paysans pauvres et moyens à se regrouper pour travailler et gérer ensemble leurs terres, sous la forme de coopératives. Mais aucune mesure administrative ni de force ne sera utilisée pour obliger les paysans à créer de telles coopératives. Les coopératives indépendantes de paysans pourront être aidées par l'Etat.

Les coopératives d'Etat seront développées. Elles consisteront en des terres nationalisées, mais données par l'Etat en jouissance libre à des paysans sans terre. Elles seront organisées suivant des normes précises de production.

9. - Mis à part le cas des terres des paysans individuels ou des coopératives paysannes indépendantes, et le cas des bourgeois bénéficiant du régime spécial, la gestion de toutes les autres terres se fera selon les mêmes règles que toutes les entreprises nationalisées (voir paragraphe A-5 de ce même chapitre III).

10. - Le développement des luttes de classes à la campagne sera spécialement encouragé par le Pouvoir Populaire. Car il faudra aiguiser de plus en plus la combativité révolutionnaire des paysans pauvres et des ouvriers agricoles contre leurs anciens exploiteurs et contre toute personne cherchant à les exploiter de nouveau .

Pour cela, une attention spéciale devra être portée à l'organisation libre en syndicats démocratiques, des ouvriers agricoles et des paysans pauvres. Les droits reconnus aux travailleurs des villes, seront également reconnus aux travailleurs des campagnes.

11. - L'agriculture vivrière sera développée. Les millions de Kamerunais ont avant tout besoin de manger à leur faim. Il n'y a pas de vrai pouvoir populaire quand le Peuple ne mange pas à sa faim. Notre pays est assez vaste pour sa population, et sa terre est riche. C'est pourquoi il est scandaleux que, par la faute des bourgeois ventrus, des centaines de milliers de Kamerunais ne mangent pas à leur faim.

12. - C'est un vrai scandale que, 20 ans après « l'indépendance », des produits vivriers cultivés dans telle région du pays soient introuvables dans telle autre. Aucune politique de conservation des produits vivriers et alimentaires n'existe, et l'infrastructure de transports n'existe pas non plus. Les bourgeois kamerunais n'ont pas besoin

'une telle politique, puisqu'ils achètent des produits uropéens parfois directement à Paris, Londres, etc...

Le Pouvoir Populaire développera les industries alimen-ıires (froid, conservation, transformation, etc...).

3.- Nationalisation intégrale, sans aucune indemnisation, es troupeaux des gros féodaux et bourgeois de l'UNC. les gens exploitent en effet, depuis des années, les tra-ailleurs kamerunais de l'élevage, et ils devront payer our tous ces forfaits.

Les petits éleveurs qui n'exploitent pas le travail d'au-ui pourront, s'ils le désirent, continuer à élever leur étail en propriété privée. Ils seront cependant encoura-és par l'Etat à se regrouper en coopératives d'éleveurs our produire plus et mieux. Ils seront aidés.

Tout le secteur nationalisé de l'élevage sera géré com-ıe les autres entreprises nationalisées.

4.- Un élevage national sera développé. Son but sera vant tout de procurer à notre Peuple tout ce dont il a esoin en matière de viande, de lait et autres produits 'origine animale.

Pour cela, une politique hardie de recherche sera enga-ée. De même l'Etat développera une vigoureuse politi-ue de lutte contre tous les maux qui empêchent l'amé-oration qualitative et quantitative de l'élevage kame-unais.

5.- Une politique populaire de la Pêche sera immédiate-ıent mise en route. Il s'agira, avant tout, de développer ne Industrie de pêche moderne, pour procurer au Peuple amerunais du poisson et autres produits de la mer et es cours d'eau en quantités suffisantes. Les sociétés

capitalistes de pêche seront nationalisées sans indem nité. Les coopératives indépendantes de marins-pêcheur pourront être aidées par l'État.

La pisciculture sera développée dans le cadre de cett politique populaire de la pêche.

16. - La forêt kamerunaise sera protégée, afin d'éviter u déboisement nocif pour l'équilibre de notre pays.

La faune kamerunaise sera protégée contre les safari des bourgeois, ventrus ou non, étrangers ou non.

C - MOYENS DE PRODUCTION INDUSTRIELS ET D'ECHANGE, COMMERCE

17. - Tous les grands moyens de production industriel (usines, mines, énergie, exploitations agro-industrielles etc...) seront intégralement nationalisés. Il ne sera pa question d'un seul franc d'indemnisation. Les impérialis tes et les bourgeois kamerunais se sont déjà plus qu suffisamment indemnisés. Car les profits qu'ils ont fait et continuent de faire sur le dos de notre Peuple surpas sent des millions de fois les « investissements » qu'il ont pu faire.

Les petits et moyens artisans africains pourront conti nuer leurs activités.

18. - Le crédit et les banques seront nationalisés.

Une monnaie nationale sera créée. Cela mettra fin à l honte du CFA (successivement « Comptoirs Françai d'Afrique », puis « Colonies Françaises d'Afrique », et pou

se mettre à jour depuis les « indépendances », « Communauté Financière Africaine »).

Le KAMERUN sortira de la néo-coloniale ZONE FRANC, dominée par les négriers impérialistes français.

19.- Le Commerce Extérieur sera nationalisé. Il passera sous le contrôle exclusif de l'Etat.

20.- Tous les ressortissants non-africains seront éliminés du secteur commercial intérieur. Et leurs biens seront confisqués par l'Etat pour servir au Peuple. Ces gens ont énormément participé à l'exploitation de notre Peuple depuis l'époque du colonialisme direct.

21.- Les grandes entreprises commerciales seront nationalisées. Un secteur de distribution d'Etat sera créé et développé.

Les petits commerççants africains pourront, s'ils le désirent, continuer librement leurs activités. Il leur suffira de se conformer aux normes fixées par l'Etat en matière de prix et autres règlements. Mais l'Etat Populaire les encouragera à devenir des travailleurs du secteur de distribution d'Etat.

Aucune contrebande ne sera tolérée. Tout fautif sera sévèrement puni, et la peine sera d'autant plus sévère qu'il s'agira d'un citoyen « haut placé » dans l'appareil d'Etat.

22.- Toute l'infrastructure de communication et de transports sera intégralement nationalisée et développée : routes, chemins de fer, cours d'eau, lacs, postes et télécommunications, compagnies aériennes et maritimes, ports et aéroports, etc...

23. - Une politique nationale hardie de production de l'éne gie, base essentielle de tout développement économiq et social, sera lancée. Le KAMERUN POPULAIRE rech chera activement à développer une telle politique l'échelle africaine, au moins régionale.

24. - L'Etat populaire réexaminera avec les partenair africains du Kamerun, les conditions et modalités de pa cipation de notre pays aux organismes économiques notre Continent : Union Douanière des Etats de l'Afriq centrale (UDEAC), Banque Africaine de Développeme (BAD), etc...

IV - MENER UNE POLITIQUE SOCIALE VISANT A SATISFAIRE LES INTERETS ET ASPIRATIONS DES TRAVAILLEURS KAMERUNAIS

A - TRAVAIL, REVENUS, IMPOTS

1. - Travailler sera un droit et une obligation pour t citoyen âgé de 16 ans et plus, sous réserve de sa ca cité physique et intellectuelle, à moins qu'il ne soit enc à l'école ou en formation professionnelle.

2. - La semaine de travail sera fixée à 40 heures au ma mum dans les usines, les plantations et autres entrep ses.

Toute heure au-delà devra être volontaire. Les heu au-delà pourront être volontaires gratuites (si le trav

ur le veut), ou volontaires payées en supplément. Les
eures gratuites ne pourront être faites que dans les
ntreprises d'Etat, ou lors d'opérations d'intérêt général.

- Des salaires corrects seront garantis aux travailleurs.
s tiendront compte à la fois du coût de la vie et des
ojectifs des Plans économiques et sociaux.

- L'échelle des salaires initial sera de 1 à 5 au maxi-
um. C'est-à-dire que les salaires les plus élevés ne
evront pas dépasser 5 fois les salaires les moins élevés.

Cette échelle devra aller en diminuant, grâce à une
ugmentation chaque fois plus forte des salaires les moins
levés.

Des dérogations exceptionnelles, en hausse, à cette
chelle, pourront être proposées au Gouvernement Révo-
itionnaire par l'Assemblée des travailleurs d'une entre-
rise. Une telle dérogation consistera à donner à un tra-
ailleur particulièrement méritant de l'entreprise, un
alaire pouvant même dépasser le maximum de l'échelle
xée ci-dessus. La dérogation pourra durer jusqu'à un an
u maximum. Ces dérogations en hausse ne pourront
'appliquer qu'à des travailleurs du secteur productif, à
exclusion des travailleurs administratifs.

De même, des retenues exceptionnelles valables un an
u maximum, pourront être proposées au Gouvernement
évolutionnaire. La proposition sera également faite par
Assemblée des travailleurs d'une entreprise. Elle consis-
era à effectuer des coupes sur le salaire de personnes
articulièrement carentes ou sabotant l'Economie.

- Pendant toute la période de transition, le produit brut
es entreprises (79) ne sera pas intégralement distribué
ous forme de salaires aux travailleurs. Si on procédait

ainsi, on n'irait pas vers le socialisme ; on reviendrait e arrière vers le capitalisme et son individualisme honteu Pendant la période de transition, il faut en effet, NO SEULEMENT nationaliser les moyens de production d'échange. MAIS AUSSI démarrer et développer **la tran formation révolutionnaire des rapports de production sociaux. Il faut faire en sorte que ces rapports devienne de moins en moins capitalistes et de plus en plus soci listes.** De plus, l'économie n'est pas un jeu de hasard : ell a aussi ses propres lois. Même pendant la période d transition au socialisme ou sous le socialisme, le salair ne saurait se fixer à l'échelle de l'entreprise, de l'unit ou du secteur de production. Pour toutes ces raisons, sera inévitable et nécessaire que le Nouveau Régim procède de la manière suivante. Avant le partage du pro duit social (79) entre les travailleurs au niveau nationa il faut d'abord soustraire les fonds suivants :

1°/ UN FONDS D'INVESTISSEMENT : il sert à remplace les moyens de production usagés et qui vieillissent (ma chines, instruments divers, matières premières, etc...). I sert également à créer de nouveaux moyens de produc tion (achat de nouvelles machines, ou construction d nouvelles usines, par exemple).

2°/ UN FONDS DE RESERVE : il sert à se protéger contre les accidents divers (incendies de récoltes, calamités naturelles comme les sauterelles ou criquets migrateurs destruction de barrages pouvant entraîner des inondations sabotages contre-révolutionnaires, etc...).

3°/ UN FONDS SOCIAL : il sert à satisfaire les besoins sociaux collectifs de la population (écoles, hôpitaux, rou tes, chemins de fer, médicaments, logements à bas pri ou simplement gratuits, recherche pour améliorer la pro duction, loisirs divers, etc...). Car il est clair que chacun ne va pas construire son école, son dispensaire, sa route son terrain de football, etc...

4°/ UN FONDS pour faire vivre ceux qui ne peuvent pas travailler : par exemple les vieux, les femmes enceintes, enfants, accidentés du travail, combattants gravement blessés pendant la guerre contre le néo-colonialisme ou pour la défense du pays contre les impérialistes et la réaction, etc...

5°/ UN FONDS pour financer les frais des travailleurs non directement productifs : administration même à mi-temps, médecins et infirmiers, enseignants, etc...

Naturellement, plus la transition avancera, plus le 5e fonds devra diminuer. Tous ces fonds sont nécessaires pour développer le caractère socialiste, non individualiste, des rapports sociaux. Ils ne serviront pas à enrichir des voleurs et des bandits comme sous le régime UNC actuel. Chacun peut constater que, sous le capitalisme et la bourgeoisie, les quatre premiers fonds sont très faibles. C'est parce que l'école, la santé du Peuple, le développement économique réel du pays, sont négligés. Tandis que le 5e fonds, qui sert à payer les hauts fonctionnaires, les gros ventres et autres filous UNC, est le plus élevé. Par contre, sous le régime populaire du MANIDEM conduit par l'UPC, les 4 premiers fonds seront de loin les plus élevés. Tandis que le 5e, non seulement sera le plus faible, mais encore ira en diminuant progressivement.

Il est extrêmement important que les travailleurs et la jeunesse révolutionnaire comprennent bien ces choses dès maintenant. Car les gros ventres, les réactionnaires et l'impérialisme ne manqueront aucune occasion pour faire leur propagande anti-communiste. Ils tenteront d'exciter les travailleurs et les jeunes vers des revendications du genre : « votre nouveau régime doit remettre à chacun le produit intégral de son travail ». Si les travailleurs et les jeunes sont prévenus d'avance, ils reconnaîtront dans de tels propos les germes de la contre-révolution à écraser.

6.- Mettre sur pied une politique de réintégration socia des personnes victimes de la mauvaise politique de l'UN et de son régime : les délinquants, les prostituées autres... Il s'agira d'abord de leur procurer un trav productif.

Combattre sévèrement les dégénérés sociaux qui s'av reront inaptes à la rééducation, et qui s'entêteront imiter la société capitaliste en décadence : proxénètes autres éléments dévergondés qui pullulent dans les c cles dirigeants de l'UNC, de l'OFUNC et de la JUNC.

7.- Suppression de tout impôt sur les revenus pour l bas salaires. Les petits producteurs et les travailleu ruraux, en particulier les paysans, pourront payer le impôt en nature.

B - LA SANTE

8.- **La santé sera entièrement gratuite.** Notre Peuple droit à la santé.

9.- Pour cela, nationalisation intégrale de tous les hô taux, dispensaires, cliniques, pharmacies, cabinets mé caux, etc...

10.- Toutes les professions médicales et paramédical pharmaceutiques et assimilées, seront nationalisées : to les travailleurs de ces professions deviendront des t vailleurs d'Etat, avec les droits et devoirs qui s'y rat chent.

11. - Le Pouvoir Populaire engagera une vaste politique de construction d'hôpitaux et de dispensaires.

Le mot d'ordre de départ sera : « à chaque village son dispensaire, et à chaque ville, son hôpital ». Les objectifs seront élevés dès que sera réalisé ce premier mot d'ordre. On multipliera alors, dans les grands villages et les villes, le nombre de dispensaires et d'hôpitaux.

12. - La santé ne peut pas être gratuite si les médicaments ne sont pas gratuits. Pour cette raison, l'Etat développera **une politique nationale de fabrication de médicaments.** Une telle politique pourra être définie, autant que possible, à l'échelle africaine, au moins régionale.

Il est criminel de la part de la bourgeoisie UNC, que 20 ans après « l'indépendance », le pays n'ait toujours pas une industrie pharmaceutique nationale, et continue de dépendre totalement de l'étranger pour ses médicaments.

Le Pouvoir Populaire développera la recherche médicale et pharmaceutique.

La médecine préventive et la Protection Maternelle et Infantile, seront l'objet d'une attention particulière dès le début de la Transition.

13. - La santé ne peut pas être gratuite sans un personnel qualifié et en nombre suffisant. Une politique de formation de médecins de tous niveaux et de toutes spécialités, infirmiers, techniciens de la santé, des deux sexes, sera mise sur pied.

14. - La médecine traditionnelle sera encouragée et développée, dans le cadre des programmes de la recherche médicale et pharmaceutique.

C - LOGEMENT ET TRANSPORTS

15. - Un scandale se développe dans le pays : la spéculation sur les terrains à bâtir et sur les immeubles. Il est absolument inacceptable que les travailleurs, l'écrasante majorité de notre Peuple, n'aient pas de logement correct. Surtout qu'en même temps, les bourgeois s'enrichissent et rançonnent le Peuple par des loyers excessifs et des pratiques de loyers même sur de vieux taudis.

Le Pouvoir Populaire mettra radicalement fin à cette situation scandaleuse par une série de mesures. Celles-ci auront pour ligne directrice : TOUT TRAVAILLEUR KAMERUNAIS A DROIT A UN LOGEMENT CORRECT.

16. - Les immeubles, villas, hôtels et palaces des bourgeois UNC, de leurs amis et complices, seront intégralement nationalisés sans aucune indemnisation. Tous ces bâtiments n'ont pu être construits qu'avec l'argent volé aux travailleurs kamerunais et à l'Etat. Ils serviront donc à des tâches d'intérêt populaire.

A titre exceptionnel, une dérogation pourra être accordée à tout bourgeois ayant eu, pendant la lutte populaire, un comportement patriotique constaté par les organismes du MANIDEM et de l'UPC. La dérogation consistera en ceci que son bénéficiaire pourra garder la jouissance à titre personnel d'une de ses villas pour le restant de ses jours.

Tous les immeubles appartenant aux impérialistes seront nationalisés sans indemnisation, à l'exception des locaux diplomatiques dont les conditions de jouissance seront redéfinies.

17. - La perception de tout loyer par des particuliers sera abolie.

La politique de canailles des ventrus de l'UNC a réduit beaucoup de gens du Peuple à une vie impossible. Dans les villes, certains vivent de quelques petits loyers qu'ils perçoivent. Mais, sous le régime populaire, ils auront du travail. Ils n'auront donc plus besoin de ces loyers pour vivre.

Les organes locaux du Pouvoir Populaire auront le droit de réglementer et de réquisitionner les immeubles et habitations pour la satisfaction des besoins en logement de la population. Ce droit ne devra en acun cas recouvrir des abus ou des opérations malhonnêtes.

18. - L'Etat engagera une vaste politique de construction de logements corrects pour la population. Les prix à payer pour la jouissance de tels logements seront faibles. La priorité pour ces habitations sera réservée aux ouvriers et paysans pauvres.

A la campagne notamment, une attention particulière sera portée au logement des travailleurs des fermes et coopératives d'Etat.

19. - Le développement des moyens de transport collectifs sera favorisé, au détriment des voitures et autres moyens individuels.

D - LOISIRS ET SPORT DE MASSE

20. - Notre Peuple est travailleur et il l'a prouvé. Sous un régime démocratique et populaire, il aura conscience de travailler désormais pour lui-même et non pour enrichir une clique. Il constatera lui-même chaque jour cette

vérité, et fera donc le maximum pour produire plus et mieux.

Pour qu'il développe ainsi la production, il lui faudra aussi du repos et des divertissements. A cet effet, le temps de travail obligatoire hebdomadaire pourra être réparti conformément aux vœux des travailleurs, et compte tenu des normes de sécurité et des impératifs de production aux niveaux national ou régional (journée continue, etc...).

21. - Les divertissements ont tendance à se concentrer dans les villes, tandis que la campagne est abandonnée au dénuement C'est là un des aspects de la contradiction entre la ville et la campagne, particulièrement développée en système capitaliste.

Pour résoudre ce problème, le Kamerun Populaire s'attachera à développer plutôt des villes moyennes, au lieu de grandes villes à côté de hameaux et villages isolés.

22. - Le tourisme sera développé de telle manière qu'il devienne un loisir de masse. Il devra cesser d'être réservé à une petite clique de ventrus bourgeois.

Une honte devra être radicalement éliminée : c'est celle des négriers et autres marchands d'exotisme. Ils arrivent chez nous, obtiennent des autorisations de la part des bourgeois ventrus pour faire danser nos sœurs afin de se divertir. En même temps, ils font des films de ces danses. Avec ces films, ils vont se faire de l'argent en Europe et en Amérique. Notre Peuple, lui, ne sert qu'à fixer les images qui rapporteront de l'argent. Or, aucun touriste ni cinéaste africain n'a jamais reçu l'autorisation de filmer tout ce qui lui plaît chez les impérialistes. C'est pourtant cela que la bourgeoisie néo-coloniale

appelle la « coopération culturelle ». L'Etat Populaire mettra radicalement fin à ce genre spécial de « tourisme ».

23. - **Le cinéma sera nationalisé.** Toute l'industrie cinématographique, la production de films, leur distribution, les salles, relèveront de l'Etat. Mais aucun autoritarisme ne devra peser sur la production des films, et sur leurs auteurs.

24. - **D'une manière générale, aucune exploitation privée des loisirs ne sera plus tolérée. Nul ne doit s'enrichir en exploitant la fatigue du Peuple après le travail, ou le désir de se distraire des travailleurs.**

25. - Les meilleurs jeux de notre société, comme ceux des pays étrangers, seront développpés, pourvu qu'ils soient de véritables loisirs, ou qu'ils soient instructifs pour les masses populaires.

Tout jeu avec mise (en argent ou en nature) sera rigoureusement interdit. Les contrevenants seront punis conformément à la loi.

26. - Notre Peuple a besoin d'une grande politique sportive. Le sport de masse sera développé en combattant tout chauvinisme, selon le principe : « le sport est avant tout un loisir ».

On ne peut développer le sport, surtout de masse, sans moyens adéquats. Le Pouvoir Populaire construira des stades, gymnases, piscines, et autres équipements sportifs. Il définira et appliquera une politique de formation de personnels d'encadrement sportif en grand nombre et de qualité.

27. - L'Education Physique et Sportive fera partie intégrante du système d'enseignement. La pratique du sport à l'école (du primaire à l'université) sera une obligation et un droit.

28. - Le Sport de haut niveau sera également développé, toujours en combattant tout chauvinisme dans la pratique sportive. Même en compétition, et même de très haut niveau, le sport doit rester un loisir pour les jeunes Kamerunais.

29. - L'organisation du Sport devra être démocratique. Elle sera soustraite des combines et tripotages des bourgeois désœuvrés et autres aventuriers. Car pour ces gens-là, le sport n'est qu'un moyen de plus pour gagner de l'argent. Les pratiquants de chaque sport devront être les plus importants à la tête des organismes de direction du sport en question.

V. - LIBERER REELLEMENT LA FEMME KAMERUNAISE

A - PROBLEMES GENERAUX DES FEMMES

1. - Le régime populaire appliquera intégralement la « CHARTE NATIONALE DES FEMMES KAMERUNAISES ».

2. - Les brutalités et sévices corporels contre les femmes devront être sévèrement punis.

L'exploitation, les humiliations et autres pratiques rétrogrades que les veuves subissent de la part de la famille de leurs maris défunts seront proscrites et sévèrement punies.

B - FAMILLE ET POPULATION

3.- Elaborer un Code de la Famille conforme aux exigences de la Transition au Socialisme.

La société kamerunaise de transition au socialisme assumera pleinement ses responsabilités en matière d'éducation de l'enfance. Elle considèrera comme un de ses devoirs essentiels la protection des enfants kamerunais contre TOUTE AGRESSION EVENTUELLE, Y COMPRIS PAR LEURS PROPRES PARENTS. Le Pouvoir Populaire ne saurait prétendre prendre les enfants aux familles. Mais il s'opposera à l'hypocrisie bourgeoise, qui prétend que l'éducation des enfants n'est qu'une affaire privée de la famille, alors que la réalité sociale la plus élémentaire prouve le contraire.

4.- Malgré sa démagogie, le régime bourgeois de l'UNC ne mène aucune politique nataliste sérieuse.

Or, notre pays est assez vaste, et il manque de bras. Les négriers ont dépeuplé l'Afrique. Pourtant, aujourd'hui, ils reprennent sans aucune honte les thèses infâmes de Malthus (80). **Et leurs griots, soi-disant experts, racontent partout que la misère en Afrique a pour cause un trop grand nombre de naissances. Tout cela pour cacher la vérité, à savoir que la misère en Afrique a pour cause première le pillage de nos richesses par les impérialistes aidés par les bourgeois africains.**

LE KAMERUN POPULAIRE rejettera catégoriquement ce thèses réactionnaires et foncièrement racistes des impé rialistes et des négriers. En conséquence, le Pouvoir Popu laire devra mettre en œuvre la politique sociale hardi définie plus haut. Car c'est la seule politique qui perme tra le nécessaire accroissement réel de la population d notre pays.

VI. - CULTURES ET LANGUES NATIONALES

1. - Aucune libération réelle n'est possible sans un déve loppement authentique de nos cultures africaines. C développement ne signifie pas retour automatique a passé. Car toute culture évolue avec la société tou entière. Mais aucune tentative malhonnête de soi-disan « Culture universelle » (81) ne saurait tromper les Peu ples Africains.

Le Pouvoir Populaire devra donc mener une œuvr culturelle grandiose. Cette œuvre devra aller dans le sen de la LIBERATION par rapport à la culture capitalist bourgeoise décadente, et par rapport à toute dominatio étrangère. Il s'agira d'aller dans un sens conforme l'objectif du socialisme, dans le sens d'un changemen révolutionnaire des rapports sociaux.

2. - Pour chaque Peuple, la base de toute politique d libération culturelle nationale réelle, de tout développe ment culturel socialiste, c'est l'utilisation de SA LANGUE Sans LANGUE NATIONALE, IL N'Y A PAS DE CULTUR NATIONALE LIBRE. Aucun mensonge, aucun subterfuge n peut cacher cette vérité simple mais fondamentale, mêm si un tel mensonge est soutenu par des Africains progres sistes. Le Kamerun est multinational, c'est-à-dire form

de plusieurs nationalités (ethnies) qui ne sauraient être discriminées.

Pour toutes ces raisons, le Pouvoir Populaire devra appliquer une politique linguistique fondée sur les principes suivants :

1°/ Constater clairement que le français et l'anglais sont, pour notre Peuple, des langues étrangères, des langues de pays impérialistes, colonialistes et néo-colonialistes.

2°/ Ne pas imposer de langue à une nationalité (ethnie) kamerunaise quelconque. Chaque nationalité doit pouvoir garder sa langue.

3°/ En même temps, dans une première phase, encourager l'éclosion et le développement de langues régionales de communication.

4°/ Commencer immédiatement le travail de recherche pour une langue à l'échelle de tout le pays, en ayant en vue l'Unification Africaine.

5°/ Les langues nationales doivent entrer systématiquement dans l'enseignement et dans toute la vie sociale (cinéma, théâtre, livres, journaux...).

3. - Pour l'application concrète de cette politique, le schéma suivant pourra être suivi :

1°/ Dès l'installation du Pouvoir Populaire, des recherches devront être entreprises pour pouvoir écrire les langues des diverses nationalités kamerunaises.

2°/ La langue de chaque nationalité doit rapidement être introduite dans l'enseignement primaire, comme langue d'enseignement et comme objet d'étude.

3°/ A terme, l'objectif est d'avoir une langue africaine de communication à l'échelle de tout le pays. **Elle sera choisie parmi les langues nègres susceptibles de devenir Panafricaines, même si elle n'est pas kamerunaise.**

4. - Dans un premier temps, les deux langues étrangères des pays colonialistes et néo-colonialistes pourront encore servir, en même temps que sera lancée la politique énoncée ci-dessus.

5. - Toutes les superstitions rétrogrades seront combattues. En particulier celles qui ont été introduites dans notre pays par l'étranger.

Les sociétés secrètes et autres sectes non déclarées, toujours noyautées par les services secrets impérialistes, seront également combattues.

6. - Récupération de toutes les richesses culturelles nationales pillées par les négriers et tous les impérialistes au cours des derniers siècles.

7. - Développer un théâtre, un cinéma, une littérature et des arts nationaux et populaires.

8. - Garantir la liberté de création artistique. Laisser les masses populaires juges de la production artistique. Combattre toute tentative de définir ou imposer un « art officiel ». Mais combattre aussi tout ce qui, sous prétexte de « culture universelle », vise en réalité à soumettre les Peuples Africains à la culture d'autrui.

9. - Développer une coopération culturelle réelle avec tous les Peuples et pays qui acceptent de le faire.

VII. - MENER UNE POLITIQUE POPULAIRE ET NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE L'EDUCATION

A - PRINCIPES GENERAUX

1. - Dans le Kamerun Populaire sous la direction du MANIDEM conduit par l'UPC, l'école sera entièrement gratuite à tous les niveaux. Elle sera obligatoire de 4 à 16 ans au moins.

2. - L'enseignement sera laïc, national, totalement et exclusivement aux mains et à la charge de l'Etat populaire.

3. - Il faut que l'analphabétisme disparaisse de notre pays, dans les délais les plus brefs. Les étudiants et élèves devront être mobilisés à cette tâche grandiose d'intérêt national et populaire.

La campagne d'alphabétisation sera menée à l'échelle de tout le pays, selon des méthodes scientifiques, avec un encadrement et une organisation efficaces, avec des moyens suffisants assurés par l'Etat. Elle n'aura rien de commun avec les improvisations du genre « l'école sous l'arbre » qui, malgré la bonne volonté de la population et des jeunes en particulier, ont lamentablement échoué à cause du sabotage du régime obscurantiste et anti-peuple de l'UNC.

4. - Rendre le contenu de l'enseignement radicalement indépendant du néo-colonialisme d'où qu'il vienne. Les Programmes et le contenu de l'enseignement devront être

complètement changés. On révisera tous les « Accords » signés par Ahidjo et sa clique de l'UNC avec leurs maîtres en matière d'enseignement.

5. - La forme de l'enseignement aussi devra changer radicalement. Les rapports entre enseignants et enseignés, des enseignants entre eux, de l'administration scolaire avec les enseignants et les enseignés devront changer également. Les rapports des parents d'élèves avec les catégories ci-dessus citées devront aussi changer.

A tous les niveaux, les établissements scolaires seront démocratiquement administrés. Les parents d'élèves, les élèves, les enseignants et les autres travailleurs participeront aux organes de gestion et d'administration des établissements selon des modalités définies par l'Etat après consultation démocratique des organisations représentatives.

6. - **Dans toute l'école moyenne (10 à 16 ans en gros), l'enseignement théorique et l'enseignement pratique devront être intimement liés et obligatoires pour tous les jeunes kamerunais.** Il s'agira de briser le mur entre l'enseignement « théorique général » (pour une « élite »), et l'enseignement technique (réservé aux « moins bons »). Tous les enfants kamerunais devront suivre le même enseignement au moins jusqu'à 16 ans.

A partir de l'Ecole Moyenne, les élèves et étudiants pourront participer chaque année, pendant une certaine période, à la production, dans les fermes et coopératives d'Etat ou dans les entreprises nationalisées (et en aucun cas dans des plantations privées), seuls ou aux côtés des travailleurs selon la nature du travail, l'âge et la formation des élèves et des étudiants.

7. - Dans son contenu comme dans sa forme, l'enseignement devra faire largement appel aux facultés créatrices et de réflexion des jeunes.

Pour cela, les maîtres devront avoir reçu et continuer de recevoir une formation adéquate. Ils devront disposer de bonnes conditions de travail (locaux, horaires, effectifs de classes, etc...) pour leur permettre de donner le meilleur d'eux-mêmes. **Dès que les conditions le permettront, ils devront participer chaque année, pendant une certaine période, à la production dans des entreprises nationalisées aux côtés des ouvriers.**

8. - L'enseignement devra cesser d'être un instrument de sélection sociale. Il devra devenir un moyen d'épanouissement des citoyens pour leur permettre de contribuer efficacement à la Révolution populaire. **La formation révolutionnaire des jeunes fera partie de leur éducation.**

9. - On ne négligera pas les disciplines à dominante littéraire. Mais, en raison des nécessités du développement des forces productives pour satisfaire les besoins du Peuple, la priorité sera accordée aux disciplines scientifique et technique. Il s'agit des disciplines technologiques, des mathématiques pures et appliquées, de la physique, de la chimie, la géologie, la biologie, de l'agronomie, l'économie, la médecine et la pharmacie, etc...

On développera notamment l'étude de l'Histoire de l'AFRIQUE, dans une optique scientifique. **On mettra en évidence les innombrables crimes de falsification de l'Histoire de l'Afrique, commis par les négriers, les impérialistes, toute la réaction et leurs complices.** On étudiera la Géographie de l'AFRIQUE afin que les jeunes Kamerunais connaissent bien leur patrie.

10. - Les travailleurs pourront accéder à l'école à tous les niveaux, université comprise. Le système d'enseignement devra être organisé de manière à garantir ce droit et cette possibilité.

B - LES MOYENS DE LA POLITIQUE POPULAIRE DE L'ENSEIGNEMENT

11. - Former des maîtres en nombre suffisant et de qualité, à tous les niveaux.

Les enseignants devront se recycler périodiquement à tous les niveaux. Ils auront la possibilité de poursuivre leur formation universitaire.

12. - Construire, partout où c'est nécessaire, des établissements scolaires de tous les niveaux, de l'école maternelle à l'université. Les orientations de départ seront :

1°/ Des écoles maternelles et des crêches partout où cela est nécessaire pour les enfants. Cela permettra une participation efficace des parents aux tâches de production.

2°/ Tout groupe de hameaux ou de petits villages proches, tout village, tout quartier de ville, doit avoir son école bien équipée.

3°/ Tout groupe de villages proches, toute petite ville suffisamment peuplée, tout quartier de grande ville doit avoir au moins un petit établissement secondaire bien équipé.

4°/ Chaque arrondissement (ou ce qui le remplacera) doit avoir au moins un grand établissement secondaire bien équipé.

13. - Notre Peuple doit être uni. A l'école moyenne, de grands établissements scolaires, où se rassemblent par centaines et milliers les jeunes kamerunais, devront aussi contribuer à réaliser cette unité. Le système des internats et des cités universitaires y contribuera aussi.

Par conséquent, le Pouvoir Populaire généralisera les grands établissements au niveau des départements et des villes. Il développera les internats et cités universitaires pour les jeunes kamerunais, qui apprendront ainsi à vivre ensemble dès l'adolescence.

Dans les internats et cités universitaires, la vie sera démocratique. Les élèves et étudiants éliront librement des Comités qui participeront à la gestion.

15. - Un système de transport spécial sera développé pour les enfants allant à l'école ou revenant de l'école, partout où ce sera nécessaire.

15. - Si les fournitures scolaires ne sont pas gratuites, l'école ne peut pas être gratuite. Pour que l'Etat puisse donner les fournitures gratuitement aux enfants dans les écoles, il est nécessaire **que les livres et autres fournitures soient fabriqués au Kamerun même.** Le Pouvoir Populaire démarrera donc une politique en ce sens. Il pourra aussi participer à la mise sur pied d'une telle politique à l'échelle africaine, au moins régionale.

16. - La construction de bibliothèques sera développée dans les écoles et en dehors des écoles.

17. - Une politique audacieuse de recherche scientifique et technique sera développée.

VIII. - LUTTER SANS RELACHE POUR L'UNITE AFRICAINE

1. - Toute l'Histoire de l'AFRIQUE a largement prouvé la profonde UNITE des Peuples Africains. La période néo-coloniale actuelle confirme la justesse fondamentale des thèses du PANAFRICANISME. **La lutte des Peuples Africains démontre la nécessité de l'Unité de l'AFRIQUE.**

Désormais, seuls les impérialistes, les négriers, la bourgeoisie néo-coloniale africaine et toutes sortes de forces réactionnaires, ont intérêt au maintien de la division des Peuples Africains.

En matière de PANAFRICANISME, les positions fondamentales de la petite bourgeoisie nationaliste africaine ont fait la preuve de leur totale inconsistance. Cette classe s'est alignée sur les thèses bourgeoises de l'unification de l'Afrique par des voies économistes (82) **et diplomatiques.**

La faillite de l'OUA est désormais notoire, avérée, et impossible à cacher. Cette faillite est l'expression la plus flagrante de l'impuissance du Panafricanisme petit-bourgeois.

C'est pourquoi, dans le cadre même de la lutte révolutionnaire contre le néo-colonialisme, il est nécessaire d'avoir des positions Panafricaines conséquentes. Dans toute la mesure du possible, et en tous cas dès que les conditions le permettent, la lutte du Peuple Kamerunais au sein du MANIDEM conduit par l'UPC, doit s'inscrire dans une stratégie révolutionnaire panafricaine.

2. - **Le Panafricanisme Révolutionnaire ne doit pas se limiter à une « solidarité ».** Le MANIDEM lutte et doit lutter sans relâche, pour que les travailleurs kamerunais placent toujours clairement l'Indépendance réelle et la

Transition au Socialisme dans notre pays, dans le cadre d'une AFRIQUE POLITIQUEMENT UNIE.

Le KAMERUN, aussi bien en lutte contre le néo-colonialisme qu'après la victoire du MANIDEM conduit par l'UPC, fera tout son possible pour que naisse l'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES D'AFRIQUE.

3.- Dans la perspective de l'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES D'AFRIQUE, le Pouvoir Populaire saisira toutes les occasions adéquates pour apporter la contribution active du KAMERUN à la définition et à la mise en œuvre d'une politique d'intégration économique révolutionnaire de l'AFRIQUE.

4.- Apporter un soutien constant et dynamique aux Peuples Africains en lutte contre l'impérialisme, le néo-colonialisme et la réaction, le racisme et les dictatures bourgeoises africaines, pour l'Indépendance réelle, le Socialisme et l'Unité Politique de l'Afrique.

5.- Apporter une contribution dynamique à l'adoption d'une langue nègre panafricaine de communication.

IX.- MENER UNE POLITIQUE EXTERIEURE INDEPENDANTE, CONFORME AUX INTERETS DES PEUPLES AFRICAINS, DU SOCIALISME ET DE LA PAIX DANS LE MONDE

1.- Combattre toute tentative de tutelle étrangère sur notre pays, dans quelque domaine que ce soit.

Pour cela, développer l'esprit de sacrifice de notre Peuple, et compter avant tout sur notre propre force.

2. - Dénoncer tous les Traités Inégaux néo-coloniaux signés par les traîtres de l'UNC, dans toutes leurs dispositions qui vendent notre pays à l'étranger.

3. - Ne jamais accepter de base militaire étrangère sur notre sol. N'appartenir à aucun bloc militaire. Ne jamais accepter que notre pays serve de base d'agression contre un Peuple quelconque.

4. - Développer dans tous les domaines l'amitié et la coopération avec tous les pays qui le désirent, notamment avec les forces du socialisme, de la Révolution, de la démocratie réelle et de la paix dans le Monde entier.

TROISIEME PARTIE

REVENDICATIONS IMMEDIATES POUR LES TRAVAILLEURS ET LE PEUPLE

Les mesures révolutionnaires contenues dans la DEUXIEME PARTIE de ce PROGRAMME ne peuvent évidemment être réalisées que par un **Régime Populaire.** Elles exigent que le Pouvoir soit aux mains des travailleurs. Le régime bourgeois de l'UNC ni aucun autre régime bourgeois, ne peuvent les réaliser.

Mais les conditions de vie du Peuple sont lamentables. **Il faut se battre pour qu'elles soient améliorées tout de suite. Il faut élargir les conditions politiques dans lesquelles vivent et luttent les masses populaires kamerunaises. Il faut que notre Peuple jouisse dès maintenant de plus de liberté.**

C'est pourquoi le COURANT du MANIDEM estime absolument nécessaire de développer et d'intensifier, dès maintenant, une vaste campagne. Cette campagne doit se mener autour de **revendications concrètes et précises. Ces revendications doivent être satisfaites par le régime UNC. Les moyens économiques existent dans notre pays pour cela. Le régime de la bourgeoisie ne doit pas, et ne peut pas se dérober à la nécessité de satisfaire ces revendications parfaitement légitimes du Peuple Kamerunais.**

Ces revendications tournent autour des questions principales et immédiates qui touchent à la vie quotidienne de tous les Kamerunais.

I. - ASSEZ D'INGERENCE ETRANGERE DANS L'ARMEE !

1. - Suppression de la Mission Militaire Française (83) Indépendance pour l'Armée Kamerunaise !

2. - Suppression des « conseillers techniques » dans l'a mée, la gendarmerie et la police ! Les officiers kamer nais ne sont pas des enfants. Certains ont fait les même écoles militaires que ces « conseillers » français. D'a tres ont fait les mêmes guerres que ces « conseillers Alors, que peuvent leur apprendre de tels « conseillers »

3. - Fin des pratiques tribalistes et régionalistes dan l'armée, la gendarmerie et la police ! Promotion des gen selon le mérite !

II. - HALTE A LA CORRUPTION ET AU FAVORITISME ! ASSEZ DE DICTATURE ET D'ARBITRAIRE !

1. - La corruption doit cesser dans l'Administration. **Tou les « grands types » qui détournent des millions pour s'en richir sur le dos du Peuple doivent être frappés par de peines d'emprisonnement sévères.** Il est démagogique d s'attaquer uniquement aux petits fonctionnaires auteur de tout petits détournements. Pire encore, il est crimine de condamner à mort de jeunes gens que la misère poussés à prendre une boîte de sardines ou un morcea de pain. Ces condamnations à mort sont des assassinat purs et simples.

2. - Il faut combattre fermement le favoritisme. On en assez du piston partout ! Dans les services ouverts a

public, les gens doivent être servis sans qu'il soit tenu compte que ce sont des « grands types » ou non. Les gens doivent être servis chacun à son tour : les premiers arrivés doivent être servis les premiers, « grand type » ou pas « grand type ».

3. - Assez d'arrestations arbitraires ! Personne ne doit être arrêté sans une accusation précise et publiquement formulée !

Pas de détention arbitraire ! Toute personne arrêtée et accusée doit rapidement être traduite devant un tribunal ! Elle doit avoir la possibilité pleine et entière de choisir ses défenseurs !

4. - Assez de tortures ! Assez de brutalités policières ! A l'époque coloniale déjà, les Kamerunais luttaient contre les tortures infligées aux patriotes par les colons. Maintenant, 20 ans après l'indépendance, des Kamerunais torturent d'autres Kamerunais qui n'ont commis aucun crime, n'ont rien volé. **L'UNC et son SEDOC sont pires que les colonialistes !**

Tous les auteurs de brutalités et tortures doivent être sévèrement châtiés ! Le SEDOC doit disparaître avec ses BMM et ses mouchards !

5. - Les droits les plus élémentaires de la personne humaine sont bafoués ! La liberté de la presse n'existe pas. La liberté d'opinion n'existe pas. La liberté syndicale n'existe pas. La liberté d'association n'existe pas. Le vote n'est pas libre. La liberté de faire grève n'existe pas pour les travailleurs. Le secret de la correspondance n'est pas respecté. **En fait il n'y a acune liberté. Nous vivons sous un régime dictatorial de la pire espèce.**

Il faut lutter pour toutes ces libertés, qui sont pourtant « garanties » par une « Constitution » foulée aux pieds par l'UNC elle-même.

6.- Aucun parti ne doit imposer sa carte comme pièce officielle d'identité. La carte de l'UNC doit cesser d'être exigée lors des contrôles d'identité. **A bas la carte des ventrus que presque personne ne prend même librement !**

III.- UNE AUTRE POLITIQUE SOCIALE EST IMMEDIATEMENT NECESSAIRE ET POSSIBLE !

Sans lutte, il n'y aura jamais rien pour les travailleurs sous l'UNC. C'est pourquoi il faut tout de suite se battre pour les revendications suivantes. Leur satisfaction est matériellement possible et rapidement. Il suffit que le régime, dont les « grands types » roulent sur l'or et se baignent dans l'alcool et la luxure, prennent l'argent là où il se trouve.

A - REVENDICATIONS POUR TOUTE LA POPULATION

1.- Suppression totale des impôts pour toutes les personnes ayant un revenu inférieur à 50 000 F CFA par mois.

Plus d'impôts pour une personne sans emploi ! La vie est déjà impossible comme ça avec un tel revenu, à cause de la hausse des prix que le gouvernement bourgeois UNC est incapable de contrôler.

2. - Gratuité totale des soins médicaux (consultations, médicaments, ...) pour tous les Kamerunais ayant un revenu inférieur à 100 000 F CFA par mois. Ce système sera financé par les patrons capitalistes à travers une taxe. L'Etat paiera la taxe pour ses propres employés. En ce qui concerne les travailleurs du secteur privé, la taxe, payée pour chaque salarié par son employeur, sera proportionnelle au chiffre d'affaires de l'entreprise.

Institution immédiate d'une sécurité sociale pour tous les salariés qui ont un salaire de plus de 100 000 F CFA par mois. La cotisation sera payée en partie par les salariés, et en partie par les employeurs, y compris l'Etat. Chaque salarié paiera lui-même 20 % du montant de sa cotisation, et son employeur paiera 80 %.

3. - Gratuité totale des études, des frais d'internat et des fournitures scolaires pour tous les jeunes Kamerunais dont les parents ont un revenu inférieur à 100 000 F CFA par mois.

Plus de classe ayant plus de 30 élèves, ni dans le primaire, ni dans le secondaire !

Meilleure formation des maîtres, en nombre et en qualité ! Les enseignants ONT DROIT à la formation, car leur métier est difficile ! Il faut de bonnes conditions de travail aux enseignants !

Le gouvernement et ses grands fanfarons de « grands types » doivent favoriser une atmosphère de travail et de sérieux dans les écoles, au lieu de donner l'exemple de la débauche aux jeunes ! Assez de chercher des boucs-émissaires parmi les enseignants face aux échecs scolaires, alors qu'en même temps le régime fait tout pour convaincre les jeunes qu'on réussit plus facilement par les combines et la débauche !

4. - Construction par l'Etat et les capitalistes,, **d'au moins** 20 000 logements décents par an, pour les travailleurs modestes et leurs familles. Leurs loyers ne doivent pas dépasser le quart du salaire minimum.

5. - Halte à la spéculation immobilière des gros bourgeois parvenus tels que : El Hadj ONANA Awana, Abdou Youssouf EPEE NGANDO André Michel, Adamou FOUDA MBARGA André, Petit MBARGA MBOA dit Le Prodigue, SOPPO PRISO Le Roublard, Frank Capone NASSOUROU et son maître BARBATOURA BIRAWANDU, Sakéo MONGO SOT, Aurélien-le-bien-peigné ETEKI MBOUMOUA, Mangeur-de-porc TANKO KONGO HASSAN, etc...

6. - **Création d'au moins 50 000 emplois par an, en priorité dans l'industrie et l'agro-industrie.** Pour un pays de 8 millions d'habitants, 1 million et demi de chômeurs, C'EST TROP !

7. - Développement véritable des cultures vivrières pour nourrir la population qui souffre de pénurie alimentaire.

Interdiction rigoureuse de toute exportation de produits vivriers et de viande, alors que le Peuple a faim. Les gros bourgeois qui exportent la nourriture pour gagner gros au GABON et ailleurs doivent être sévèrement châtiés. Et pas seulement par des mensonges dans le journal malhonnête de l'UNC « Cameroon Tribune » ! A bas les affameurs du Peuple !

8. - Il faut une grande rigueur dans le contrôle des prix et la répression de la contrebande. Les coupables et complices, qui sont pour la plupart dirigeants de l'UNC, doivent être publiquement dénoncés et sévèrement châtiés.

9. - Création de Conseils de Parents d'élèves, démocratiques et indépendants de tout parti politique, dans toutes

les écoles primaires, tous les collèges et tous les lycées. Ces Conseils doivent avoir pouvoir de décision sur les problèmes administratifs, financiers et matériels de l'établissement, notamment : uniforme, financement des constructions, entretien des locaux, sévices corporels sur les élèves, fournitures, dispositions des horaires, etc...

10. - Fermeture immédiate de tous les établissements et autres lieux pratiquant la ségrégation contre les nègres, ouverte ou déguisée. On ne peut prétendre combattre l'apartheid en Afrique du Sud et le laisser se développer au Kamerun.

B - REVENDICATIONS POUR LES TRAVAILLEURS SALARIES

11. - Fixation d'un salaire minimum pour les ouvriers de tous les secteurs y compris les ouvriers agricoles, tous les salariés semi-prolétaires, les petits employés et les petits fonctionnaires.

Ce salaire minimum doit être d'au moins 25 000 F CFA (valeur au 1er juillet 1978) par mois pour 40 heures de travail par semaine. Il doit être mobile et indexé sur les hausses des prix. Il devra donc être remis à jour au moins une fois tous les 6 mois, afin que le pouvoir d'achat des travailleurs soit au moins maintenu.

12. - Les salaires les plus élevés ne doivent pas dépasser 10 fois les salaires les plus bas. L'éventail actuel des salaires, qui permet à des satrapes (PDG et autres Gouverneurs) de gagner parfois jusqu'à 100 fois le salaire de l'ouvrier, est scandaleux ! A bas les satrapes !

13. - La journée de travail des salariés ne doit pas durer plus de 8 heures ni pour les hommes, ni pour les femmes, ni pour les ouvriers des usines, chantiers, les dockers, cheminots, mineurs..., ni pour les ouvriers agricoles (CDC, OCB, SOCAPALM, SAFA, etc...).

14. - Amélioration, aux frais des employeurs, des **conditions de sécurité** pour les ouvriers et les ouvrières des usines, transports, mines, chantiers, ainsi que des ouvriers et ouvrières agricoles. Institution d'infirmeries dans toutes les entreprises.

15. - Abolition de tout travail de nuit, sauf pour les travailleurs de la santé, de l'énergie et des transports, dans des cas précis et de nécessité. En cas de travail de nuit, le salaire correspondant devra être déterminé d'un **commun accord** par les travailleurs et les employeurs, en plus des primes spéciales obligatoires à verser par l'employeur au travailleur.

16. - Interdiction de faire travailler les jeunes comme ouvriers (usines ou plantations) avant l'âge de 18 ans.

17. - Légalisation et application dans les faits, du droit de grève et de toutes les libertés syndicales pour tous les travailleurs de tous les secteurs d'activité, ainsi que pour les étudiants.

18. - Paiement intégral des journées d'arrêt de travail pour cause de maladie et d'accident du travail, aux travailleurs salariés, sur présentation d'un certificat médical, sans besoin d'aucun autre justificatif.

19. - Libre élection des délégués du personnel dans les entreprises, au scrutin secret, et sans listes imposées ni « proposées » par l'UNTC, l'UNC ou le gouvernement.

20. - Constitution de véritables Comités d'Entreprise aux mains des travailleurs.

21. - Immunité des représentants des travailleurs dans l'exercice de leur fonction, quelles que soient les opinions émises dans ce cadre.

22. - A travail égal, salaire égal ! Plus aucune discrimination, ni contre les femmes, ni contre les jeunes en matière de salaire !

23. - Institution de cantines d'entreprises pour permettre aux travailleurs de se restaurer à midi. Ces cantines devront être construites obligatoirement par les entreprises d'Etat ou privées. L'Etat doit refuser le permis de s'installer ou de continuer à fonctionner à toute entreprise qui n'assure, directement ou indirectement, aucune cantine à ses employés. Le prix des repas doit être modique. Institution d'infirmeries obligatoires dans toutes les entreprises.

24. - Développement de transports collectifs pour les travailleurs pour aller au travail et en revenir. Ces transports devront être aux frais des employeurs.

C - REVENDICATIONS POUR LES PAYSANS

25. - Transformation du FONADER (Fonds National de Développement Rural) en une banque réellement paysanne.

Jusqu'ici, le FONADER n'a été qu'une banque de bourgeois qui veulent développer de grosses exploitations agricoles ou qui veulent rouler en mercédès à Yaoundé.

Une telle transformation du FONADER exige les mesures suivantes :

1°/ Il faut cesser de donner les crédits du FONADER aux gouverneurs, préfets, sous-préfets, officiers supérieurs,, secrétaires généraux et autres satrapes. **Tout l'argent du FONADER aux paysans pauvres et moyens !**

2°/ Participation de Comités Autonomes de paysans pauvres et moyens à la gestion paritaire du FONADER. Ces Comités paysans devront se constituer librement, sans aucune ingérence de l'UNC ni de l'UNTC.

3°/ Pour la constitution efficace de ces Comités paysans, le regroupement libre des paysans est nécessaire, avec des investissements pour moderniser leurs exploitations. Le gouvernement doit fournir ces sommes aux paysans pauvres et moyens.

26. - Halte à l'expropriation des paysans pauvres et moyens par le gouvernement !

27. - Halte à la spéculation foncière ! Il faut que les bourgeois cessent leurs combines et manigances sur les terres ! Plus une parcelle de terre paysanne ne doit tomber aux mains des bourgeois !

28. - Halte aux vols caractérisés des gros bourgeois terriens et commerçants contre les paysans : bascules truquées lors des pesées du cacao, du café, ... ; mensonges sur la soi-disant mauvaise qualité des produits, notamment du cacao, du café et des bananes, etc...

29. - Pour que les Caisses de stabilisation des prix du cacao et du café cessent d'être des « trucs » mensongers, il faut :

1°/ Que les prix de ces produits soient effectivement indexés par le gouvernement sur les prix des denrées qu'achètent les paysans. De sorte que, chaque fois que les prix de ces dernières montent sensiblement, les Caisses montent aussi les prix du cacao et du café.

2°/ Que les Caisses de stabilisation soient au moins généralisées à tous les principaux produits.

30. - Suppression totale des impôts pour les paysans pauvres et moyens Kamerunais, qui n'ont pratiquement aucun revenu sérieux.

D - REVENDICATIONS SPECIFIQUES POUR LES FEMMES

31. - Halte à toute discrimination contre les femmes, dans quelque domaine que ce soit !

32. - Punition sévère, dès qu'il y a plainte,, contre les « grands types » qui fomentent la débauche et entretiennent la prostitution des jeunes fillettes kamerunaises.

33. - Instauration d'un congé de maternité, avec salaire intégral, pour les femmes salariées, pendant 14 semaines au minimum. Emploi garanti après le congé de maternité.

34. - Instauration d'une allocation d'accouchement de 10 000 F CFA, à la naissance de l'enfant, à toute mère kamerunaise, dans l'un ou l'autre des cas suivants :

— mère célibataire non salariée ;

— mère salariée dont le revenu est inférieur à 50 000 F CFA par mois, quand elle n'est pas mariée ;

— mère mariée, mais dont le ménage a un revenu total inférieur à 50 000 F CFA par mois.

Le but de cette prime est d'aider la mère et les familles à se procurer le minimum d'équipement pour l'enfant. Car cet enfant est le travailleur kamerunais de demain, et il est normal que le pays s'en occupe dès sa naissance.

35. - Possibilité, pour la mère salariée, d'obtenir sans tracasseries un congé spécial payé si son enfant est malade. Dans ce cas, le patron capitaliste ne doit pas du tout menacer la mère de licenciement.

36. - Abolition de la dot. Si les familles des mariés veulent, à l'occasion du mariage, se réunir et faire une fête, cela n'est que très normal, mais n'a rien à voir avec la vente et l'achat, comme une marchandise, de la femme.

37. - Liberté pour toute femme (comme pour tout homme) de divorcer, qu'elle soit en mariage polygamique ou non, si elle en manifeste le désir. Il faut que cessent les mesures vexatoires et autres tracasseries administratives contre les femmes qui veulent divorcer.

38. - Il faut qu'une lutte résolue soit engagée et intensifiée contre le proxénétisme, par le gouvernement.

39. - Possibilité, sur avis médical, de se procurer, dans les hôpitaux publics, des moyens contraceptifs.

LEXIQUE

Après chaque note, se trouve un renvoi à la page du texte où se trouve pour la première fois le mot ou l'expression expliqué dans la note, ainsi que les notes dont la lecture permet une meilleure compréhension de celle qu'on est en train de lire.

1.- Socialisme, Transition au Socialisme.

Le « Socialisme » est une doctrine sociale qui s'est développée à la fin du 18e siècle et au début du 19e. Cette doctrine est apparue en même temps que l'industrie moderne, et les deux classes sociales qui sont attachées à cette dernière : la bourgeoisie d'un côté et le prolétariat (les ouvriers) de l'autre. Malgré leur diversité, toutes les variantes du Socialisme prônent la nécessité d'une société de justice sociale. Mais comment parvenir à cette société de justice ? Diverses réponses furent apportées à cette question capitale.

— Les SOCIALISTES UTOPISTES imaginèrent des sociétés idéales, mais sans donner les moyens de les réaliser. De ce fait, leurs théories, tout en étant généreuses, ne dépassèrent guère le stade du cri de révolte contre les injustices de la société bourgeoise. Les plus connus d'entre eux furent SAINT-SIMON (1760-1825), Charles FOURIER (1772-1837) et Robert OWEN (1771-1858).

— Le SOCIALISME SCIENTIFIQUE, élaboré à partir du milieu du 19e siècle par Karl MARX (1818-1883) et son

ami Friedrich ENGELS (1820-1895), aborde le problème d'une manière totalement différente. Sans chercher à imaginer « dans la tête » une société idéale, il part d'une analyse concrète et minutieuse de la société capitaliste, la société réelle. Comme l'avaient déjà fait d'autres auteurs, les théoriciens du Socialisme Scientifique constatent un fait fondamental. C'est l'opposition entre les classes possédantes et exploiteuses (en tête la bourgeoisie) d'un côté et les classe non-possédantes et exploitées (en tête le prolétariat) de l'autre côté. Cette opposition se traduit par une lutte permanente entre ces deux camps : la lutte des classes. Le Socialisme Scientifique démontre alors qu'une société plus juste ne pourra naître que de la société actuelle, et non de l'imagination de quelque penseur, même très génial. Cette naissance sera nécessairement le résultat de la lutte des classes. Elle découlera de la victoire de la classe ouvrière et de ses alliés, sur la bourgeoisie et ses complices, A TRAVERS UNE REVOLUTION SOCIALE. Cette Révolution ouvrira le chemin à une société nouvelle : LA SOCIETE COMMUNISTE.

La Première révolution ouvrière qui remporta la victoire dans l'Histoire fut « La Commune de Paris », en France. Elle arracha le pouvoir politique à la bourgeoisie française en 1871. Mais elle perdit le pouvoir quelques mois seulement après, faute d'expérience et surtout de fermeté suffisante vis-à-vis des réactionnaires bourgeois qui remirent en place leur système.

C'est la « Révolution Socialiste d'Octobre 1917 » en Russie, qui concrétisa pour la première fois, de façon durable, les découvertes et la théorie géniales de MARX et ENGELS. Cette Révolution fut menée par les ouvriers et paysans pauvres russes, guidés par le Parti bolchévik dirigé par Vladimir Ilitch OULIANOV, plus connu sous son nom de clandestinité de Lénine (1870-1924). Lénine a apporté des éléments décisifs dans le développement de

la théorie de MARX et ENGELS. C'est pourquoi, depuis, le Socialisme Scientifique est encore appelé le « Marxisme-léninisme ».

« Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de TRANSITION POLITIQUE où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat », disait Karl MARX. C'est la société de cette période de TRANSITION qui est appelée la SOCIETE SOCIALISTE, ou encore couramment LE SOCIALISME.

Mais le KAMERUN est un pays néo-colonisé. Son capitalisme n'est encore qu'au début de son développement. Pour cette raison parmi d'autres, le passage au socialisme lui-même nécessite une période de transition. Ce sera la « période de transition au Socialisme ».

— Voir page 9. Voir aussi les notes n°s 7, 13 (classes et lutte des classes). Egalement, pages 45-46, point 6.

2. - Néo-colonialisme.

Par Néo-Colonialisme, ou Colonialisme Nouveau, on entend un ensemble de mesures étatiques ou para-étatiques, mises en œuvre par les pays impérialistes. Ceux-ci peuvent agir ainsi, individuellement ou collectivement, qu'ils soient ou non d'anciennes métropoles coloniales. Dans ce système néo-colonial, les pays sous-développés et leurs Peuples jouissent alors simplement d'une souveraineté internationale de façade. Tandis que les mesures néo-coloniales visent à maintenir ou réduire les pays dominés à la situation de simple source du bien-être et de la puissance économique, militaire et culturelle des pays capitalistes industrialisés. (Ici, para-étatique signifie : dont l'Etat n'assume pas publiquement la responsa-

bilité ; tels par exemple : coups d'Etat fomentés par ses services spéciaux, débarquement de mercenaires...).

On peut distinguer 4 formes spécifiques de Néo-Colonialisme, qui peuvent exister indépendamment les unes des autres, dans différents pays, mais qui peuvent aussi exister ensemble, en même temps dans un seul et même pays.

1°/ Le Néo-Colonialisme métropolitain : c'est celui qui caractérise les relations néo-coloniales (quand elles existent), entre une ancienne puissance coloniale et ses anciennes possessions. L'indépendance de ces dernières est alors réduite à la mise en place d'un Etat fantoche. Les anciens colonisateurs s'habillent en discrets « assistants techniques et conseillers ». Les mécanismes de la domination politique prennent le nom vertueux de « coopération ». Quant à l'emprise économique, militaire et culturelle de l'ancienne métropole, elle reste la même pour l'essentiel, et parfois même, se trouve aggravée par le zèle des fantoches locaux.

2°/ Le Néo-Colonialisme collectif, ou recolonisation par « l'Aide ».

C'est la forme de néo-colonialisme qui s'installe et agit à travers « l'aide internationale » grâce aux Accords de « coopération ». Il agit aussi à travers l'intervention des organismes économiques et financiers internationaux. « L'Aide » des pays capitalistes, à plus de 90 % des cas, est un mécanisme de recolonisation. Les bénéfices que cette « aide » rapporte aux pays qui « aident » sont plusieurs fois plus gros que les sommes « données comme aide ».

3°/ Le Néo-Colonialisme des sociétés multinationales.

C'est celui qui provient de ceci que, quand les multinationales sont solidement implantées dans un

pays, elles agissent et pèsent, parfois de manière décisive, sur la vie économique et sociale du pays. Ce néo-colonialisme des multinationales sera de plus en plus la voie de pénétration de l'impérialisme des USA en Afrique. Car les plus importantes multinationales sont dominées par les USA.

4°/ Le Néo-Colonialisme de gendarmerie.

C'est celui qui est le fait d'un pays qui se pose, y compris hors de sa « zone d'influence », comme défenseur des intérêts néo-coloniaux impérialistes, en jouant les champions du « Monde Libre ». C'est le rôle que tente de jouer la France officielle, depuis que la bourgeoisie française, dirigée par Giscard d'Estaing et ses amis, a accepté d'aligner la politique étrangère française sur les positions des USA.

— Page 10 et les pages suivantes de l'Introduction. Voir également page 25, point 7 de la 1re Partie.

3. - Domination impérialiste.

Pouvoir exercé, grâce à leur puissance économique et militaire, par les pays impérialistes sur les pays colonisés ou néo-colonisés. Cette domination vise avant tout à exploiter les ressources naturelles et les travailleurs des pays dominés pour enrichir les bourgeoisies des pays impérialistes.

— Page 10.

— Pour le terme IMPERIALISME, voir le point 2 de la 1re Partie du Programme, pages 22 à 23.

4. - Nazi.

Les nazis sont les partisans du « Nazisme ». Le nazisme est une doctrine politique monstrueuse conçue vers 1930 par le politicien allemand Adolf HITLER (1889-1945). Cette

doctrine raciste fut mise en pratique avant et pendant la 2e guerre mondiale par les partisans de Hitler. Le nazisme proclame la supériorité de la race aryenne dont le noyau est censé être formé par les Allemands dans la théorie de Hitler. Il conduisit à une tentative d'extermination des Juifs et projetait d'en faire de même avec les Nègres considérés comme des « pollueurs de la race supérieure ». La doctrine nazie a été reprise de nos jours, sous la dénomination d'« apartheid », par la minorité coloniale blanche émigrée en Afrique du Sud, au Zimbabwe et en Namibie. Beaucoup des chefs actuels de cette minorité blanche étaient d'ailleurs des nazis militants pendant la 2e guerre mondiale. Tel fut le cas de John Vorster, en ce moment Président de l'Afrique du Sud, après avoir été Premier Ministre. Il appartenait à l'organisation nazie OSSEWA BRANDWAG. L'apartheid refuse tout droit aux nègres dans leur propre pays. En Namibie, environ 70 000 blancs dominent 1 million de nègres. Au Zimbabwe, 250 000 blancs dominaient plus de 6 millions de nègres, etc... Tout ceci se fait grâce au soutien que ces nazis reçoivent de pays impérialistes comme la France, l'Angleterre, l'Allemagne de l'Ouest, les Etats-Unis d'Amérique, etc...

En effet, beaucoup de gens qui, pendant la 2e guerre mondiale, vinrent demander le secours des Peuples Africains contre les nazis, quand le nazisme s'exerçait contre les blancs, sont ceux-là même qui, aujourd'hui, soutiennent le plus activement l'apartheid, du moment que c'est un nazisme QUI NE S'EXERCE QUE contre les nègres.

— Page 10.

5. - Capital Financier International.

Capital qui provient de la fusion, à l'échelle mondiale, du « capital bancaire » et du « capital industriel ». Cette fusion a abouti à la concentration d'une masse colossale de capitaux et de moyens économiques, entre les mains

d'une petite minorité de gens. De ce fait, d'immenses pouvoirs politiques sont entre les mains de ces gens-là. La formation du Capital Financier International (en abrégé ici : CFI) s'est faite à la fin du 19e et au début du 20e siècle. Le CFI est détenu par les grosses banques et les grandes sociétés des pays impérialistes. Les représentants les plus notoires de ces gens au KAMERUN sont par exemple : la Société Générale de Banques, la BIAO (Banque Internationale de l'Afrique Occidentale), la BICIC (Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie au Cameroun), Alucam-Péchiney, Bastos, etc.

— Page 10. Voir notes nos 34, 35 et 36 (p. 136 plus loin).

6. - Capitalisme.

Tout comme la société esclavagiste ou la société féodale, le capitalisme est un type d'organisation sociale où règne l'exploitation de la majorité par une minorité. Dans la société esclavagiste, l'esclave est exploité par son maître : « les hommes libres exploitent les esclaves ». Dans la société féodale (exemple : le Nord-Kamerun avec les lamibés amis d'Ahidjo et de son UNC), l'exploitation se traduit par la quantité de travail que les paysans pauvres accomplissent sur les terres des seigneurs qui ont confisqué la terre (lamibés au Nord-Kamerun). Ou alors par le fait que les paysans doivent livrer obligatoirement une fraction de leur récolte gratuitement au maître. Les féodaux, les seigneurs, exploitent les paysans, la « populace ».

La société capitaliste, ou capitalisme, se caractérise par deux éléments essentiels. L'essentiel de ce qui sert à produire (les moyens de production) est accaparé par une petite minorité qui a confisqué aussi les moyens d'échange. Ce sont les bourgeois, les capitalistes. La majorité des gens, qui se transforment de plus en ouvriers, ne possèdent rien d'autre que leur « force de tra-

vail » qui EST AUSSI DEVENUE UNE MARCHANDISE qui s'achète et se vend comme n'importe quelle autre marchandise. C'est le prix de la marchandise « force de travail » qui s'appelle le SALAIRE. L'exploitation capitaliste est cependant masquée par la forme monétaire du salaire. En effet, cette exploitation réside dans le fait suivant que le capitaliste VOLE à l'ouvrier une partie du travail de ce dernier. En effet, le capitaliste paie à l'ouvrier un salaire contre lequel l'ouvrier doit fournir une certaine quantité de travail. Mais le capitaliste fait travailler l'ouvrier suffisamment longtemps pour que la valeur créée par le travailleur dépasse le salaire payé. Il produit donc une valeur supplémentaire en faisant un « surtravail ». Ce surplus de valeur — « surplus-value » en anglais, d'où le terme français de « plus-value » — produit par l'ouvrier est empoché par le capitaliste POUR RIEN, SANS AUCUNE CONTREPARTIE. C'est là que gît le fond de la richesse des capitalistes, et de la pauvreté et la misère des ouvriers.

Mais comme toute société basée sur l'exploitation, le capitalisme contient les germes de sa propre destruction. L'opposition entre les capitalistes et les ouvriers EST FONDAMENTALE ET IMPOSSIBLE A ARRANGER. Cette opposition ne peut être résolue que par une REVOLUTION SOCIALE qui sonne l'heure du Socialisme, première étape vers la société communiste.

— Page 10. Voir aussi la note n° 1 ci-dessus. Voir également pages 27 à 30, les points 9 à 11 de la 1re Partie.

7.- Classe sociale.

Groupe de personnes dans la société, qui ont les mêmes intérêts sociaux, à cause de la place identique qu'elles occupent dans la production sociale d'une part, ainsi que de leur rapport identique par rapport aux instruments qui servent à produire (moyens de production), et à échan-

ger ce qui est produit (moyens d'échange). Le rapport que les membres d'une classe ont par rapport aux moyens de production et d'échange, peut être un « rapport de propriété » (par exemple : dans la société capitaliste, les capitalistes possèdent les usines, mais aussi les paysans possèdent une partie de la terre), ou un « rapport de non-propriété » (cas des ouvriers et des paysans pauvres dans la même société capitaliste). Sous le capitalisme, comme dans les autres sociétés d'exploitation, ce RAPPORT des diverses classes relativement aux moyens de production et d'échange, est la base de tout. « C'est pourquoi tout changement véritable de la société capitaliste exige le changement radical de ce rapport. Les travailleurs doivent changer radicalement la situation, en EXPROPRIANT les bourgeois. Cette expropriation créera les bases d'un changement des autres rapports sociaux ».

— Page 10. Voir aussi la suite de l'Introduction, et la 1re Partie, points 9 à 12 (pp. 27 à 31) et 16 (pp. 34 à 35).

8. - Bourgeoisie néo-coloniale.

C'est une classe bourgeoise parasitaire, née au moment du recouvrement de l'indépendance juridique des pays colonisés. Sa naissance a été fomentée par l'impérialisme qui, avant de « quitter » les colonies, AVAIT BESOIN D'AMIS ET DE VALETS SUR PLACE, qui continueraient le même système d'exploitation, avec comme « salaire » des miettes. D'où le qualificatif de « néo-colonial » qui est accolé à cette classe.

— Page 10. Voir aussi les notes 9 et 10 suivantes. Egalement, les points 7 (p. 25) et 13 (p. 31) de la 1re Partie.

9. - Bourgeoisie bureaucratique.

Fraction de la bourgeoisie néo-coloniale, généralement d'origine intellectuelle, qui tire l'essentiel de ses ressour-

ces du fait qu'elle exerce des fonctions administratives. Elle est généralement dans les bureaux (d'où « bureaucratique »). Ces fonctions administratives sont exercées au service du gouvernement néo-colonial. Beaucoup de ces gens passent le meilleur de leur temps à organiser des combines et des détournements de millions de fonds publics, à se livrer à la corruption, au vol, à des spéculations en tous genres.

— Page 10. Voir aussi note 8 ci-dessus.

10. - Bourgeoisie compradore.

Classe de commerçants affairistes dans les pays dominés. Son qualificatif de « campradore » lui vient du fait qu'elle est étroitement liée aux intérêts étrangers. Cela, depuis l'époque du colonialisme direct.

L'apparition du Néo-colonialisme a conduit à la FUSION de la bourgeoisie COMPRADORE et de la bourgeoisie BUREAUCRATIQUE en une seule classe : la bourgeoisie NEO-COLONIALE profondément liée et soumise à l'étranger.

— Page 10. Voir également les notes 8 et 9 précédentes.

11. - Socialisme.

Quand nous parlons ici DU Socialisme, il s'agit du SOCIALISME SCIENTIFIQUE, tel qu'il est très brièvement esquissé dans la note 1 précédente, et comme le suggère tout ce Programme. Les slogans du genre « socialisme africain », « socialisme à visage humain », etc., ne sont que des tromperies pour détourner les travailleurs du SOCIALISME SCIENTIFIQUE.

— Page 11. Voir aussi note 1.

12. - Indépendance formelle.

Indépendance vidée de son contenu. C'est une indépendance-bidon, une indépendance qui n'est pas véritable. Depuis 1960, le KAMERUN a un drapeau, un hymne, des ministres, et même un Président. Mais, en réalité, ce sont toujours les Français et leurs amis les Anglais, les Américains et les Allemands qui décident de tout ce qui est important. Par exemple : la monnaie. Chaque pays indépendant a sa propre monnaie. Il garde ses économies chez lui, car elles lui permettent d'acheter des marchandises à l'étranger. Or, les économies du KAMERUN (les réserves d'or et de devises) sont déposées chez les Français, à Paris, au Trésor français. Pour qu'un commerçant kamerunais fasse une affaire en Italie, il doit d'abord passer par Paris. Et la France utilise cet argent pour ses propres besoins, car chez les capitalistes, l'argent ne dort jamais. Elle prête même cet argent (le nôtre !) et perçoit des intérêts qu'elle ne nous donne pas ». Alors, quelle est cette « indépendance »-là. C'est du vent.

— Page 11.

13. - Lutte des classes.

Affrontements inévitables dans une société divisée en classes sociales. Plus ou moins ouvertement, plus ou moins consciemment, la lutte des classes oppose les classes qui ont des intérêts opposés. Elle revêt des formes variées : manifestations, grèves, sabotages, campagne électorale ouverte si le régime est démocratique et que chaque classe peut s'organiser librement en parti légal, soulèvement populaire, lutte armée, révolution, etc. Sont également des manifestations de la lutte des classes, les mensonges et tripotages des bourgeois pour tromper le Peuple, car il s'agit alors de faire en sorte que la conscience des classes exploitées sur les causes véritables de leur misère ne soit pas claire. « Dans une société

de classe comme le KAMERUN actuel, pratiquement TOUT ce que fait la classe dominante, LA BOURGEOISIE, vise à renforcer sa domination de classe et, de ce fait, fait partie de la lutte des classes. De leur côté, les classes dominées, à travers leurs représentants les plus conscients, doivent aussi avoir un comportement systématique dans ce combat de classe ».

« La lutte des classes est le moteur de l'Histoire Universelle ».

— Page 11. Voir aussi la suite de l'Introduction, ainsi que la note 1.

14. - Petite bourgeoisie.

Classe sociale assez différenciée, dans laquelle on range plusieurs catégories de gens. 1° Des personnes qui, tout en étant propriétaires de moyens de production ou d'échange (ou les deux), n'exploitent pas forcément le travail d'autrui : c'est par exemple le cas de petits et certains moyens paysans, etc. 2° Des personnes ne possédant pas forcément de moyens de production et d'échange : c'est le cas de petits fonctionnaires, employés, des enseignants, médecins, le petit clergé, les intellectuels, etc...

La petite bourgeoisie occupe une « position intermédiaire » entre la bourgeoisie (classe exploiteuse et dominante), et la classe ouvrière et la paysannerie pauvre (classes les plus exploitées et dominées de notre pays).

— Page 12. Voir également la suite de l'Introduction (pp. 13 à 14).

15. - Position objective

Position indépendante de l'opinion d'un individu quel conque, « du bon vouloir » de qui que ce soit pris indivi

duellement. Par opposition à la « Position subjective », qui relève de chacun. « Dans la société capitalisté, les ouvriers sont OBJECTIVEMENT la classe qui a le plus intérêt au changement révolutionnaire, radical, de la société. Cela ne dépend des intentions de personne pris à part. Cela ne dépend même pas de la conscience révolutionnaire effective qu'ont les ouvriers à tel ou tel moment, BIEN QUE CETTE CONSCIENCE REVOLUTIONNAIRE LEUR SOIT NECESSAIRE POUR REALISER EFFECTIVEMENT LA REVOLUTION. Cela est dû simplement au fait que c'est la seule classe qui, dans une société capitaliste bien développée, ne possède absolument RIEN en tant que moyen de production et d'échange (la paysannerie possède encore, malgré tout, un peu de terre), tout en subissant une exploitation énorme ».

Dans la société capitaliste, la classe ouvrière n'est « attachée » à rien qu'il lui faudrait CONSERVER. On peut aller plus loin, et dire que, « même si la classe ouvrière voulait conserver quelque chose, elle ne le pourrait pas vraiment puisqu'elle n'a RIEN. En cela, la situation est indépendante même de ses « intentions » et EST DONC OBJECTIVE ».

Les intellectuels qui décident d'entrer dans les tripotages de l'UNC se mettent dans une POSITION OBJECTIVE qui en fait des agents de la dictature. Et ceci quelles que soient alors leurs intentions proclamées. Car ils sont conduits à participer à fond à la mauvaise politique de la clique dirigeante de l'UNC.

Les intellectuels francs-tireurs qui s'opposent sournoisement à l'UPC, se placent dans une position OBJECTIVE de gens qui refusent de renforcer l'opposition populaire à la dictature. Car ils refusent de répondre positivement à l'appel de l'UPC pour l'unité, sur des bases claires, de tous les patriotes, dans le MANIDEM.

— Page 12.

16. - Propriété féodale de la terre.

Système de propriété de la terre qui est caractérisé de la manière suivante : de vastes étendues de terre sont la propriété de quelques personnes qui les ont pillées par divers moyens, la tromperie, la ruse ou, plus souvent, la force brutale, ou tous ces moyens combinés. Les propriétaires font travailler sur ces terres des paysans, contre de maigres parties des récoltes. Ce type de propriété existe encore aujourd'hui au Nord-Kamerun. Ce sont les lamibé qui possèdent la terre. Les paysans la cultivent. Ils remettent toute la récolte au lamido qui ne leur donne qu'une maigre partie pour leur survie. Au Nord-Kamerun, l'élevage obéit aux mêmes règles. L'UNC trouve que ce système est très démocratique, et qu'il favorise la naissance de « cercles de solidarité » entre le lamido et les paysans pauvres ainsi exploités.

— Page 13.

17. - Economie marchande.

Phase du développement économique (et social) où « l'on produit essentiellement pour vendre ». La consommation individuelle directe n'est donc plus le moteur principal de la production. Les actes d'achat et de vente deviennent prédominants dans une telle société. L'économie marchande se distingue donc de l'ECONOMIE d'AUTO-CONSOMMATION. Car dans cette dernière la production sert uniquement à la consommation du producteur (et de sa famille). L'économie marchande apparaît à partir du moment où la production s'est suffisamment développée au point d'excéder la consommation individuelle. Elle suppose la division du travail, qu'elle développe en retour.

La première forme de la production marchande a été la production marchande simple. C'est la production de paysans et artisans individuels, encore propriétaires de

leurs moyens de production. Au début, l'échange commence par se faire sous forme de troc, c'est-à-dire marchandise contre marchandise, directement. Puis l'argent apparaît à un stade ultérieur, plus développé. On parle alors du stade monétaire de l'économie marchande. Cette forme a débouché sur la PRODUCTION CAPITALISTE ou CAPITALISME, qui est la forme la plus développée de l'économie marchande.

— Page 13. Voir également note 6, page 117.

18. - Alliance de classes.

Accords que passent, dans les luttes sociales, certaines classes ayant des intérêts proches ou momentanément convergents. C'est par exemple l'accord qui existe, dans le cadre du MANIDEM, entre les ouvriers, les paysans pauvres et moyens, la petite bourgeoisie patriote et démocrate, contre la clique méchante, ventrue et pourrie qui dirige l'UNC, porte-parole de la bourgeoisie néo-coloniale et de l'impérialisme. Le but de cette alliance est de renverser la dictature et de construire le socialisme après avoir instauré la démocratie. Ce type d'alliance n'a rien à voir avec la politique dite « de collaboration de classes ». La collaboration de classes signifie entente, claire ou sous-entendue, des diverses classes pour « réformer » la société. Comme si les ouvriers et paysans pauvres kamerunais, par exemple, pouvaient « se concerter » avec les ventrus de la classe dirigeante de l'UNC et les capitalistes exploiteurs pour « réformer » quelque chose. C'est pourquoi, d'ailleurs, « la collaboration de classe (ou réformisme) a toujours signifié et signifie toujours la préservation des intérêts et de la domination des classes dominantes, de la bourgeoisie en système capitaliste. La collaboration de classes est une duperie ».

— Page 14.

19. - Stratégie.

Ligne de conduite générale visant à assurer la victoire dans une lutte. On parle par exemple de la stratégie d'un parti politique, d'une armée. Nous parlons de la stratégie de l'UPC, de la stratégie du MANIDEM.

La Stratégie est à distinguer de la Tactique. A une même stratégie peuvent correspondre plusieurs tactiques différentes. Ainsi, la stratégie du MANIDEM et du Parti à l'heure actuelle consiste, à travers une large mobilisation politique des masses populaires et une solide organisation des travailleurs, à développer la lutte sous toutes les formes et par tous les moyens, en vue de la victoire. Dans le cadre de cette stratégie, le Parti et le MANIDEM peuvent adopter, selon les circonstances, diverses mesures tactiques : appel à boycotter les élections-mascarades d'Ahidjo Le Bituré, appel aux travailleurs pour une grève pouvant être générale, développement de tel aspect du travail politique plus que tel autre à tel ou tel moment, lancement de telle ou telle campagne selon les circonstances, etc., etc...

— Page 14.

20. - Matières premières

Par matière première, on entend tout ce qui, grâce au travail, peut être transformé en produit : ressources minières, végétales, animales, etc... L'état de matière première suppose déjà néanmoins une première transformation, si rudimentaire fût-elle, par le travail. La matière première peut même parfois contenir une grande quantité de travail antérieur. Par exemple, le bois, qui est matière première dans l'industrie du meuble, est déjà le produit du travail de l'ouvrier agricole qui a abattu les arbres. Le cacao, qui est matière première pour l'industrie du chocolat, est déjà le produit du travail du paysan pauvre ou

de l'ouvrier agricole. La bauxite, qui est matière première dans l'industrie de l'aluminium à Edéa, est déjà le produit du travail des mineurs. Etc...

— Page 15.

21. - Social-démocrate.

Partisan de la social-démocratie. On dit qu'une politique est social-démocrate, lorsqu'elle s'inspire des positions de la social-démocratie, ou se confond avec ces positions.

Jusqu'en 1919 en gros, la social-démocratie a désigné l'ensemble du Mouvement ouvrier, des partis ouvriers. Aujourd'hui, cette expression a complètement changé de sens. « Depuis cette époque, elle désigne les courants et partis politiques qui prônent la transformation graduelle (« un peu un peu ») du système capitaliste par de petites réformes, sans révolution ». L'expérience a montré qu'une telle manière de voir revenait en réalité à prôner la COLLABORATION DE CLASSES et, de ce fait, à préserver les intérêts de la bourgeoisie. C'est pourquoi il est juste de dire que les social-démocrates sont, objectivement, des alliés de la bourgeoisie, même quand ils viennent s'incruster dans les organisations communistes, révolutionnaires.

— Page 15. Voir aussi notes suivantes.

22. - Social-démocratie Internationale.

Les partis socialistes et les forces politiques qui sont partisans de la social-démocratie, forment ce qu'on appelle la social-démocratie internationale. Car ils sont organisés au niveau du monde entier. Ils forment une organisation appelée l'INTERNATIONALE SOCIALISTE. Les partis réellement dirigeants, les plus influents, de l'Internationale Socialiste sont le Parti Socialiste Allemand (SPD), en

Allemagne de l'Ouest, et le Parti Travailliste Britannique (Labour Party), en Grande-Bretagne. La politique de ces partis en AFRIQUE est une infâmie monstrueuse. Elle se confond en effet avec la politique des gouvernements fièrement impérialistes comme ceux de France et des Etats-Unis. Cette politique infâme des social-démocrates en Afrique les démasque aux yeux des patriotes africains comme de véritables « commis ouvriers de la classe des capitalites » (« labour lieutnants of the capitalist class »). En Angleterre et en France, ce sont eux qui ont fait les guerres coloniales de « leur » bourgeoisie impérialiste contre les Peuples Africains.

— Page 15.

23. - Réactionnaire.

Qui s'oppose au progrès. La politique de l'UNC est une politique manifestement réactionnaire.

Tout partisan d'une politique réactionnaire est aussi appelé un réactionnaire. Exemple : les bourgeois ventrus UNC sont de fieffés réactionnaires. Tout ce qui s'oppose aujourd'hui à la Révolution, au changement radical dans notre pays est, à un degré ou à un autre, réactionnaire. Mais le comportement des révolutionnaires à l'égard des réactionnaires est généralement variable selon les cas et les situations.

Synonyme : anti-populaire.

On dit parfois « la réaction » pour désigner l'ensemble des réactionnaires.

— Page 15.

24. - Social-démocratie africaine.

Rassemblement de valets locaux recrutés et manipulés par la Social-démocratie Internationale en Afrique. La

social-démocratie africaine est en formation surtout depuis 1975 à peu près. Le réactionnaire « latin » du nom de Léopold Germanicus SENGHOR, agent servile de l'impérialisme français, puissamment aidé par les socialistes français, a accepté de jouer le rôle peu reluisant d'agent-recruteur-en-chef, de cette troupe de mercenaires de l'Internationale Socialiste en Afrique.

— Page 15.

25. - Pays socialiste.

Un pays socialiste est un pays dans lequel le capitalisme a été renversé, et qui est engagé dans la construction du socialisme, première étape vers la société sans classes : la société communiste.

On compte actuellement dans le Monde 14 pays socialistes. Ce sont : 1. L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS), premier Etat socialiste de l'Histoire, située en Europe avec des Républiques Asiatiques. 2. La République Populaire de Chine, le pays le plus peuplé du Monde (Asie). 3. L'Albanie (Europe). 4. La République Démocratique Allemande ou RDA (Europe). 5. La Bulgarie (Europe). 6. CUBA, le premier Etat socialiste du Continent Américain, et le seul pour le moment. 7. La République Populaire Démocratique de Corée, ou Corée du Nord (Asie). 8. La Hongrie (Europe). 9. La République Populaire de Mongolie (Asie). 10. La Pologne (Europe). 11. La Roumanie (Europe). 12. La Tchécoslovaquie (Europe). 13. Le Viet-Nam (Asie). 14. La Yougoslavie (Europe)

Depuis les années 1960, de sérieuses contradictions se sont développées entre pays socialistes. Et le camp socialiste ne forme plus un bloc cohérent face au camp impérialiste.

Plusieurs groupes et courants internationaux (notamment gauchistes) combattent les pays socialistes, et en

particulier l'URSS, parfois plus qu'ils ne combattent l'impérialisme. Ils parviennent parfois à entraîner des Africains sur leurs positions. L'UPC et le MANIDEM n'ont rien à faire avec ces groupes et courants. Le Mouvement Révolutionnaire Kamerunais définit sa ligne de conduite en toute indépendance vis-à-vis de tous les pays y compris les partis socialistes, sans exception.

Il n'existe à ce jour aucun pays socialiste en Afrique. Tout Etat Africain qui se proclame socialiste actuellement, ne peut le faire que sur la base de simples fantasmes de ses dirigeants, à l'instar de Bokassa se proclamant empereur. Une telle conduite n'est pas honnête vis-à-vis de son Peuple. Les « socialisme africain » et autres « socialisme arabe » ne sont que des thèmes de discours démagogiques pour tenter de tromper les travailleurs.

— Page 15.

26. - Parti Communiste.

Parti politique, dont l'objectif et la pratique effective visent à l'instauration de la société communiste. Les partis communistes se présentent généralement comme les « Organisations d'avant-garde de la classe ouvrière ». Dans certains cas, en raison de conditions spécifiques nationales, le parti communiste peut ne pas porter clairement le nom de « parti communiste ». C'est ce qui se produit quand par exemple la bourgeoisie prend prétexte de ce nom pour interdire le parti. Dans d'autres cas, les partis qui luttent pour le communisme portent le nom de « Parti des Travailleurs », pour montrer qu'ils représentent les ouvriers, les paysans pauvres et l'ensemble des masses travailleuses du pays considéré.

— Page 15.

27. - Forces sociales.

Ce sont les classes sociales et les organisations (partis, syndicats, associations diverses) qui les représentent dans la société à tous les niveaux. Ce sont les instruments des diverses classes dont elles se servent dans la lutte des classes (par exemple les forces de l'appareil d'Etat : armée, gendarmerie, polices, corps des fonctionnaires, etc.). Ce sont aussi les diverses forces économiques ,aussi bien humaines que matérielles, qui existent dans la société, par opposition aux forces « surnaturelles et mystiques ».

— Page 17.

28. - Charisme.

« Charisme » est un terme religieux désignant la faculté de jouir de dons surnaturels pour le bien d'une communauté. Ce terme s'utilise en politique (surtout dans l'expression « leader charismatique » ou « chef charismatique »), pour suggérer qu'un chef de parti ou un chef d'Etat jouit d'un pouvoir incontesté et « incontestable », de caractère quasi-surnaturel, et d'une vénération sans limite de ses concitoyens.

La notion de charisme, de pouvoir charismatique, relève d'une conception politique réactionnaire et obscurantiste. Tous les dictateurs se posent en « leaders charismatiques ». Ainsi par exemple, Fulbert YOULOU, ancien prêtre défroqué, Président du CONGO jusqu'en 1963, se disait « irrenversable et charismatique » ; et naturellement, les impérialistes reprenaient en chœur ces niaiseries : 3 jours de grèves populaires à Brazzaville en août 1963 mirent fin à son « charisme » et les impérialistes se tûrent.

La notion de « leader charismatique » fait partie des manœuvres auxquelles l'impérialisme a recours pour

mystifier le Peuple et le tromper. Au Kamerun, les néo-colonialistes et les petits larbins de l'UNC n'hésitent pas à se livrer à de grossières falsifications de l'Histoire pour essayer de présenter en « leader charismatique » le chef de file des fantoches installés au pouvoir depuis 1958.

Même dans les Mouvements Révolutionnaires Africains en lutte contre le Néo-Colonialisme, des tendances féodales, souvent dues au manque de formation politique et idéologique, peuvent se manifester. Un Parti où tout se réduit à un « Leader Fondateur » et autre « Père de la Nation », ne peut avoir généralement aucune structure organisationnelle sérieuse dans une lutte contre le néo-colonialisme. Inversement un Parti qui dispose de solides structures militantes ne peut se réduire à un Dirigeant, quels que soient ses mérites. « On remarquera par ailleurs que, dans le Mouvement Révolutionnaire Kamerunais, les Dirigeants n'ont jamais été l'objet d'une quelconque forme de culte de leur vivant ». Voilà pourquoi nous devons catégoriquement rejeter la théorie du « Charisme » et des « leaders charismatiques », comme étant une théorie réactionnaire et nuisible à la Révolution.

— Page 19.

29. - Traite des Nègres.

Il est raisonnable de penser que toutes les sociétés humaines sans exception, ont connu l'esclavage, comme phénomène interne, à un stade ou à un autre de leur développement. Que ce soit en Afrique, en Asie ou en Europe.

Ce qui fait l'originalité de l'esclavage des Nègres, c'est qu'en plus de l'esclavage interne, l'AFRIQUE Noire semble avoir été **le seul cas** où un esclavage de masse a été pratiqué par des étrangers venant des autres Continents.

Ainsi, l'Historien Africain de Haute-Volta, Ki-Zerbo, note que, dès le 1er millénaire avant Jésus-Christ, **« Les royaumes arabes préislamiques du Yémen et de l'Hadramaout »** se livraient déjà à un certain achat d'esclaves noirs en Afrique Orientale et Australe, **« contre des tissus et des objets métalliques ».** Le terme AZANIE (AZANIA) par lequel on désigne parfois l'Afrique du Sud, dériverait de l'arabe et signifierait « terre des esclaves ».

Plus tard, à partir du milieu du 15e siècle après Jésus-Christ (en gros), les Européens se sont livrés à un gigantesque commerce entre l'AFRIQUE, l'Europe et l'Amérique, dans lequel la marchandise, ce qu'on achetait et vendait, c'était **l'Homme Noir, le Nègre.** C'est ce commerce qui est connu dans l'Histoire sous l'expression de **Traite des Nègres.** La Traite des Nègres dura sans interruption jusque vers la fin du 19e siècle. Il en reste certaines formes dans des pays réactionnaires arabes comme l'Arabie Saoudite. L'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) est au courant de cela. Mais elle se tait et « ferme les yeux ». Car ce n'est pas cela qui empêchera les Ahidjo, Dacko, Senghor, Houphouët, Bongo et Mobutu, de dormir tranquillement dans leurs palais de marbre.

C'est la Traite des Nègres qui a permis, non seulement une accumulation du capital initial entre les mains des bourgeois européens, mais aussi de faire fructifier ce capital en Europe et en Amérique. En dépit de tentatives malhonnêtes, aussi vaines que fallacieuses, pour FALSIFIER cette période tragique de l'Histoire de l'Afrique et de l'Humanité, beaucoup d'observateurs et d'historiens estiment aujourd'hui que la Traite a coûté à l'Afrique, au minimum, 200 millions de vies humaines, et qu'elle contribua grandement à son retard. « Dans tous les cas, il est indéniable que la Traite des Nègres constitue l'entreprise criminelle la plus vaste, et l'acte de barbarie le plus honteux jamais enregistrés dans les annales de l'Histoire Humaine. C'est le plus grand génocide (avec

celui des Indiens d'Amérique) que l'Humanité ait connu. Les Peuples Africains ne sauraient l'oublier sans renoncer à leur propre Histoire ».

— Page 22.

30. - Accumulation primitive du capital.

Phase historique pendant laquelle les capitaux et les moyens de production et d'échange se sont concentrés entre les mains d'une petite minorité : les futurs capitalistes. Cette concentration se fit avec des moyens d'une brutalité bestiale. En Europe, l'accumulation primitive du capital se fit en gros entre le 14e et le 16e siècle, grâce à la Traite des Nègres, le pillage des matières premières aux quatre coins du Monde, l'expropriation et l'exploitation féroce et massive des paysans européens. « Ce fut la Traite des Nègres qui jeta les fondements de la grandeur de Liverpool ; pour cette ville orthodoxe, le trafic de chair humaine constitua TOUTE LA METHODE D'ACCUMULATION PRIMITIVE. Et jusqu'à nos jours, les notabilités de Liverpool ont chanté les vertus spécifiques du commerce d'esclaves, « lequel développe l'esprit d'entreprise jusqu'à la passion, forme des marins sans pareils et rapporte énormément d'argent », lit-on dans un livre écrit en 1795 et cité par Karl MARX dans « Le Capital ». Dans le même livre, MARX rapporte comment les bourgeois maltraitaient les paysans européens au 16e siècle pour s'enrichir après les avoir expropriés :

— Sous Henri VIII (1530) : « Les vagabonds robustes seront condamnés au fouet et à l'emprisonnement... En cas de première récidive, le vagabond doit être fouetté de nouveau et avoir la moitié de l'oreille coupée ; à la deuxième récidive, il devra être traité en félon et exécuté comme ennemi de l'Etat... » (Le Capital, Livre I, chap. 28).

— Sous Edouard VI : « Un statut de la première année de son règne (1547) ordonne que tout individu réfractaire

au travail sera adjugé pour esclave à la personne qui l'aura dénoncé comme truand... » (Idem).

Comparez cela aux lois que les Ahidjo et Bokassa imposent aujourd'hui !!!

— Page 22.

31. - Capitalisme de libre concurrence.

Phase initiale du capitalisme pendant laquelle tous les capitalistes luttaient encore dans des conditions pas trop inégales. Cette phase a précédé l'époque où quelques capitalistes dominent des secteurs entiers de l'économie. La concurrence ne peut être égale entre le petit boutiquier de New-Bell et les grandes surfaces comme SCORE ou MONOPRIX. Les grands s'imposent et imposent leur force aux petits qu'ils ruinent de plus en plus. C'est la concentration, inévitable en régime capitaliste, qui a mis fin au capitalisme de libre concurrence.

— Page 22.

32. - Forces productives humaines.

Pour vivre, les hommes produisent ce dont ils ont besoin. Les forces qui servent à produire et qui produisent ce dont les hommes ont besoin sont les forces productives. Il y en a qui sont matérielles et d'autres qui sont humaines. Les forces productives humaines sont les individus qui travaillent dans la production.

— Page 22.

33. - Monopole.

Grande unité de production ou de distribution, etc., capitaliste, contrôlant, pour un produit ou plusieurs, une part importante du marché, parfois même la totalité du

marché. Un tel contrôle permet aux monopoles de fixer à leur guise les prix, et de réaliser d'énormes profits. Par exemple, au Kamerun, la CAMAIR a le monopole des transports aériens, la Régie Nationale des Chemins de Fer celui des transports ferroviaires. Mais les grands monopoles sont ceux des pays impérialistes qui contrôlent de vastes secteurs de l'économie, non seulement de leur propre pays, mais de tout le système capitaliste à l'échelle mondiale. C'est la concentration des capitaux et de la production qui a conduit aux monoppoles, et cela est inévitable en système capitaliste, car la concurrence mène tout droit au monopole à travers la concentration. Voir l'exemple du petit commerce au Kamerun, qui finit inévitablement par donner naissance à de gros commerçants genre Samuel KOUAM, KADJI et autres.

— Page 22.

34. - Capital bancaire.

Capital détenu pour leur propre compte ou pour celui de leurs clients, par les banques et les autres institutions financières capitalistes.

— Page 22. Voir aussi notes 5 et 35.

35. - Capital industriel.

C'est le capital et les autres moyens de production (mis à part la force de travail), qui sont investis dans la production industrielle des marchandises dans la société capitaliste.

— Page 22. Voir aussi notes 5 et 34.

36. - Capital financier.

Le capital financier est apparu comme la fusion du capital bancaire et du capital industriel, distincts à l'épo-

que du capitalisme de libre concurrence quand les banques se contentaient encore de servir de simples intermédiaires de paiements. Cette apparition, liée ainsi au nouveau rôle des banques, a marqué l'apparition des monopoles et du capitalisme monopoliste appelé l'impérialisme.

— Page 22. Voir la note 5 (Capital financier international), les notes 34 et 35, ainsi que tout ce point 2 de la Première Partie du Programme.

37. - Oligarchie.

Petit groupe de profiteurs, qui détiennent les pouvoirs économiques et politiques, et les utilisent contre l'écrasante majorité de la population. Par exemple, la clique dirigeante de l'UNC est une oligarchie. La clique de Mobutu Joseph, celle de Bongo au Gabon, sont des oligarchies.

— Page 22.

38. - Société Multinationale.

Grande entreprise économique dont les capitaux et les propriétaires sont d'origine nationale différente, et qui est généralement implantée dans plusieurs pays. Depuis quelques temps, on les appelle aussi les transnationales. Exemples : Péchiney - Ugine - Kuhlmann qui domine chez ALUCAM ; Nestlé ; pratiquement toutes les grandes sociétés pétrolières.

De nos jours, les multinationales représentent l'impérialisme pour ainsi dire en chair et en os. Leurs pouvoirs et leurs profits sont énormes, parfois invraisemblables. Ainsi, en 1973, la pétrolière EXXON (américaine) a réalisé en Arabie Saoudite, des bénéfices nets s'élevant au chiffre faramineux de 800 milliards CFA (en 1 an !).

— Page 23.

39. - Chasse gardée

Pays ou ensemble de pays qui sont liés à un pays impérialiste, pour des raisons diverses (colonisation, néo-colonialisme, etc.). Tout autre pays impérialiste laisse à cet impérialisme dominant la presque exclusivité du pillage des richesses du ou des pays dominés. Quand un pays, comme le KAMERUN, est chasse gardée d'un pays impérialiste comme la France, tout se passe comme si le second pouvait aller CHASSER librement dans le premier exactement comme pour un chasseur à qui les autres reconnaîtraient une relative prépondérance dans une partie de forêt. Ainsi, les pays africains dits francophones sont une chasse gardée de l'impérialisme français ; tout comme l'Amérique du Sud, à part CUBA, est une chasse gardée des Etats-Unis d'Amérique (USA).

— Page 23.

40. - Zone d'influence.

Pays ou régions dans lesquels les pays impérialistes « tirent les ficelles » pour tout ce qui se passe d'important, en raison de leur domination économique et politique, et aussi militaire et culturelle et où, en conséquence, leur influence est déterminante. Ainsi, les anciennes colonies françaises d'Afrique Noire restent une zone d'influence française, puisqu'elles se sont simplement transformées en néo-colonies françaises.

— Page 23.

41. - Parti bolchévik.

Le mot « bolchevik » est un mot russe qui signifie « majoritaire » ou « majorité ». Jusqu'en 1903, le parti ouvrier en Russie s'appelait le « Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie », en abrégé POSDR. Mais au 2e

Congrès du Parti en juillet-août 1903 (tenu à Bruxelles puis à Londres à cause des persécutions de la police belge), de graves divergences provoquèrent une scission de fait. La majorité du parti s'appela désormais les BOLCHEVIKS tandis que la minorité s'appela les MENCHEVIKS, terme qui signifie de son côté « minoritaire » ou « minorité ».

— Page 24.

42. - Société communiste.

Société sans classe : dont la société socialiste est la première étape nécessaire, après le renversement du capitalisme par la Révolution de la classe ouvrière et ses alliés les paysans pauvres et les autres travailleurs. Dans la mesure où les classes auront disparu dans la société communiste, l'Etat cessera d'être une nécessité et donc disparaîtra. Cette condition en elle-même place la société communiste nécessairement dans une perspective historique : « la transition du capitalisme au communisme, c'est toute une période historique ».

— Page 24. Voir également note 1.

43. - Appareil d'Etat

Ensemble d'instruments sociaux divers grâce auxquels une ou plusieurs classes exercent (sa ou) leur domination sur d'autres classes. Au Kamerun, l'appareil d'Etat de la bourgeoisie néo-coloniale et ses alliés, comprend principalement : le parti unique UNC et ses annexes : le syndicat unique UNTC et autres ; la presse officielle, les radios aux ordres du gouvernement ; l'armée, la gendarmerie, les polices diverses dont la DIRDOC (ex-SEDOC) et les BMM, la justice au service de la bourgeoisie ; un corps de fonctionnaires dont les échelons supérieurs sont corrompus ; une Assemblée nationale-croupion, etc...

Cet appareil est construit exprès pour servir la bourgeoisie. Les ouvriers, les paysans pauvres et les démocrates dans leur ensemble, luttent et doivent lutter pour le renversement de ce régime et son appareil d'Etat foncièrement anti-populaire. Ils doivent BRISER et DETRUIRE cet appareil et le remplacer par UN APPAREIL D'ETAT POPULAIRE, aux mains et au service de la masse du Peuple Kamerunais.

— Page 25. Voir plus loin pages 34-35 et 49-65.

44. - Agent historique

Personne, groupe ou institution, force sociale quelconque, que les conditions objectives de développement de la société amènent, à une période donnée, à accomplir une tâche sociale donnée. Parfois, cette tâche peut même être accomplie « inconsciemment » par un tel agent historique. « La bourgeoisie européenne a été l'agent historique pour la solution du problème national en Europe au 19e siècle, dans la période du capitalisme de libre concurrence. La base de tout cela réside dans la volonté de chaque bourgeoisie, et la nécessité pour elle de disposer d'un marché national pour développer « librement » le capitalisme». Quand le capitalisme se fut développé jusqu'au stade des monopoles, à l'impérialisme, la bourgeoisie impérialiste joua alors le rôle d'agent historique de l'intégration économique du monde entier en un système économique unique. Jusqu'à ce que l'apparition du camp socialiste rompe le règne sans partage du capitalisme.

— Page 25.

45. - Traités Inégaux.

Ce sont des Traités, des Accords, signés entre un pays dominant et un pays dominé par le premier. Dans ce genre d'« accord entre pays souverainement indépendants », mal-

gré des dehors trompeurs d'égalité, le pays dominant IMPOSE SA LOI au pays dominé. Un exemple : « Selon les « Accords franco-kamerunais de coopération » en matière financière, le Kamerun appartient à la Zone Franc. Dans cette zone, la libre circulation des capitaux est une règle de base. C'est-à-dire que, du Kamerun, l'argent va en France sans restriction, et inversement, de France, sans limitation il va vers le Kamerun. Déjà, cette égalité n'est que théorique : car les sociétés françaises qui sont installées au Kamerun n'ont pas leurs pareilles en France (sociétés kamerunaises). Mais en plus, il est facile à quiconque de se rendre compte, en se présentant à une banque française, que le montant des transferts vers le Kamerun est limité, sauf évidemment pour les impérialistes qui vont « investir » afin d'exploiter les travailleurs kamerunais. Et alors, le montant des profits qu'ils transfèrent chaque année vers la France n'est pas le moins du monde limité. Le Traité signé par la clique UNC d'Ahidjo Birawandu est donc parfaitement INEGAL. Et ce n'est pas le seul. Voir par exemple en matière culturelle : vente de la camelote musicale française au Kamerun sans limitation, diffusion sans arrêt à la radio kamerunaise, et EN RETOUR... en France, ...RIEN. Sauf, de temps à autre, un morceau des griots du néo-colonialisme ».

-- Page 27.

46. - Mode de production.

La base de toute société humaine, c'est la PRODUCTION du nécessaire pour l'existence des hommes. Au cours de cette production et de l'échange des produits, des forces matérielles et humaines sont mises en œuvre : ce sont « les forces productives ». De même, des relations, des rapports donnés, d'égalité ou d'inégalité. s'établissent entre les hommes, du fait de leur position dans la production et l'échange des produits. Ainsi, les rapports

entre le capitaliste et l'ouvrier, ou entre le métayer ou l'ouvrier agricole d'une part, le paysan riche d'autre part, ou entre le paysan pauvre et le propriétaire foncier, etc... « Ce que les gens produisent, la façon dont ils le produisent et la manière dont ils échangent éventuellement les choses produites, tout cela définit un « MODE DE PRODUCTION ». En ce sens, il n'y aura donc pas de société sans MODE DE PRODUCTION, car ce serait une société où l'on ne produit pas, donc où les gens n'EXISTENT pas. Car, les gens ne peuvent pas exister sans produire le nécessaire à leur EXISTENCE. Le fait que l'on connaisse encore mal les modes de production des sociétés africaines d'avant la colonisation ne saurait signifier qu'il n'y en avait pas. On connaît par contre assez bien les modes de production ESCLAVAGISTE, FEODAL, CAPITALISTE.

— Page 27. Voir également notes 6 (page 117) et 16 (page 124).

47. - Prolétaire, Semi-prolétaire.

Le « prolétaire » est un travailleur qui ne possède, pour produire, que sa seule force de travail. Lorsque les prolétaires trouvent à vendre leur force de travail sur le marché de l'emploi, cette force augmente la richesse des bourgeois. Sinon, les prolétaires sont réduits au chômage et les capitalistes essaient de les saoûler avec de beaux discours. C'est le cas notamment lors des crises qui, périodiquement, secouent le capitalisme. L'ensemble des prolétaires est ce qu'on appelle encore « le prolétariat ».

Le « semi-prolétaire » n'est pas « tout à fait » prolétaire. C'est souvent un travailleur qui peut même être un ouvrier, mais qui, à côté, a aussi « une petite affaire » (plantation, terrain, maison en location, ...). Ou bien alors il est artisan à certains moments. Il peut être alors ouvrier saisonnier, à temps partiel, etc...

— Page 27.

48. - Moyens de production .

Ce sont les outils, moyens et méthodes utilisés pour produire ce dont la société a besoin pour assurer son existence. Parmi les moyens de production, on range aussi le lieu même où se fait la production (usines, mer, terre, etc...). « Le fait qu'une petite minorité de gens, les bourgeois, se soient accaparés des principaux moyens de production, en les arrachant par la violence, la ruse et le vol à leurs propriétaires initiaux, est l'une des bases du mode de production capitaliste ». L'autre étant que la force de travail humaine est devenue également une MARCHANDISE comme une autre, qui s'achète et se vend contre un prix appelé SALAIRE. « Il est donc IMPOSSIBLE de mettre fin au capitalisme sans SUPPRIMER la PROPRIETE PRIVEE BOURGEOISE DES MOYENS DE PRODUCTION. Toutes les autres conditions ne peuvent être remplies que si celle-là est remplie. Car la force sociale de la bourgeoisie trouve son fondement dans cette propriété privée des moyens de production, même si cette force revêt des formes diversifiées.

— Page 27. Voir aussi note 46.

49. - Moyens d'échange.

Outils et méthodes utilisés pour assurer l'échange et la circulation de ce qui est produit par la société, entre les membres de celle-ci. Ce terme s'applique aussi aux infrastructures grâce auxquelles sont pratiqués les échanges (routes, voies ferrées, etc...). Il s'applique également aux signes monétaires (billets, pièces, chèques, etc...) qui facilitent et accélèrent la circulation de ce qui est échangé.

— Page 27. Voir aussi note 46.

50. - Force de travail.

Energie humaine dépensée par un travailleur dans l'exécution d'une tâche donnée (exemple : produire des caisses et des caisses de bière Beaufort, ou décharger un bateau rempli de whisky pour les bourgeois ventripotents UNC). Dans la société capitaliste, la force de travail est une marchandise, qui s'achète et se vend comme n'importe quelle autre marchandise. « Mais, cette marchandise a la propriété particulière de produire plus de valeur qu'elle n'en a coûté au capitaliste. La valeur supplémentaire produite par la force de travail est la PLUS-VALUE capitaliste. Cette plus-value est empochée par le capitaliste pour rien, sans aucune contrepartie. Cette extorsion de la plus-value aux ouvriers est le fondement de la poursuite du mode de production capitaliste ».

— Page 27. Voir aussi note 6 (« Capitalisme », page 117).

51. - Propriétaire foncier.

Personne possédant de vastes terres sur lesquelles elle fait travailler des paysans sans terre ou des ouvriers agricoles. Parfois aussi, ces terres sont louées, par exemple à des capitalistes qui paient une rente. Ces activités des propriétaires fonciers sont source de profits scandaleux sur le dos du Peuple. Le propriétaire foncier est le complice du capitaliste (bourgeois) dans le vol de la plus-value aux prolétaires.

— Page 28.

52. - Entreprise agro-industrielle.

C'est une entreprise qui traite les produits de l'agriculture (café, cacao palmiste, huile de palme, thé, etc...) avec diverses sortes de machines. Le but est de fabriquer des produits qui sont, soit plus aisément consommables

soit plus faciles à vendre. Une telle entreprise est à la fois dans l'agriculture (par l'origine souvent directe de ses matières premières) et dans l'industrie (par ses méthodes de transformation des produits reçus), ce qui explique le qualificatif d'AGRO-INDUSTRIELLE. Exemple : CDC (Cameroon Development Coporation), SOCAPALM (Société Camerounaise de Palmeraies).

— Page 28.

53. - **Prolétariser, Prolétarisation.**

La Prolétarisation est la transformation d'une partie de plus en plus grande de la population en prolétaires. Cette transformation est une conséquence inévitable (en même temps qu'une condition) du développement même du capitalisme. En effet, le développement du capitalisme le pousse à envahir des secteurs sans cesse plus étendus de l'économie sociale, à commencer par le plus vaste de tous au départ : l'agriculture.

La prolétarisation des paysans et artisans est actuellement en cours au KAMERUN. Des millions de paysans ont été obligés de quitter leurs terres, soit parce que celles-ci leur sont arrachées brutalement, soit qu'elles leur sont prises par des ruses, par la bourgeoisie néo-coloniale et ses amies les grandes sociétés agro-industrielles. Voici une ruse qui se développe de plus en plus : le gouvernement UNC a voté une soi-disant « Loi Foncière ». Selon cette loi, tout propriétaire doit enregistrer ses terres au service des Domaines. Sinon, ses droits de propriété ne sont pas légalement reconnus. Comme dans la majorité des villages, la terre est encore souvent considérée comme appartenant à tout le clan, le bourgeois ventru UNC arrive et déclare à ses oncles, cousins et autres parents : je vais faire enregistrer notre terre. Il offre quelques litres de vin, de la nourriture, et c'est la

fête. Après, il va faire enregistrer la terre à SON NOM. Désormais, il est LE SEUL PROPRIETAIRE LEGAL de cette terre. Tels sont les trafics de la nouvelle bourgeoisie néo-coloniale !

— Page 29.

54. - Armée industrielle de réserve.

Masse de gens pouvant travailler et ne demandant qu'à travailler, mais que les capitalistes maintiennent au chômage. Les capitalistes gardent ainsi ces gens « en réserve », pour s'en servir comme arme de chantage contre les travailleurs. Car, si les travailleurs demandent des hausses de salaires ou de meilleures conditions de travail, les bourgeois leur répondent avec arrogance : « si vous n'êtes pas contents, il y a des milliers de chômeurs, et qui ne demandent qu'à prendre votre place ». Ainsi la volonté de lutte des travailleurs peut être émoussée. C'est ce que fait l'UNC quand elle fait licencier les travailleurs en grève pour embaucher des chômeurs. Ainsi, non seulement elle fait peur en permanence aux travailleurs, mais en plus elle divise les prolétaires : chômeurs contre possesseurs d'un emploi.

— Page 29.

55. - Rapports capitalistes.

Ce sont les relations sociales, inévitables, établies entre les membres des diverses classes de la société capitaliste. Ces rapports sont « nécessaires, indépendants de la volonté de chaque individu pris en particulier. Ils sont objectifs en ce sens ». Ainsi, les rapports entre le lamido de Rey-Bouba et les paysans pauvres qu'il exploite avec l'approbation de l'UNC, ne sont pas les mêmes que ceux entre l'ouvrier d'une usine et le patron capitaliste. Les premiers sont plus « personnels », la domination plus

« personnalisée », alors que le capitaliste ne connaît même pas les ouvriers de son usine dans la majorité des cas, bien qu'il n'hésite pas à les appeler « mes ouvriers ». Cette distinction provient du fait que chaque mode de production présente ses propres rapports de production et sociaux. Car ces rapports de production « correspondent à un degré de développement déterminé des forces productives matérielles » (Karl MARX).

— Page 30. Voir aussi notes 6, 16, 46.

56. - Lamibé (au singulier : Lamido).

Les lamibé constituent la classe féodale dominante au Nord-Kamerun, en alliance avec la bourgeoisie néo-coloniale bureaucratique. Tout ce monde s'entend parfaitement dans l'UNC pour exploiter sans aucune retenue l'écrasante majorité de la population de cette partie du pays.

Le système du lamidat est foncièrement de type féodal, analogue à ceux qu'on rencontre dans la plupart des pays réactionnaires qui se servent de la religion musulmane pour tromper les travailleurs et les maintenir dans l'obscurantisme et l'exploitation. AHIDJO a trouvé dans ce système du lamidat un allié remarquable auquel il ne s'attaquera jamais, malgré les discours creux sur la nécessité de « moderniser les structures archaïques ». Son unique rêve est le suivant : « pourvu que la population ne songe pas à bouger, à se soulever ».

— Page 30. Voir aussi notes 6 et 16.

57. - Spéculation foncière.

Ensemble de manœuvres frauduleuses et de combines que les propriétaires fonciers, les capitalistes affairistes

et autres bourgeois ventrus font, pour tirer le maximum de profits illicites de l'achat, la vente, l'hypothèque et autres opérations commerciales au sujet de la terre. La spéculation foncière constitue l'une des activités favorites (avec les orgies et la luxure), auxquelles se livrent les bourgeois néo-coloniaux kamerunais. Dans cette activités, ils écrasent sans foi ni loi les petites gens. Mais même entre eux, tous les coups sont permis.

— Page 31.

58. - Marché capitaliste mondial.

Les pays capitalistes d'Europe et d'Amérique, à commencer par les plus grands d'entre eux, ont étendu les rapports capitalistes à l'ensemble du Monde entier. Cette extension a d'ailleurs commencé dès l'époque de la naissance du capitalisme en Europe. Aujourd'hui, à part les pays socialistes (dans une certaine mesure), tous les pays sont intégrés, au niveau international, dans un système économique et commercial unique : il existe un marché unique. Ce système unique est fondé sur une division internationale du travail et en même temps perpétue cette division du travail. Cette division du travail favorise les seuls pays impérialistes. Dans le cadre de cette division du travail, les pays dits du Tiers-Monde achètent toujours en Europe et en Amérique, et de plus en plus cher, les marchandises fabriquées dans les pays impérialistes. Tandis que, de leur côté, des pays « en voie de sous-développement » ne peuvent vendre qu'à des prix ridicules les matières premières qui sont nécessaires aux pays impérialistes pour continuer leur production. « Ainsi, le système et le marché capitalistes mondiaux actuels, organisent systématiquement et méthodiquement LE PILLAGE DU TIERS-MONDE, et perpétuent, aggravent le sous-développement ». Malgré toute cette vérité claire et nette, les impérialistes et les bourgeoisies néo-coloniales africaines continuent de raconter des mensonges sur les soi-

disant qualités merveilleuses du marché capitaliste mondial.

— Page 32.

59. - Intégration économique.

Phénomène qui est apparu dans toute son ampleur avec le développement du capitalisme, notamment à son stade impérialiste. Favorisé par le développement des communications et les échanges, et par la formation d'un marché unique, l'intégration économique au niveau mondial est caractérisée par le développement de la similitude des conditions de production, des rapports sociaux qui en découlent. Au niveau régional, elle apparaît comme la nécessité de constituer un ensemble économique suffisamment grand pour la production d'un groupe de pays. Elle a évidemment un caractère de classe. L'intégration économique capitaliste n'est pas de même nature que celle des pays socialistes. Dans le premier cas, les pays les plus forts tentent d'imposer leurs intérêts, ce qui n'est pas le cas dans une intégration économique entre pays socialistes. Dans une intégration économique néo-coloniale comme l'UDEAC (Kamerun, Congo-B, Gabon, République CentrAfricaine), les néo-colonialistes continuent de contrôler tout l'ensemble, et par conséquent les Peuples n'y gagnent rien. Tant que les néo-colonialistes français (ou autres) contrôlent une tentative d'intégration économique comme l'UDEAC, celle-ci ne peut pas mener à l'Unité Africaine.

- · Page 32.

60. - Conditions objectives.

Conditions indépendantes de l'opinion, des intentions ou du « bon vouloir » de tel ou tel individu particulier. Par exemple les conditions de vie des ouvriers en sys-

tème capitaliste ne dépendent pas des intentions, bonnes ou mauvaises, de tel ou tel patron capitaliste pris à part. Dans l'ensemble, ces conditions sont données AVEC LE SYSTEME, et « elles ne peuvent vraiment changer globalement qu'avec un changement du système lui-même ». Même s'il se produit de petites « améliorations » par ci par là, pour telle ou telle catégorie de travailleurs ou pour toute la classe ouvrière, la vérité restera que les ouvriers sont dans la misère et que les bourgeois font la fête sans arrêt.

Les conditions objectives apparaissent aussi souvent comme un ensemble d'éléments qui déterminent une situation. Ces éléments sont parfois des faits (faits objectifs). Elles s'opposent aux conditions subjectives.

Exemple : les conditions créées par l'exploitation néo-coloniale sont objectivement telles, qu'elles conduisent à une Révolution sociale. La mauvaise politique de l'UNC d'Ahidjo crée les conditions objectives pour le développement de la criminalité. Aucun discours moralisateur n'y peut rien. Même les « lois » n'y peuvent rien. La politique de l'UNC, la manière dont tout le système est construit sont telles qu'elles créent les conditions objectives pour la naissance, le développement et la permanence de la corruption dans ce régime. Cela ne dépend pas de « l'honnêteté » personnelle, ni de la malhonnêteté individuelle, de tel ou tel fonctionnaire pris à part : « c'est le système qui secrète, fabrique la corruption » en quelque sorte. On a vu déjà suffisamment de gens au départ « honnêtes » devenir de fieffés truands une fois qu'ils se sont jetés dans les bras de ce régime UNC.

— Page 32. Voir aussi note 15, pp. 122-123.

61. - Panafricanisation.

C'est le changement (le développement ou l'extension) d'une donnée locale ou nationale, en donnée AFRICAINE.

Lorsqu'une situation que l'on trouve dans quelques pays africains tend à se retrouver de plus en plus, avec les mêmes caractéristiques, dans un grand nombre de (ou dans tous les) pays africains, on dit qu'il y a PANAFRICANISATION de cette situation.

La tendance à la Panafricanisation (ou la Panafricanisation tout court) est favorisée par le capitalisme lui-même. Elle apparaît principalement dans l'unification, à l'échelle africaine, des conditions de production, d'échange et de vie en général aussi bien du prolétariat que de la bourgeoisie néo-coloniale africaine. Dans la mesure où elle conduit notamment à l'unification du marché de l'emploi (par exemple dans l'UDEAC les travailleurs peuvent aller d'un pays dans un autre ; voir aussi les Sénégalais au Gabon ou ailleurs, les Voltaïques en Côte d'Ivoire ; voir enfin en Afrique de l'Est et du Sud, ...), dans cette mesure, le phénomène de Panafricanisation marque une tendance à l'unification du prolétariat africain. Cette tendance est objective. Elle ne dépend plus de la volonté personnelle de tel ou tel. Ce sont les conditions de développement du capitalisme en Afrique qui l'imposent.

— Page 32.

62. - Panafricanisme Révolutionnaire.

Le Panafricanisme Révolutionnaire est l'idéologie et la stratégie de lutte des Peuples Africains pour la libération totale et l'Unification de l'AFRIQUE, conditions indispensables de progrès, de développement, de bien-être et de paix véritables du Continent.

La Panafricanisation de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre du Continent d'une part, et la profonde unité culturelle des Peuples Africains d'autre part, constituent les bases objectives du Panafricanisme Révolutionnaire.

« La thèse fondamentale du Panafricanisme Révolutionnaire est la suivante : L'AFRIQUE DOIT S'UNIR POLITIQUEMENT ; il faut un grand Etat Africain Unique, une Union des Républiques Socialistes d'AFRIQUE ; car seul un tel Etat permettra aux Peuples Africains d'échapper à toute domination, et de retrouver leur dignité et leur indépendance bafouées depuis plus de 500 ans ». Le Panafricanisme Révolutionnaire constate et affirme que l'Organisation dite de l'Unité Africaine (OUA) est incapable de réaliser cet objectif ; pire encore, L'OUA NE VEUT PAS LE REALISER. Et que l'OUA ne fait que tromper les Peuples Africains, alors « qu'elle a fait faillite et de façon honteuse ».

Le Panafricanisme Révolutionnaire pose qu'il ne peut y avoir une émancipation réelle et totale de l'Afrique, que dans le cadre du Socialisme. Le mot d'ordre central du Panafricanisme Révolutionnaire, c'est celui qui prône la lutte pour une UNION des REPUBLIQUES SOCIALISTES d'AFRIQUE. Ce mot d'ordre n'est pas seulement la condition indispensable d'une véritable édification socialiste et donc, d'une réelle émancipation de l'Afrique. C'est aussi la condition nécessaire d'une réelle réhabilitation universelle et de l'émancipation de la race noire. Cette réhabilitation et cet épanouissement d'une race discriminée et opprimée depuis plus de 5 siècles, demeureront des vœux pieux et plus ou moins hypocrites, tant que n'aura pas été fondé un puissant Etat négro-africain aux dimensions continentales ou semi-continentales, capable de se hisser en quelques décennies à la pointe des derniers progrès scientifiques et technologiques humains. En ce sens, il y a une liaison nécessaire et indissoluble entre le Panafricanisme Révolutionnaire et le Pan-Nigrisme socialiste. Ce dernier appelle à la lutte internationale des Nègres contre la domination raciale, contre le racisme sous toutes ses formes (y compris celle qui consiste à feindre hypocritement d'ignorer l'existence d'une oppres-

sion raciale, pour que rien ne change), contre l'impérialisme et pour le socialisme.

— Page 32.

63. - Internationale Communiste.

Organisation Internationale Révolutionnaire centralisée, fondée par les organisations ouvrières révolutionnaires du monde entier en 1919. La fondation de l'Internationale Communiste (IC) fut favorisée par la Révolution d'Octobre 1917 en Russie, et par l'effervescence révolutionnaire provoquée en Europe par la misère des masses à la suite de la Première Guerre mondiale (1914-1918). On l'appelle encore la Troisième Internationale, car elle fut précédée de deux Organisations Internationales ouvrières.

La première fut l'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS, fondée en 1864 et à laquelle participèrent Karl MARX et Friedrich ENGELS. Celle-ci dura environ 9 ans. La répression bourgeoise qui suivit la défaite de La Commune de Paris (voir note 1, pages 111 à 113) donna le signal de la fin de l'AIT.

En 1889 fut fondée à Paris la DEUXIEME INTERNATIONALE. Elle réunissait régulièrement des Congrès Internationaux. Elle contribua à l'organisation de masse des partis ouvriers. Elle ne s'appelait pas « communiste », mais regroupait les divers partis qui se reconnaissaient dans le socialisme scientifique. Mais, en 1914, les opportunistes sabotèrent l'Internationale qui fit ainsi faillite. Car beaucoup de partis socialistes se rangèrent dans le camp de « leur » bourgeoisie impérialiste pour aller piller les pays des autres. Au lieu de profiter de la guerre et du mécontentement populaire provoqué par la misère due à la guerre, pour renverser la bourgeoisie, instaurer le pouvoir des ouvriers et commencer à construire le socialisme. Le Parti bolchévik russe suivit la voie révo-

lutionnaire et dénonça la faillite de la 2e Internationale. Lénine parla en son nom et lança le mot d'ordre : « La IIe Internationale est morte, vaincue par l'opportunisme. A bas l'opportunisme et vive la IIIe Internationale... ». Cela se passait en novembre 1914. En mars 1919, la Troisième Internationale était fondée à Moscou. Pour se démarquer clairement de l'ancienne, elle s'appela Internationale Communiste.

Les partis qui refusèrent de suivre la voie révolutionnaire continuèrent dans la IIe Internationale qui a donné l'Internationale Socialiste actuelle, l'Internationale social-démocrate. Celle-ci rassemble des gens comme le « socialiste latin » SENGHOR, ou les « socialistes » arabes SADATE, BOURGUIBA, ...

Actuellement, il n'existe aucune Internationale Communiste représentative. Car, pendant la Deuxième Guerre Mondiale (1939-1945), la IIIe Internationale a été dissoute. De temps en temps, les partis communistes du monde entier ou d'Europe seulement se réunissent en Conférences.

— Page 33. Voir aussi « Social-démocratie Internationale, africaine », notes 21, 22 et 24.

64. - Marxisme-léninisme.

Voir la note 1, pages 111 à 113.

— Page 34.

65. - Propriété privée bourgeoise.

Accaparement par la bourgeoisie des principaux moyens de production et d'échange dans la société capitaliste. Quand les révolutionnaires parlent d'abolir la propriété privée, il ne s'agit donc pas par exemple de la propriété

privée des vêtements de chacun, ou des brosses à dents, ou des lits, comme la bourgeoisie tente souvent de le faire croire pour effrayer les petites gens et les dresser contre le socialisme. Il s'agit de cette propriété qui donne aux bourgeois la force économique grâce à laquelle ils transforment la société pour la mettre à leur service, autrement dit, ils détiennent la force politique aussi. Cette propriété privée-là, C'EST LA PROPRIETE PRIVEE DES MOYENS DE PRODUCTION ET D'ECHANGE : les usines, les banques, les grosses plantations, etc...

— Page 34. Voir aussi notes 7 et 48 ci-dessus.

66. - Propriété collective du Peuple tout entier.

Forme de propriété qui sera instaurée par la révolution socialiste, dès le début de la transition au socialisme, tout au moins pour l'essentiel des moyens de production et d'échange. C'est ce que prévoit le présent PROGRAMME DE TRANSITION. Les principaux moyens de production et d'échange (usines, terre, banques, moyens de transport et de communication, etc...) deviennent alors LA PROPRIETE COMMUNE DU PEUPLE KAMERUNAIS. Ils cessent d'appartenir à un individu particulier quel qu'il soit. De ce fait, se trouve créée la condition de base (non suffisante, mais absolument nécessaire) pour la disparition de l'exploitation. Pour arriver à cela, il faut absolument que les travailleurs COMMENCENT PAR EXPROPRIER PROPREMENT LES BOURGEOIS, à leur ARRACHER ces moyens de production et d'échange qu'ils ont eux-mêmes arrachés aux paysans par exemple par les ruses actuelles, ou par le mensonge et parfois par la force. « Cette expropriation doit absolument être la première décision de la Révolution ouvrière et paysanne dès sa victoire. **Sans expropriation des bourgeois, aucune transition véritable au socialisme n'est possible.** La Révolution tourne rapidement au verbiage et, finalement, il ne

faut pas beaucoup de temps pour que la bourgeoisie s'empare à nouveau du pouvoir et rétablisse le capitalisme et l'exploitation des ouvriers, des paysans et des autres travailleurs ».

— Page 34. Voir aussi notes 7 et 48.

67. - Rapports sociaux.

Relations qui s'établissent nécessairement entre les individus vivant dans une société donnée. Ces relations dépendent essentiellement de la production, « de ce qui est produit, de la façon dont cela est produit, ainsi que de la façon dont on échange les choses produites ».

— Page 35. Voir également les notes 46 et 55.

68. - Etat aux mains des travailleurs.

Selon la conception bourgeoise de l'Etat, celui-ci ne peut être qu'aux mains des « gens très forts », les intellectuels » qui sont des « docteurs en doctorats » par exemple, ou alors des personnes très riches ou « grands types ».

En fait, une observation attentive de l'Etat et de son fonctionnement, de ses lois et de ses mécanismes, montre clairement que « l'Etat n'est rien d'autre qu'un instrument, une machine, mise sur pied par une classe pour dominer une autre classe ou d'autres classes. L'Etat bourgeois sert les intérêts de la bourgeoisie et écrase les ouvriers, les paysans et les autres travailleurs. Pour que les travailleurs se libèrent réellement, ils doivent donc détruire cet Etat bourgeois. Mais les bourgeois vont se révolter, monter des complots contre-révolutionnaires, faire des sabotages, avec l'aide de l'impérialisme. Donc, si les travailleurs veulent vraiment conserver le pouvoir pour ne pas retomber dans l'exploitation capitaliste, ils

doivent aussi bâtir leur propre Etat. Celui-ci sera entre leurs mains, et à leur service ». C'est cela l'Etat aux mains des travailleurs.

— Page 35. Voir aussi note 1 et la suivante, la note 69.

69. - Dictature du Prolétariat, Dictature démocratique révolutionnaire.

Dans toute société de classes, l'Etat est l'instrument de la dictature d'une classe ou d'une alliance de classes, dictature exercée sur une autre classe ou sur d'autres classes. La démocratie bourgeoise est en réalité une dictature exercée par la bourgeoisie sur les travailleurs. Cette dictature revêt parfois des formes diverses, plus ou moins démocratiques et plus ou moins brutales, mais elle reste fondamentalement une DICTATURE DE LA CLASSE BOURGEOISE.

De même, quand la classe ouvrière renverse la bourgeoisie, elle édifie un Etat pour la transition au communisme. Cet Etat, en tant qu'instrument de dictature contre la bourgeoisie et tous les exploiteurs renversés, EST NECESSAIRE pour une raison fort simple. C'est que les bourgeois et tous les exploiteurs renversés, n'accepteront jamais sans broncher qu'ils soient renversés et dépossédés des richesses énormes dont ils disposaient avant leur renversement. Ils se mettront donc à comploter, pour essayer de reconquérir le pouvoir. Alors, les ouvriers seront dans la nécessité d'imposer le nouveau cours des choses aux exploiteurs d'hier, au moyen d'un appareil d'Etat également dictatorial. « Alors, si on renverse une dictature, celle de la bourgeoisie, pour la remplacer par une autre, celle des travailleurs, où est la différence ? ».

Cette question a parfois été posée par des patriotes, et l'UPC y a répondu plusieurs fois.

« La différence est la suivante : la dictature de classe de la bourgeoisie est exercée PAR UNE PETITE MINORITE (les bourgeois UNC) contre L'ECRASANTE MAJORITE de la population (les ouvriers, les paysans, les autres travailleurs des villes et des villages, ...). Une petite poignée de gens mènent la vie dure à des millions de personnes. Alors que la dictature de prolétariat sera celle de millions de gens contre la petite poignée d'exploiteurs bourgeois. Et d'ailleurs, seuls ceux qui ne se tiendront pas tranquilles, qui continueront à vouloir reprendre le pouvoir pour remettre le capitalisme en selle, verront la dictature des ouvriers et de tous les travailleurs s'exercer contre eux. Telle est la GRANDE DIFFERENCE entre les deux types de dictature. C'est UNE DIFFERENCE DE CLASSE ».

Dans le cas du KAMERUN, la classe ouvrière ne peut pas encore exercer seule le pouvoir. Elle doit s'allier avec la paysannerie pauvre et les autres travailleurs fermement acquis à l'idée d'une TRANSITION AU SOCIALISME. L'Etat nouveau sera donc, après la victoire du MANIDEM conduit par l'UPC, NON PAS la dictature du prolétariat tout seul, mais du prolétariat allié à la paysannerie pauvre et aux autres masses laborieuses : ce sera donc un Etat démocratique pour plus de 99 % du Peuple, et dictatorial pour moins de 1 % des bourgeois réactionnaires. Ce sera un Etat de DICTATURE DEMOCRATIQUE REVOLUTIONNAIRE.

— Page 35.

70. - Fasciste.

Un fasciste est un partisan du système politique du FASCISME, et de la forme d'Etat qui en résulte.

Le fascisme repose sur la dictature et se caractérise essentiellement par la suppression des libertés politiques et syndicales, et par l'exercice de la terreur policière et

militaire contre les masses populaires. L'exaltation du rôle du chef et l'instauration du parti unique sont des traits fréquents, mais non indispensables, du fascisme. Les fascistes proclament toujours qu'ils ont le soutien de toute la population qui, sous l'emprise de la terreur, peut donner l'impression d'adhérer au régime et de soutenir « le Président ». Le fascisme oblige généralement les travailleurs à ne pas voir au-delà de ce qu'ils considèrent (parfois d'ailleurs à tort) comme leurs intérêts immédiats et corporatistes. Il vise par là à les empêcher hypocritement de « faire de la politique ». En réalité, le but des fascistes est ainsi de faire en sorte que les ouvriers se résignent totalement à la politique fasciste sans réfléchir.

Exemples de régimes fascistes, en dehors du régime camerounais d'Ahidjo Birawandu : l'Allemagne hitlérienne, l'Italie sous Mussolini, l'Espagne sous Franco, le Portugal de Salazar et Caetano, l'Iran du Shah, le Chili de Pinochet, le Brésil, l'Argentine et d'autres dictatures d'Amérique Latine, les régimes de dictature raciale des minorités blanche des colons d'Afrique Australe ; et, bien entendu, la plupart des régimes de l'OUA.

En fait, le fascisme n'est rien d'autre qu'UNE DES FORMES QUE PEUT REVETIR LA DICTATURE DE LA BOURGEOISIE. La bourgeoisie recourt au fascisme quand elle en est à un point où elle ne peut plus tromper les travailleurs « démocratiquement », dans un régime relativement libre.

Le régime de l'UNC au Kamerun est fasciste dès sa naissance. Bon nombre de ses lois sont DIRECTEMENT puisées dans les lois utilisées par les régimes fascistes européens passés.

— Page 36.

71. - Autocratique.

Un régime autocratique est un régime dans lequel UN SEUL INDIVIDU (l'autocrate) concentre entre ses mains tous les pouvoirs de quelque importance, et règne pratiquement comme un ROI ABSOLU. Le régime d'Ahidjo Birawandu est manifestement autocratique. Même les chefs de bureau sont nommés par décret d'Ahidjo. Rien n'est fait sans son accord explicite.

Dans les pays néo-coloniaux, cette centralisation absolue du pouvoir est en effet un habile moyen de contrôler tout le pays en manipulant le dictateur. Neuf fois sur dix, l'autocrate « tout-puissant » n'est en réalité qu'un chien couchant de l'étranger. C'est lorsqu'il est balayé par la tempête de la révolte populaire que tout le monde se met à reconnaître que le dictateur n'était qu'un homme de paille au service de la domination subtile des impérialistes.

— Page 36.

72. - Caractère de classe.

Ensemble de propriétés que possède une société ou un groupe social du fait de la division de la société en classes sociales. Tout porte alors la marque des diverses classes, du fait qu'elles se livrent une lutte permanente, acharnée. Et plus précisément, tout porte, en tant qu'aspect dominant, la marque de la classe dominante ou des classes dominantes.

Dans la société capitaliste, l'école a un caractère de classe en ceci que les enfants des bourgeois ont de meilleures chances de faire leurs études que les enfants des ouvriers, des paysans et des petites gens. Elle a encore un caractère de classe en ceci que le contenu de l'enseignement (ce qui est enseigné) traduit à tout bout

de champ LA CONCEPTION DU MONDE DE LA BOURGEOISIE. Elle a encore un caractère de classe en ceci que les rapports entre maîtres et élèves sont des rapports de domination des premiers sur les seconds, EXACTEMENT COMME DANS LA SOCIETE CAPITALISTE ELLEMEME. La justice a un caractère de classe en ceci que l'on est jugé DIFFEREMMENT selon que l'on est bourgeois ou non. Etc...

— Page 39.

73. - Obscurantisme.

Dans le langage politique, on appelle obscurantisme une politique qui a pour effet de maintenir le Peuple dans une ignorance aussi profonde que possible des faits réels, des progrès accomplis par la société et par l'Humanité en général. Une telle politique, qualifiée d'obscurantiste, utilise souvent, par exemple, le poids des traditions pour éviter que le Peuple ne prenne conscience de ce qui est moderne et positif.

La politique de l'UNC est foncièrement obscurantiste en matière de libération des femmes. Elle l'est aussi en matière d'enseignement, en matière de religion.

— Page 40.

74. - Bambara, Haussa, Lingala, Kiswahili.

Le Bambara est une langue africaine parlée en Afrique Occidentale, en particulier au Mali.

Le Haussa est une langue africaine parlée notamment dans le Nord du Nigéria, mais aussi au delà de ce pays, dans les pays limitrophes. Le Haussa est généralement considéré comme LA DEUXIEME LANGUE D'AFRIQUE. Certains évaluent à près de 50 millions le nombre de

personnes qui parlent Haussa, ce qui en fait une langue répandue.

Le Lingala est une langue répandue dans le bassin du fleuve Congo, aussi bien au Congo-Lumumba qu'en République Populaire du Congo.

Le Kiswahili ou Swahili est LA PREMIERE LANGUE D'AFRIQUE. Parlée par plus de 100 millions de personnes en Afrique, elle couvre en gros l'AFRIQUE Orientale, Centrale et même une bonne partie de l'Afrique Australe. Le Swahili est considéré comme l'une des 12 plus importantes langues du monde. Il est d'ores et déjà la langue nationale de quelques pays africains (Kénya, Tanzanie). On ne peut donc qu'être stupéfait devant l'étrange position de l'Organisation de l'Unité Africaine, qui n'a pas encore pu se résoudre à faire du Swahili l'une de ses langues de travail.

— Page 47.

75. - Travail productif.

En société capitaliste, est considéré comme PRODUCTIF tout travail qui produit la plus-value capitaliste. On y range avant tout : le travail des ouvriers d'usines, des ouvriers agricoles. Mais on y range aussi le travail des ouvriers des transports (cheminots, dockers et autres). Car même quand la marchandise est produite, le capitaliste ne REALISE sa plus-value que quand la marchandise est sur le marché et vendue.

Dans le cas du KAMERUN, le travail des paysans sans terre, exploités, ne peut pas ne pas être considéré comme productif.

— Page 50.

76. - Satrape.

Au sens figuré où ce mot est utilisé ici, il signifie un homme despotique, un despote. C'est-à-dire un homme qui a un pouvoir très étendu et arbitraire. Et aussi un personnage qui mène une vie fastueuse.

Au sens propre, le mot satrape vient de l'ancienne Perse (le pays qui existait là où se trouve en gros l'Iran actuelle). En Perse donc, les provinces s'appelaient des satrapies, et chaque satrapie avait à sa tête un gouverneur appelé satrape. Les satrapes perses avaient des pouvoirs civils et judiciaires très larges, et vivaient dans le faste, le luxe et la corruption.

Voilà pourquoi les gouverneurs, préfets et autres hauts fonctionnaires du régime de l'UNC font penser aux satrapes perses, et méritent bien ce nom.

— Page 51.

77. - Gauchisme.

Tendance politique qui accompagne généralement le Mouvement Révolutionnaire et en constitue une déviation qui peut être très grave. Elle se caractérise généralement par une allergie extraordinaire à tout compromis. « Les gauchistes ignorent littéralement toute considération tactique. Ils s'imaginent qu'il suffit de savoir où l'on va, et de le répéter sans arrêt, pour être déjà arrivé à destination ». Sous prétexte de faire IMMEDIATEMENT LA RRREVOLUTION (avec 3 R !), ils ne comprennent pas qu'IL FAUT PARFOIS SAVOIR RECULER POUR MIEUX SAUTER. Si un gauchiste voit une mangue sur un manguier, pour avoir le fruit, il va tenter de « décoller à la verticale de la mangue », sous prétexte qu'IL FAUT Y ALLER TOUT DE SUITE. Il ne comprendra pas par exemple l'attitude de celui qui cherchera à trouver une échelle pour grimper au manguier. Pour le gauchiste, « ce sera une perte de temps, alors qu'on peut cueillir spontanément la mangue ».

Généralement, les partisans du gauchisme proviennent de milieux petits-bourgeois. D'où leur impatience, car ils rêvent d'assister en personne à la victoire de la Révolution, et ils voudraient au besoin hâter le cours des choses.

Le comportement des gauchistes rappelle celui des enfants, ce qui faisait dire à Lénine que le gauchisme est « la maladie infantile du communisme ».

— Page 53.

78. - Planification, Planifier.

En termes très généraux, on peut définir la Planification comme étant la Science qui a pour objet de prévoir un développement aussi rationnel que possible de l'Economie et qui, pour cela, utilise en particulier les techniques de la prévision fondées sur les mathématiques, la Statistique, la recherche opérationnelle, etc...

Mais les conditions même pour qu'une économie puisse être planifiée conduisent à distinguer la Planification socialiste (la seule possible réellement) et ce qu'on appelle, en fait à tort, Planification capitaliste (ou Planification dans une Economie de marché).

Dans une Economie capitaliste, ce sont les agents économiques individuels (par exemple les capitalistes individuels) qui prennent, dans une large mesure, les décisions économiques réelles. Une telle situation conduit inévitablement à l'anarchie dans la production et la répartition sociales. Et, par conséquent, elle rend pratiquement impossible toute planification réelle. Voilà pourquoi la Planification véritable n'est apparue qu'avec le Socialisme, l'Economie de transition au Socialisme ; d'abord en URSS, puis dans les autres pays socialistes.

On peut définir la **planification socialiste** brièvement de la manière suivante. C'est « une activité collective, au moyen de laquelle les travailleurs d'un pays socialiste (ou en transition), déterminent, de façon coordonnée et en tenant compte des lois économiques objectives, d'une part les buts à atteindre dans le domaine de la production et de la consommation, et d'autre part, comment atteindre ces buts dans les conditions les meilleures. Pour que cela soit possible, la collectivité doit être maîtresse des moyens de production et d'échange, du moins pour l'essentiel.

La planification socialiste exige donc que les travailleurs soient mobilisés et que ce soit eux qui décident, directement ou indirectement, et participent ensuite à l'exécution des décisions prises.

Dès lors, une telle planification est impossible dans une société où les travailleurs sont opprimés, dominés, comme en société capitaliste.

En ce qui concerne les slogans de l'UNC du genre « Libéralisme planifié », non seulement ils constituent de grossiers mensonges, mais encore ils prouvent, si besoin était, que les bourgeois ventrus ignorent eux-mêmes de quoi ils parlent.

— Pages 67, 68.

79 - Produit Brut des entreprises, Produit Social.

Ce qu'on appelle le **Produit Social**, c'est la quantité de biens matériels produits par la société dans un temps déterminé, comme par exemple en un mois, un an, etc...

Sa valeur est formée de trois composantes en société capitaliste :

1°/ le capital constant c, qui est la valeur des biens produits qui provient de l'usure des machines et de l'ou-

tillage en général. En effet, dans un bien matériel, une part de la valeur provient d'un « transfert » de la valeur des machines et outils, des matières premières, etc..., qui servent à fabriquer ce nouveau bien. Les machines s'usent et leur valeur passe progressivement aux marchandises qu'elles servent à produire.

2°/ le capital variable v, c'est-à-dire le salaire, valeur de la force de travail de l'ouvrier qui travaille pour fabriquer le nouveau bien.

3°/ la plus-value pl, qui est la valeur « extra », le surplus de valeur, que le travail supplémentaire (par rapport au salaire que lui a versé le capitaliste) de l'ouvrier donne à ce bien.

Le **produit brut** d'une entreprise est la valeur de la quantité totale de biens qu'elle produit dans un laps de temps donné, avant toute déduction des frais de production et éventuellement de distribution. Par opposition au « Produit net » qui est ce qui reste quand on a soustrait du produit brut tous les frais.

— Page 77.

80. - Malthus.

Thomas Robert MALTHUS (1766-1834) était un prêtre et économiste anglais. Il inventa une théorie qui l'a rendu célèbre. Malthus prétendit avoir découvert que la population augmente beaucoup plus vite que la quantité de nourriture disponible pour nourrir les gens. Ce qui, concluait-il, est la cause de la misère qui ne pourra de plus qu'aller croissant. Pour cette raison, il recommandait la limitation des naissances dans les couches laborieuses, comme remède à la misère causée par le capitalisme.

Depuis lors, le nom de Malthusianisme, et le qualificatif de malthusien, sont donnés à toute politique qui prétend résoudre les difficultés sociales par des mesures de

restriction. On parle ainsi d'une politique malthusienne de l'éducation lorsque, au lieu de construire des écoles en grand nombre et de créer des emplois pour les jeunes qui sortent des écoles, le gouvernement prétend au contraire limiter les entrées dans les écoles, soi-disant pour éviter de former des diplômés chômeurs. C'est ce que fait l'UNC. « Les négriers, les néo-colonialistes et toutes sortes de réactionnaires et de racistes ressortent les théories de Malthus dont la fausseté a été démontrée depuis longtemps ». La vérité est qu'ils ont peur d'une AFRIQUE suffisamment peuplée. Ils crient partout qu'il faut que les Africains limitent les naissances. Toutes ces bêtises sont reprises à leur compte par les bourgeoisies néo-coloniales africaines.

— Page 87.

81. - Culture universelle.

Grossier mensonge néo-colonialiste monté par les impérialistes pour tenter de tromper les Peuples Africains. Le but de ce mensonge est de convaincre les Peuples Africains qu'ils ne doivent pas lutter pour LEUR PROPRE CULTURE. Car, soi-disant, à notre époque, tous les pays baignent dans une même culture : la « culture universelle ». Le principal perroquet de cette tromperie infâme en Afrique est Léopold Germanicus Senghor, l'homme qui écrit au Pape en latin, mais considère avec mépris les langues africaines.

Les impérialistes ont décimé les Indiens d'Amérique. Ils ont tenté de détruire les cultures des Peuples Africains. Après avoir commis tous ces crimes et d'autres innombrables, ils viennent maintenant raconter à leurs victimes qu'il faut « oublier tout ça » et se vendre à LA SEULE CULTURE qui existe et a existé de tout temps : la prétendue « culture universelle ». Pour cette tâche infâme, ils ont recruté le charlatan Senghor, l'homme qui

traîne très vraisemblablement un complexe de sa peau, se dit « métis portugais » et, pour donner des preuves de fidélité à ses maîtres impérialistes, soutient toutes les manœuvres du néo-colonialisme.

— Page 88.

82. - Economisme.

Théorie politique qui prétend que le changement de société peut se faire essentiellement sinon uniquement à l'aide de réformes économiques. Cela conduit souvent à sous-estimer l'importance fondamentale des luttes politiques, parfois à nier carrément la nécessité de toute lutte révolutionnaire.

Les thèses économistes en ce qui concerne l'Unité Africaine consistent à prétendre que l'Unité, pour se faire, doit commencer d'abord par des méthodes économiques, par des voies de l'unité économique. En réalité, la pratique prouve, depuis plus de 15 ans, que ces « théories » ne mènent à AUCUNE UNITE AFRICAINE du tout.

— Page 96.

83. - Mission Militaire Française.

Ensemble d'officiers, sous-officiers et soldats que les impérialistes français ont envoyé dans notre pays depuis l'indépendance formelle de 1960. Ce véritable corps expéditionnaire avait pour mission de mener contre l'UPC et tous les patriotes, une guerre d'extermination des militants nationalistes et révolutionnaires. A un moment, ce corps expéditionnaire compta plusieurs bataillons et fut commandé par un général français. Par la suite, la Mission Militaire Française, ayant formé l'Armée néo-coloniale « Camerounaise » de répression, et contrôlant parfaite-

ment les rouages de celle-ci, put limiter ses effectifs. Elle compta alors essentiellement des officiers qui contrôlent tout ce qui est névralgique dans le dispositif militaire kamerunais. Officiellement, ces officiers sont des « conseillers techniques de l'assistance technique française ». C'EST LA SITUATION QUI PREVAUT ENCORE AUJOURD'HUI. En réalité, cette « réorganisation » du dispositif militaire français dans notre pays, n'est pas vraiment un retrait. Car les impérialistes français ont simplement replié sur le territoire français des troupes qu'ils peuvent dépêcher en quelques heures sur un théâtre d'opérations africain quelconque. Les nombreux exemples d'interventions néo-colonialistes françaises en AFRIQUE ces dernières années en témoignent clairement.

— Page 100.